

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MAINE

Tome 4 : Evaluation environnementale



Octobre 2020

TABLE DES MATIÈRES

1.	PREAMBULE	6
1.1.	Cadre juridique de l'évaluation	6
1.1.1.	Les documents soumis à évaluation environnementale	6
1.1.2.	Le contenu du rapport de présentation	7
1.2.	Méthodologie appliquée pour l'évaluation	8
1.3.	Une qualité environnementale initiale satisfaisante	10
2.	RESUME NON TECHNIQUE	11
2.1.	Résumé non technique de l'état initial de l'environnement	11
2.1.1.	Diagnostic socio-économique	11
2.1.2.	Milieu physique	13
2.1.3.	Gestion de l'eau	13
2.1.4.	Milieu naturel	15
2.1.5.	Paysage et patrimoine	16
2.1.6.	Risques majeurs et nuisances	16
2.1.7.	Gestion des déchets	16
2.1.8.	Climat, air et énergie	17
2.2.	Résumé non technique de l'articulation du PLU avec les autres plans et programmes	18
2.3.	Résumé non technique de l'évaluation des impacts du PLU sur l'environnement par une approche thématique	18
2.3.1.	Impacts du PLU sur la trame verte et bleue	19
2.3.1.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les autres zones de protection ou d'inventaires (ZNIEFF, ENS, ZHIM) et mesures proposées ¹⁹	
2.3.2.	Impacts du PLU sur les espaces agricoles	21
2.3.3.	Impacts du PLU sur les sols et la consommation foncière	21

2.3.4.	Impacts du PLU sur la ressource en eau	22
2.3.5.	Impacts du PLU sur le climat, l'air et les énergies.....	23
2.3.6.	Impacts du PLU sur le paysage et le patrimoine	23
2.3.7.	Impacts du PLU sur les risques majeurs	23
2.3.8.	Impacts du PLU sur les nuisances sonores	24
2.3.9.	Impacts du PLU sur la gestion des déchets	24
2.4.	Résumé non technique de l'évaluation des impacts du PLU sur l'environnement par une approche spatialisée.	25
2.5.	Résumé non technique de l'évaluation des incidences du PLU sur les sites NATURA 2000 et proposition de mesures	26
2.6.	Résumé non technique des critères et des indicateurs de suivi du PLU de Montreuil Sur Maine	29
3.	ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX.....	31
3.1.	Articulation du PLU avec les documents cadre avec lesquels il doit être compatible	33
3.1.1.	Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)	33
3.1.2.	Schéma de mise en valeur de la mer	38
3.1.3.	Plan de Déplacements Urbains (PDU).....	38
3.1.4.	Programme Local de l'Habitat (PLH)	38
3.1.5.	Dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports	38
3.1.6.	Dispositions de la Loi Littoral.....	38
3.1.7.	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Loire Bretagne.....	39
3.1.8.	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon.....	44
3.1.9.	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Mayenne	49
3.1.10.	Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne (2016 – 2021)	51
3.1.11.	Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRI).....	54
3.2.	Articulation du PLU avec les documents cadres qu'il doit prendre en compte	55
3.2.1.	Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Pays de La Loire	55

4.	ANALYSE GLOBALE DES IMPACTS DU PROJET DE PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES DE REDUCTION ET/OU DE COMPENSATION	62
-	Risque sismique (risque faible) : règles de construction à appliquer,	66
4.1.	Impacts du PLU sur la trame verte et bleue	69
4.1.1.	Rappel du contexte et des enjeux	69
4.1.2.	Impacts du PADD sur la trame verte et bleue	69
4.1.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le réseau Natura 2000 et mesures proposées	71
4.1.4.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les autres zones de protection ou d'inventaires (ZNIEFF, ENS, ZHIM) et mesures proposées ⁷³	
4.1.5.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la trame verte et mesures proposées	74
4.1.6.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la trame bleue et mesures proposées	74
4.1.7.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la biodiversité et mesures proposées	77
4.2.	Impacts du PLU sur les espaces agricoles.....	77
4.2.1.	Rappel du contexte et des enjeux :	77
4.2.2.	Impacts du PADD sur les espaces agricoles	78
4.2.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les espaces agricoles et mesures proposées.....	79
4.3.	Impacts du PLU sur la consommation foncière	81
4.3.1.	Rappel du contexte et des enjeux	81
4.3.2.	Impacts du PADD sur les sols et la consommation foncière	81
4.3.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la consommation foncière et mesures proposées	82
4.4.	Impacts qualitatifs et quantitatifs du PLU sur la ressource en eau.....	82
4.4.1.	Rappel du contexte et des enjeux	82
4.4.2.	Impacts du PADD sur la ressource en eau	83
4.4.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la qualité des cours d'eau et mesures proposées	84

4.4.4.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur l'eau potable et mesures proposées	85
4.4.5.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les eaux usées et mesures proposées	86
4.4.6.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les eaux pluviales et mesures proposées	88
4.5.	Impacts du PLU sur le climat, l'air et les énergies.....	89
4.5.1.	Rappel du contexte et des enjeux	89
4.5.2.	Impacts du PADD sur le climat, l'air et les énergies	90
4.5.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le climat, l'air et les énergies et mesures proposées.....	91
4.6.	Impacts du PLU sur les risques majeurs	92
4.6.1.	Rappel du contexte et des enjeux	92
4.6.2.	Impacts du PADD sur les risques majeurs.....	94
4.6.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les risques majeurs et mesures proposées	94
4.7.	Impacts du PLU sur les nuisances sonores	95
4.7.1.	Rappel du contexte et des enjeux	95
4.7.2.	Impacts du PADD sur les nuisances sonores	95
4.7.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les nuisances sonores et mesures proposées	95
4.8.	Impacts du PLU sur la gestion des déchets.....	96
4.8.1.	Rappel du contexte et des enjeux	96
4.8.2.	Impacts du PADD sur la gestion des déchets.....	96
4.8.3.	Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la gestion des déchets et mesures proposées	97
4.9.	Impacts du PLU sur le paysage.....	97
4.9.1.	Rappel du contexte et des enjeux	97
4.9.2.	Incidences du PADD sur le paysage et le patrimoine	98
4.9.3.	Incidences des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le paysage et le patrimoine et mesures proposées	98
5.	EVALUATION ENVIRONNEMENTALE des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU.....	100

5.1.	Méthodologie	100
5.1.	Site n°1 pour l'expansion de la zone économique de la Sablonnière (1AUY)	102
5.2.	Site n°2 : Mise en place d'un quartier d'habitat – Ouest de l'agglomération (1AU).....	105
5.3.	Site n°3 : Zone de développement des équipements d'intérêt collectif (1AUE).....	108
5.1.	Site n°4 : Mise en place d'un quartier d'habitat – Sud-Ouest de l'agglomération (2AU)	112
5.1.	Site n°5 : STECAL NS (Equipements épuratoires du bourg)	114
5.1.	Site n°6 : STECAL NL (activités de loisirs)	117
6.	EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000	121
6.1.	Qu'est-ce que le réseau Natura 2000 ?.....	121
6.2.	Le site Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine	122
6.2.1.	Présentation du site Natura 2000 sur la commune de Montreuil Sur Maine.....	123
6.2.2.	Espèces d'intérêt communautaire	126
6.3.	Analyse des éléments du PLU pouvant avoir une incidence sur le site NATURA 2000.....	126
6.3.1.	Incidences directes des zones NP, NS, NL, A et UB	127
6.3.2.	Incidences indirectes des zones 1AUE, 1AU, 1AUY et 2AU	133
7.	INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU	136
7.1.	Milieux naturels et biodiversité.....	137
7.2.	Espaces agricoles	138
7.3.	Ressources foncières	139
7.4.	Ressources en eau	140
7.5.	Energies-air-climat.....	141
7.6.	Risques naturels et technologiques	142
7.7.	Déchets et pollutions de sols	142

1. PREAMBULE

L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PLU, définir les orientations stratégiques en matière d'environnement, apprécier la cohérence du projet au regard de l'environnement et faire de sa qualité une ressource pour le plan considéré.

Ce document permet également d'apprécier l'apport de l'élaboration du PLU concernant la protection et la mise en valeur de l'environnement au regard du POS de 2012.

1.1. Cadre juridique de l'évaluation

1.1.1. Les documents soumis à évaluation environnementale

La directive européenne 2001/42/CE du 27 juin 2001 indique que certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement ou qui ont des effets prescriptifs à l'égard de travaux ou projets soumis à étude d'impact doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale et d'une consultation du public préalablement à leur adoption. Les dispositions de la directive ont été introduites dans les codes de l'environnement et de l'urbanisme.

Le décret 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme est entré en vigueur le 1er janvier 2016. Il crée notamment les articles R104-8 à R104-14 du Code de l'Urbanisme qui précisent les PLU qui doivent être soumis ou non à la procédure d'évaluation environnementale.

Article R104-8 du Code de l'Urbanisme (créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration, de leur révision ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, s'il est établi, après un examen au cas par cas, que ces procédures sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;*
- 2° De leur révision, de leur modification ou de leur mise en compatibilité dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;*
- 3° De leur mise en compatibilité dans le cadre d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1, si l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence de ces dispositions sur l'environnement. »*

Article R104-9 du Code de l'Urbanisme :

Les plans locaux d'urbanisme, dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

- 1° De leur élaboration ;
- 2° De leur révision ;
- 3° De leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.

Le PLU de la commune de Montreuil sur Maine est soumis à évaluation environnementale, du fait de la présence d'un site Natura 2000 traversant le territoire communal. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) : site n° FR5200630 – Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette.

1.1.2. Le contenu du rapport de présentation

Article R151-3 du code de l'urbanisme

Lorsqu'elle est nécessaire, l'évaluation environnementale vient compléter le rapport de présentation du PLU, le contenu de ce dernier étant alors régi par les dispositions de l'article R.123-2-1 du CU, en vertu desquelles, en plus des obligations générales communes à tous les PLU, le rapport de présentation doit :

- décrire l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- analyser les perspectives de l'état initial de l'environnement, en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière sensible par la mise en œuvre du plan ;
- analyser les incidences prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et ses conséquences sur certaines zones (Natura 2000 notamment) ;
- expliquer les choix retenus pour établir le PADD, au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;
- justifier le cas échéant les choix opérés par rapport aux autres solutions envisagées ;
- présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan ;
- présenter les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan, ou tout au moins faire le rappel de l'obligation de suivi.

Le rapport de présentation doit également comporter un résumé non technique des éléments précédemment listés, une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée et rappeler que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de son approbation.

« Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. ».

1.2. Méthodologie appliquée pour l'évaluation

L'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme est une évaluation ex-ante ou préalable, en ce sens elle mesure les impacts prévisibles, probables du plan et de sa mise en œuvre, sur l'environnement, pour les années à venir. Etant réalisée pendant l'élaboration du document, c'est également un outil d'aide à la décision. Cette évaluation ne peut être exhaustive car les données concernant l'évolution de l'environnement ne sont ni toutes connues ni toutes maîtrisables.

Il s'agit non seulement d'évaluer les effets directs et voulus dans le cadre d'actions à visée environnementale mais également les effets indirects et non voulus. L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PLU, définir les orientations stratégiques en matière d'environnement, apprécier la cohérence du projet au regard de l'environnement, faire de sa qualité une ressource pour le plan considéré, fixer les modalités nécessaires au suivi, à l'évaluation environnementale ex-post.

La méthode employée pour réaliser l'évaluation environnementale du PLU de Montreuil Sur Maine a été la suivante :

- *Identification des principaux enjeux du territoire au sein de l'état initial de l'environnement ;*
- *Elaboration des principales orientations de développement de l'urbanisation qui répondent aux enjeux ;*
- *Analyse des incidences, positives ou négatives, du PLU pour chaque thématique environnementale. Des mesures prises en compte dans le PLU permettent d'éviter, de réduire ou de compenser certaines incidences négatives du PLU ;*
- *Proposition d'un ensemble d'indicateurs qui permet un suivi portant sur les incidences notables (positives, nuisibles, prévues et imprévues) prises en compte dans le rapport d'environnement. Ces indicateurs vont être utiles pour la commune afin d'entreprendre les actions correctrices appropriées s'il révèle l'existence d'impacts négatifs sur l'environnement qui n'ont pas été envisagés dans l'évaluation environnementale ;*

L'évaluation environnementale se base sur :

- *L'ensemble des données disponibles à l'échelle nationale, régionale, départementale, intercommunale et communale.*
- *Des relevés de terrains complémentaires réalisés par les membres du groupement en charge de l'élaboration du PLU et ses documents annexes.*

Dans le respect des doctrines élaborées par les différents Services de l'État et notamment à partir du guide pratique « de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme » du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, la présente évaluation reprend les composantes de l'environnement décrites par thématique lors de l'état initial de l'environnement :

- *Milieux naturels et biodiversité.*
- *Santé humaine (bruit, pollutions atmosphériques, déchets ...).*

- *Ressources naturelles (sol, eau, énergie).*
- *Risques naturels et technologiques.*
- *Cadre de vie (paysages et patrimoine).*

L'état initial de l'environnement nous permet de relever les enjeux du territoire sur ces principales thématiques abordées pour assurer leurs prises en compte dans le développement futur de la commune. Le travail de l'évaluation environnementale consiste à hiérarchiser ces enjeux.

Hiérarchisation des enjeux issus de l'état initial de l'environnement

○ **La préservation de la qualité de l'eau et la ressource en eau potable,**

La qualité de l'eau superficielle est l'un des enjeux le plus fort lié **essentiellement à la ressource en eau potable**. Sa préservation permet également de préserver les habitats et les espèces protégées inféodés.

○ **Les corridors écologiques**

Les foyers de biodiversité (le maillage bocager, les boisements, les zones humides, les landes,...) sont liés les uns aux autres par des éléments naturels (haies, prairies,..) ou semi-naturels (terres cultivées) qui forment la Trame Verte et Bleue du territoire. **L'enjeu est de maintenir et développer une trame verte et bleue à l'échelle du territoire en lien avec celle du SCOT en renforçant les continuités écologiques de cette trame** : → promouvoir les coulées vertes en milieu urbain → protéger les boisements de qualité → maintenir la maille bocagère en tant que support de biodiversité → préserver les espaces remarquables de toute urbanisation → préserver les milieux aquatiques.

○ **La préservation du paysage.**

Le diagnostic des zones à urbaniser et les inventaires réalisés (bocage, zones humides) mettent en évidence des secteurs ou éléments naturels qui mériteraient également d'être protégés.

○ **L'exposition aux risques (risques naturels et technologiques)**

Les zones de risques sont à prendre en compte dans le PLU.

○ **La préservation des espaces agricoles**

L'empiètement de l'urbanisation sur les espaces agricoles peut compromettre la pérennité de l'agriculture.

○ **Le paysage**

Le paysage, au même titre que les espaces naturels remarquables, est menacé par la pression des activités agricoles qui peuvent agir sur le bocage.

Aussi, deux grands types d'incidences sont alors à étudier, à savoir les incidences directes et indirectes, positives et négatives. En cas d'incidences négatives, des mesures sont mises en place dans le cadre du projet de PLU pour éviter, réduire, ou compenser les incidences.

Pour rendre ce document lisible, les éléments de diagnostic et de projet n'ont pas été repris au sein de l'évaluation environnementale. Il s'agit donc ici exclusivement d'éléments d'appréciation.

Il convient également de mentionner l'obligation de suivi du PLU en matière d'environnement qu'il s'agira d'assurer d'ici moins de 10 ans.

Enfin pour rendre ce document lisible, les mesures mises en place par la commune sont explicitées dans les mêmes paragraphes que ceux des incidences. A noter que l'évaluation environnementale se construit depuis l'état initial de l'environnement jusqu'à l'arrêt du PLU.

1.3. Une qualité environnementale initiale satisfaisante

Le territoire communal de Montreuil Sur Maine recense des sites reconnus officiellement pour leur valeur environnementale :

- Une zone NATURA 2000 : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) : site n° FR5200630 – Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette,
- Une ZNIEFF de type II : n°20150000 – Vallée de la Mayenne en Maine et Loire,
- Un espace naturel sensible (ENS) de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon.
- Une SCAP (Stratégie de Création des Aires Protégées) : « Vallée de la Mayenne au Lion d'Angers » (SCAP078),
- Une ZHIM (zone humide d'importance majeure) : FR513003 Basses vallées angevines.

Le territoire communal présente néanmoins des zones sources de biodiversité locales intéressantes (vallées / boisements / bocage) :

- Les vallées de la Mayenne, de l'Oudon, du ruisseau de la Roberdière, de la Houssière, lesquelles constituent de couloirs écologiques.
- Un plateau agricole bocager,
- Des espaces boisés qui présentent une grande biodiversité et qui constituent des réserves de biodiversité.

On retrouve également au niveau communal une multitude de zones humides.

Ces caractéristiques sont autant d'atouts pour le territoire, mais restent fragiles. Montreuil Sur Maine souhaite donc affirmer, au travers de son projet de PLU la préservation et la valorisation des espaces naturels remarquables, de la ressource en eau, du patrimoine paysager, et de l'activité agricole comme des conditions du développement du territoire.

Mais cette préservation ne conduit pas nécessairement à une mise sous cloche de ces espaces, ni à leur sanctuarisation, au contraire il s'agit d'intégrer les différents enjeux de ces espaces à la réflexion globale de développement et d'aménagement de la commune.

C'est ce que la commune a cherché à traduire à travers son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) en orientant ses projets autour de sept grands axes.

2. RESUME NON TECHNIQUE

2.1. Résumé non technique de l'état initial de l'environnement

2.1.1. Diagnostic socio-économique

Le projet de PLU sur Montreuil Sur Maine prévoit de construire environ 40 à 50 nouveaux logements sur les 10 prochaines années (PADD), pour accueillir environ 125 habitants supplémentaires au cours des 10 prochaines années, portant la population à environ 850 habitants à l'horizon 2028.

Le PADD prévoit le développement de la commune selon les axes suivants :

- Démographie et politique d'urbanisation :
 - Maintenir le niveau de croissance démographique enregistré ces 15 dernières années et assurer la rotation démographique par l'accueil d'une population diversifiée (croissance programmée de 1,8 % par an en moyenne à l'horizon 2028),
 - Programmer un développement de l'habitat contenu, recentré et polarisé sur le bourg,
 - Modérer la consommation de l'espace et favoriser le moindre étalement urbain,
 - Développer progressivement l'habitat.
- Une politique économique pérennisant l'ossature locale :
 - Maintenir l'emploi,
 - Être à l'écoute du monde industriel et artisanal - Prévoir une évolution de la zone économique de la Sablonnière (Anjou Actiparc),
 - Soutenir les services de proximité présents, favoriser l'implantation de nouveaux services,
 - Garder une économie agricole forte.
- Vie touristique et loisirs :
 - Valoriser et développer les points d'attractivité touristique,
 - Mettre en place des actions complémentaires.

- Garantir un niveau d'équipements suffisant
- Mobilité et déplacements : mieux se déplacer :
 - Réduire les déplacements motorisés, favoriser les déplacements non polluants,
 - Sécuriser la traversée d'agglomération,
 - Réaliser la jonction entre le barreau Nord au niveau de la Sablonnière et la route de Champigné (sur le Lion d'Angers),
 - Mettre en place de nouvelles liaisons douces inter urbaines.
- Un environnement riche et des paysages à préserver :
 - Préserver l'organisation générale du paysage,
 - Préserver certains espaces sensibles aux portes de l'agglomération,
 - Préserver la ressource en eau,
 - Protéger et valoriser les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques
 - Favoriser le maintien des continuités écologiques ou leur reconstitution,
 - Préserver la trame verte au titre de la Loi paysage,
 - Assurer la traduction de la trame verte et bleue,
 - Prévoir des actions plus ponctuelles mais complémentaires de la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental et paysager.
- Préserver le patrimoine et l'histoire locale
- Se prémunir des risques :
 - Informer les pétitionnaires concernés sur la nature des risques existants, leur dangerosité, et les dispositions particulières à prendre en cas de projet,
 - De se conformer strictement aux dispositions du PPRi,
 - D'éviter la mise en place ou le développement des projets dans les zones les plus sensibles aux risques.
- Favoriser l'accès aux moyens de communication numériques.

2.1.2. Milieu physique

La commune de Montreuil Sur Maine se situe dans une aire caractérisée par un climat tempéré chaud.

Ce climat aux températures modérées présente certains atouts pour l'agriculture et favorise le maintien de la biodiversité par une palette de végétaux large.

La commune de Montreuil-sur-Maine se situe entre deux vallées alluviales (Mayenne et Oudon). Cette situation géographique justifie les faibles reliefs sur ce secteur. La plus faible altitude est d'environ 20 mètres et la plus élevée est d'environ 60 mètres NGF.

2.1.3. Gestion de l'eau

La commune se situe sur 2 masses d'eau :

- L'Oudon depuis Segré jusqu'à sa confluence avec la Mayenne,
- La Mayenne depuis la confluence de l'Ernée jusqu'à sa confluence avec la Sarthe.

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par les bassins versants :

- De l'Oudon,
- De la Mayenne.

Le réseau hydrographique est constitué :

- Des cours d'eau de la Houssière et de l'Oudon sur le bassin versant de l'Oudon,
- Des cours d'eau de la Roberdière et de la Mayenne sur le bassin versant de la Mayenne.

Concernant l'Oudon, les résultats de 2010 indiquent à la station d'Andigné une bonne qualité pour les matières phosphorées. Par contre, elle est moyenne pour les matières organiques et oxydables, les matières azotées et les pesticides et médiocre pour les nitrates. La qualité hydrobiologique de l'Oudon varie d'un état moyen (Diatomées) et (poissons) à bonne (indice invertébrés), en 2010.

L'un des objectifs prioritaires du SAGE Oudon pour l'enjeu qualité des eaux est la reconquête de la qualité des eaux brutes sur le paramètre nitrates et la diminution des pics de carbone organique total dans les eaux brutes.

Concernant la Mayenne, Les résultats de 2010 indiquent à la station du Lion d'Angers une bonne qualité pour les matières azotées, les matières phosphorées et les pesticides, une qualité moyenne pour les matières organiques et oxydables et une qualité médiocre pour les nitrates.

Les objectifs prioritaires du SAGE Mayenne pour l'enjeu qualité des eaux sont la limitation des rejets ponctuels et la limitation des rejets diffus et des transferts vers les cours d'eau.

Les cours d'eau du bassin versant de l'Oudon sont identifiés comme réservoir biologique départemental dans le SDAGE 2016-2021.

Les réservoirs biologiques ont été identifiés sur la base d'aires présentant une richesse biologique reconnue (inventaires scientifiques ou statuts de protection) et de la présence d'espèces patrimoniales révélatrices d'un bon fonctionnement des milieux aquatiques en termes de continuité écologique.

Concernant l'Oudon, les usages de l'eau sont divers : prélèvements AEP, agricoles, navigation de loisir, pêche de loisir.

Concernant la Mayenne, les usages de l'eau sont divers : prélèvements AEP, agricoles, industriels, navigation de loisir, pêche de loisir, etc.

Les principaux usages tributaires de la ressource en eau sur le bassin versant des SAGE sont l'alimentation en eau potable et les usages agricoles. Leurs priorités sont donc la qualité de l'eau et l'alimentation en eau potable.

La commune de Montreuil Sur Maine ne possède pas de captage d'eau potable sur son territoire. Par contre, elle est concernée par les périmètres de protection du captage de Chauvon situé au Lion d'Angers. Il s'agit d'une prise d'eau directe dans la rivière de la Mayenne. Les périmètres de protection de ce captage sont déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 07/07/2005. Le service de distribution de l'eau potable est géré le Syndicat de l'Eau de l'Anjou.

En matière d'assainissement, la compétence d'assainissement collectif de la commune est assurée par la Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou.

Les effluents du bourg sont traités aujourd'hui par une station d'épuration dite de « La Roussière », par filtre planté (capacité : 800 EH). Cette station est en capacité d'accueillir de nouveaux projets d'aménagement (capacité résiduelle : 350 EH environ en 2019).

Un assainissement semi-collectif a été mis en place au lieu-dit « le Mesnil ». Cet assainissement est de type séparatif et fonctionne par filtre à sable. Une dizaine d'habitations y est raccordées. Il s'agit d'une fosse toutes eaux de 12 m³ et de 2 filtres à sable de 40 m² chacun soit 80 m². La capacité de traitement de ce dispositif est donc de 14 EH.

Dans le cadre de la révision de son PLU, la commune n'a pas prévu de réviser son zonage d'assainissement. En effet, la Communauté de communes a inscrit les révisions de zonage d'assainissement, des différentes collectivités la composant, pour 2021.

2.1.4. Milieu naturel

Le territoire de Montreuil Sur Maine présente une variété de milieux (*zones humides, boisements, haies, prairies, etc*) qui concourent à la richesse de son patrimoine naturel et à la beauté de ses paysages.

Le territoire communal de Montreuil Sur Maine recense des sites reconnus officiellement pour leur valeur environnementale :

- Une zone NATURA 2000 : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) : site n° FR5200630 – Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette,
- Une ZNIEFF de type II : - 20150000 – Vallée de la Mayenne en Maine et Loire,
- Un Espace Naturel Sensible de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon.
- Une SCAP (Stratégie de Création des Aires Protégées) : « Vallée de la Mayenne au Lion d'Angers » (SCAP078),
- Une ZHIM (zone humide d'importance majeure) : FR513003 Basses vallées angevines.

Concernant la Trame Verte et Bleue, la commune compte les cours d'eau de l'Houssière et de l'Oudon sur le bassin versant de l'Oudon, et les cours d'eau de la Roberdière et de la Mayenne sur le bassin versant de la Mayenne.

Sur la partie du territoire concernée par le SAGE Oudon, Montreuil Sur Maine possède un inventaire des zones humides complet réalisé en 2009 par le SAGE Oudon identifiant ainsi 19,6 hectares de zones humides.

Sur la partie du territoire concernée par le SAGE Mayenne, ce dernier a donné les outils nécessaires aux communes de son territoire afin que l'inventaire soit réalisé comme il se doit. Sur cette partie du territoire, la prélocalisation des zones humides (données Géopal) a été prise en compte.

Un inventaire complémentaire a été réalisé par EF Etudes en 2017 et 2019 sur les futurs secteurs destinés à une ouverture à l'urbanisation pour pouvoir vérifier l'absence de zones humides et ainsi éviter tout risque de destruction.

Ces zones humides ont été intégrées dans le dossier de PLU sous forme d'une trame au niveau du zonage.

Les éléments constitutifs de la trame verte sont principalement les espaces boisés et les haies bocagères. Le territoire communal se caractérise par un maillage bocager important avec un linéaire de 67.6 km, soit 60.7 ml/ha. La surface forestière de la commune couvre 90 ha, soit près de 8 % de la superficie communale. Les boisements forment des réservoirs de biodiversité, tandis que les linéaires de haies constituent des continuités nécessaires à la perméabilité écologique en créant des liens entre les espaces naturels majeurs du territoire. Le maintien des milieux boisés et des entités bocagères est un enjeu important du PLU car il garantit la richesse des espaces naturels de la commune.

2.1.5. Paysage et patrimoine

La commune se caractérise par son caractère rural. Les espaces naturels et agricoles, nombreux sur la commune, participent à la qualité du cadre de vie et du paysage du territoire.

D'une manière générale, les composantes du paysage communal se caractérisent par des espaces de production agricole et de vallées-vallons relativement naturels. Les vallées, vallons, grands ensembles boisés dépourvus d'urbanisation sont identifiés comme des espaces naturels à préserver d'une manière stricte. Sur le plan patrimonial, la commune ne comprend aucun site à enjeux de type « UNESCO » ou « AVAP ».

La commune dispose toutefois de nombreux éléments patrimoniaux qui concourent à son attractivité et à son dynamisme, aussi bien des bâtiments liés à l'agriculture que des éléments remarquables comme les châteaux et manoirs, etc. Enfin, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a identifié 7 sites archéologiques localisés avec précision. Ces sites susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes entraînent des servitudes souhaitées par le Service Régional de l'Archéologie des Pays de la Loire.

2.1.6. Risques majeurs et nuisances

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée :

- Par le plan de prévention des risques d'inondation des Vals Oudon-Mayenne,
- Par le risque de remontées de nappes,
- Par un risque de mouvement de terrain type « retrait/gonflement des argiles » avec un aléa moyen,
- Par le risque sismique (aléa faible – zone 2)
- Par le risque « Radon » (catégorie 1- la plus faible- mais cerné par des communes où le risque est de niveau 3 – le plus fort)
- Par des risques technologiques (champs électromagnétiques, bruit).
- Par le risque de transport de matières dangereuses.

Aucune activité n'est concernée par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques).

Enfin, en matière de bruit, la commune n'est pas concernée par le plan d'exposition aux bruits dans l'environnement. Elle fait l'objet néanmoins d'un arrêté préfectoral en date du 6/12/2006 avec un classement sonore d'infrastructures routières concernant la RN 162 qui est classée en catégorie 3.

2.1.7. Gestion des déchets

Sur la commune de Montreuil Sur Maine, le Syndicat Intercommunal du Segréen pour le Traitement des Ordures (SISTO) assure la collecte et le traitement des ordures ménagères ainsi que la collecte sélective.

L'ensemble du territoire syndical est collecté pour les ordures ménagères, ainsi que pour les déchets recyclables.

La collecte des ordures ménagères résiduelles se fait tous les 15 jours.

Pour la collecte sélective, un ramassage est assuré : une fois par semaine pour les emballages ménagers et tous les 4 semaines pour les verres et les papiers.

Deux points d'apports volontaires permettent également d'y déposer le papier, le verre, les emballages ménagers.

La déchèterie dans laquelle les habitants de Montreuil Sur Maine peuvent déposer leurs déchets est située dans la ZI de la Sablonnière au Lion d'Angers.

2.1.8. Climat, air et énergie

Montreuil Sur Maine est caractérisé par un climat tempéré chaud avec des températures et des pluviométries moyennes. Les vents dominants sont les vents de Ouest / Sud-Ouest et Nord / Nord-Est pouvant présenter de légères variations saisonnières.

Un document cadre qui intègre des éléments de plusieurs autres plans a été arrêté le 18 avril 2014, il s'agit du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) qui fixe des objectifs et des orientations à l'horizon 2020 sur la région Pays de la Loire. Récemment, c'est le Pays de l'Anjou bleu en partenariat avec Anjou Bleu Communauté et la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou ont amorcé la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

D'une manière générale, la commune est un territoire dont la consommation énergétique et les émissions de GES sont répartis entre les secteurs des transports, du résidentiel-tertiaire et de l'agriculture.

Concernant la qualité de l'air, aucune station de mesure n'est présente sur la commune. Malgré l'absence de station de mesure sur la commune de Montreuil Sur Maine, Air Pays de Loire nous fournit des données à l'échelle de la Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou. A l'échelle de la communauté de communes Vallées du haut Anjou, les émissions de gaz à effet de serre représentent 374 kteq CO2 en 2016. Le secteur de l'agriculture est le premier secteur émetteur du territoire suivi par le transport routier. Entre 2008 et 2016, ces émissions ont diminué (-4 %). La commune n'est toutefois pas classée en zone sensible pour la qualité de l'air par le Schéma Régional Climat Air Energie.

Vis-à-vis du PCAET, l'implantation des fonctions urbaines (habitations, activités, commerces, équipements) doit permettre de limiter les déplacements motorisés individuels et de favoriser l'utilisation des transports collectifs et les modes doux. Enfin, au niveau énergétique, le développement des énergies renouvelables apparaît comme un enjeu important.

2.2. Résumé non technique de l'articulation du PLU avec les autres plans et programmes

Le Plan local d'urbanisme s'inscrit dans un cadre réglementaire global et doit être compatible avec des documents de rang supérieur.

Montreuil Sur Maine appartient au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Anjou Bleu, approuvé en octobre 2017. Il fixe de nombreuses prescriptions et recommandations avec lesquelles le PLU de la commune doit être compatible : Valoriser le paysage, le patrimoine, la culture et le cadre de vie, faire des espaces naturels et agricoles des atouts de qualité, optimiser l'utilisation des ressources naturelles, assurer la gestion des risques et des nuisances.

Un des grands principes du SCOT en matière de biodiversité est de préserver et de renforcer les continuités écologiques formant la trame verte et bleue à l'échelle du territoire en lien avec celle du SCOT. Sur la commune de Montreuil Sur Maine, le SCOT prescrit de mettre en évidence et garantir la continuité écologique de la trame verte et bleue sur le territoire. Cela correspond notamment aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon et ses affluents.

Le PLU de Montreuil Sur Maine est compatible avec, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne, les Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon et SAGE Mayenne et le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne (2016 – 2021). Il prend également en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et le Schéma régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE).

2.3. Résumé non technique de l'évaluation des impacts du PLU sur l'environnement par une approche thématique

L'évaluation des incidences du projet de PLU comporte plusieurs analyses différentes mais complémentaires pour aboutir à une perception réelle et la plus exhaustive possible des impacts potentiels positifs et négatifs du PLU sur l'environnement.

Une première analyse des incidences du PLU sur l'environnement est faite à travers une approche thématique, au cours de laquelle les incidences de l'ensemble des pièces réglementaires du PLU sur les diverses grandes thématiques environnementales sont établies. Des mesures compensatoires sont définies dans le cas où des incidences négatives significatives ont persisté.

Cette approche se focalise sur les principales thématiques analysées dans l'état initial de l'environnement :

- *Milieux naturels et biodiversité,*
- *Espaces agricoles,*
- *Foncier,*
- *Eau (cours d'eau, eau potable, eaux usées, eaux pluviales),*
- *Climat, air, et énergie,*
- *Cadre de vie, paysages et patrimoine,*
- *Risques naturels et technologiques,*
- *Nuisances sonores,*

- *Déchets.*

2.3.1. Impacts du PLU sur la trame verte et bleue

Les éléments structurants de la trame verte et bleue (zones source de biodiversité, bocage, boisements, zones humides et cours d'eau) forment une composante majeure du Plan Local d'Urbanisme communal. Ils sont préservés et mis en valeur dans le cadre du PLU.

D'une manière générale, les vallées, vallons, grands ensembles boisés seront identifiés comme des espaces naturels à préserver d'une manière stricte.

Le PADD affirme également vouloir « protéger la trame bleue » par la préservation des zones humides tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques, en assurant l'identification et la préservation des milieux aquatiques et humides synonymes de richesses écologiques.

D'autre part, le PADD affirme vouloir « protéger la trame verte » en instaurant une protection souple pour son patrimoine boisé (bocage, massifs boisés,) face aux différents intérêts que ce réseau présente (paysage, qualité de l'eau, biodiversité, brise-vent, continuités écologiques, ...).

Cette volonté de protéger les éléments de la perméabilité écologique se traduit par la mise en place de mesures de protection. Ainsi, en plus du zonage (zone naturelle protégée : NP, zone agricole : A, ...), une grande majorité des boisements et des haies bocagères sont protégés au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme et les boisements de faibles superficies (inférieures à 4ha) sont protégés au titre des « espaces boisés classés » EBC, soit 30%.

Cette mesure permet à la commune de protéger son patrimoine bocager et de gérer son évolution future.

Enfin, les zones humides inventoriées ou prélocalisées et les cours d'eau identifiés, sont représentés sur le plan de zonage et préservés au plan réglementaire.

2.3.1. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les autres zones de protection ou d'inventaires (ZNIEFF, ENS, ZHIM) et mesures proposées

Une ZNIEFF est présente sur la commune : Vallée de la Mayenne en Maine-et-Loire (ZNIEFF de type 2).

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par un Espace Naturel Sensible (ENS) de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon.

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par une ZHIM (zone humide d'importance majeure) : FR513003 Basses vallées angevines.

A l'exception de 2 parcelles classées en zone agricole (A) d'un STECAL classé en NS pour les équipements épuratoires communaux existants et d'une faible partie du STECAL NL (360m²), l'ensemble parcelles cadastrales faisant partie du périmètre de la ZNIEFF sont classées au plan de zonage en zone naturelle protégée (NP). Le secteur NP a vocation à favoriser le maintien des espaces naturels. Par ailleurs, la trame verte (bocage, bois) composant cette ZNIEFF est protégée au titre de l'Article L151-23 du Code de l'Urbanisme (Loi paysage). Les types d'activités et les constructions autorisés dans les STECAL sont encadrés par le règlement. De plus, la superficie réservée pour le STECAL NS a diminué par rapport à l'ancien POS. L'ancienne zone Ndf du POS (zone destinée aux

équipements épuratoires) située à l'Est du bourg a été remplacée majoritairement par une zone NP et une petite partie de la zone NL. Ceci à pour effet de supprimer un potentiel risque de pollution importante au profit d'aménagement qui se fond dans le paysage actuel sans modification de la ripisylve.

Le PLU a donc des effets positifs sur les grandes composantes de la ZNIEFF présente sur le territoire communal.

Les mesures de protection de la ZNIEFF s'appliquent également à l'ENS de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant à la vallée de la Mayenne. Concernant la vallée de l'Oudon, la zone ENS sera protégée par un zonage quasi exclusif en NP (seules 2 parcelles sont en zonage A). De plus, la trame verte (bocage, bois) composant l'ENS couvrant la vallée de l'Oudon est protégée au titre de l'Article L151-23 du Code de l'Urbanisme (Loi paysage).

Enfin, la zone humide d'importance majeure sera protégée par un zonage essentiellement classé en NP. Cette zone est également en partie protégée par le site Natura 2000. La réduction de la superficie de la zone NS dédiée aux équipement épuratoires remplacée essentiellement par un zonage NP aura des effets positifs sur la préservation de la ZHIM.

Pour rappel, l'intégration de l'inventaire ou des prélocalisations des zones humides, au règlement du PLU ne dédouane pas la collectivité et les tiers dans le cas d'une éventuelle destruction ou d'une altération de zone humide non-inscrite dans le document d'urbanisme.

Aucune OAP ne se situe dans le périmètre périmètres de l'ENS et de la ZNIEFF ou de la ZHIM.

Par ces mesures de protection et par les choix des secteurs à urbaniser, le PLU a donc des incidences positives sur la protection des zones de protection ou d'inventaire.

2.3.2. Impacts du PLU sur les espaces agricoles

D'une manière globale, le projet communal préserve les espaces agricoles. Le PADD affirme d'une part le besoin de protéger les espaces agricoles en dehors des espaces qui présentent des enjeux environnementaux ou de paysage forts et d'autre part de préserver l'activité économique majeure du territoire qu'est l'agriculture. Il précise qu'« un juste équilibre sera recherché entre la nécessité de préserver, mettre en valeur l'environnement (les zones humides, la trame verte et bleue, les zones sources de biodiversité, la richesse faunistique et floristique, ...), et les besoins réels d'une agriculture en mutation ».

Le zonage du PLU reconnaît et identifie ces secteurs agricoles. Le secteur A correspond aux terrains sur lesquels s'est développée l'activité agricole et se caractérise par la présence de terrains cultivés ou non, et de quelques constructions, liées ou non à l'exploitation agricole ou forestière. Ce secteur a vocation à favoriser le maintien des activités et des milieux agricoles, à permettre le développement la diversification des activités agricoles sur le territoire, et à préserver les éléments de patrimoine et la qualité des sites et des milieux contribuant à l'identité du lieu.

Le règlement rappelle les règles d'implantations vis-à-vis des bâtiments d'exploitation (périmètre de réciprocité). Les espaces agricoles et les sièges d'exploitations associés sont ainsi protégés.

De plus, des bâtiments susceptibles de changer de destination ont été identifiés et pourront évoluer à condition de ne pas compromettre les activités agricoles. Sur l'ensemble du territoire avec la mise en place du PLU 2019, les surfaces réservées pour les OAP ont été définies au plus juste afin de minimiser la consommation d'espaces agricoles et naturels.

En définitive, le PLU a fait en sorte de limiter son impact sur l'espace agricole pour lui laisser l'espace nécessaire à son maintien et à son développement.

2.3.3. Impacts du PLU sur les sols et la consommation foncière

L'enjeu principal est de permettre le développement de l'urbanisation pour accueillir les populations futures, tout en économisant le foncier. La limitation de l'étalement urbain et le développement de l'urbanisation en continuité du centre-bourg, en extension de l'urbanisation existante, constituent donc des enjeux importants.

Si le besoin de logements, d'équipements et le développement économique occasionne nécessairement une consommation de foncier, le projet communal fait que ce développement se fera de façon économe en matière de foncier et essentiellement dans et autour du bourg ou en continuité de la zone économique de la Sablonnière existante sur Montreuil Sur Maine et Le Lion d'Angers. Le PADD affiche la volonté de protéger les espaces agricoles et naturels en appliquant des objectifs de limitation de l'étalement urbain et de modération de la consommation d'espace.

Sur l'ensemble du territoire, avec la mise en place du PLU 2019, et bien que la somme des espaces en zone A ou N ait diminué de 8,97 ha par rapport au POS 2012, la surface réservée pour les OAP s'est restreint à 8,43 ha pour le PLU 2019 contre 23,03 ha pour le POS 2012.

2.3.4. Impacts du PLU sur la ressource en eau

Le cours d'eau de la Houssière, présent sur la commune se trouve en tête de bassin versant de l'Oudon.

En ce qui concerne l'eau potable, la commune de Montreuil Sur Maine est alimentée en eau potable par le captage et l'usine de traitement de Chauvon, situé sur le Lion d'Angers. Les périmètres de protection de ce captage concernent Montreuil Sur Maine. L'enjeu qualité et quantité y est important.

Le PADD affirme son intention de préserver la ressource en eau : « la protection et la valorisation de la ressource en eau, tant du point de vue qualitatif que quantitatif constituent un des objectifs majeurs de la stratégie de protection de l'environnement ».

Pour ce faire, il précise que plusieurs actions vont être menées pour améliorer la qualité de l'eau et la gestion de cette ressource :

- « • Faire évoluer les pratiques pour le développement ou la densification de nouvelles zones urbanisées,
- Maintenir et reconstituer (si nécessaire) les haies et les talus en lien avec l'activité agricole,
 - Maintenir et permettre le développement de pratiques agricoles favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau,
 - Préserver les zones humides tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques,
 - Intégrer la présence des périmètres de protection du captage d'eau de Chauvon dans la politique d'aménagement et de développement. »

Le PLU intègre la présence des périmètres de protection autour du captage d'eau potable puisqu'aucune OAP n'est concernée par les périmètres de protection immédiate et rapprochée de ce captage.

La commune dispose d'une station d'épuration sur son territoire traitant les effluents issus du bourg de Montreuil Sur Maine et d'un assainissement semi-collectif desservant une dizaine d'habitations du hameau du Ménil.

La station du Bourg de Montreuil Sur Maine (capacité de 800 EH), dispose d'une capacité résiduelle suffisante (350 EH) pour traiter les eaux usées des 40 à 50 futurs raccordements du centre bourg.

La station d'assainissement semi-collectif du hameau de Menil est constituée d'une fosse toutes eaux de 12 m³ et de 2 filtres à sable de 40 m² chacun soit 80 m². La capacité de traitement de ce dispositif est donc de 14 EH. Il n'est pas prévu que les projets d'OAP soient raccordés à la station du hameau de Ménil. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'est prévu dans ce secteur.

La future zone 1AUY sera raccordée à la station du bourg du Lion d'Angers. Celle-ci dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées de la future zone d'activité (capacité résiduelle estimée à 3000 EH en 2019).

Les stations d'épuration du bourg de Montreuil sur Maine et du bourg du Lion d'Angers sont donc en mesure d'épurer les charges supplémentaires d'eaux usées générées par le développement de l'urbanisation.

Dans le cadre de la révision de son PLU, la commune n'a pas prévu de réviser le zonage d'assainissement. En effet, la Communauté de communes a inscrit les révisions de zonage d'assainissement, des différentes collectivités la composant, pour 2021.

2.3.5. Impacts du PLU sur le climat, l'air et les énergies

La commune souhaite, à travers son projet politique et dans la mesure de ses capacités, inciter à moins de déplacements motorisés. Le PADD oriente le développement urbain en continuité du bourg-centre et en extension de l'urbanisation existante. Les développements urbains seront ainsi connectés aux centres de vie et d'intérêts de la collectivité via des liaisons douces sécurisées.

La commune souhaite poursuivre le développement de son réseau de cheminements réservés aux déplacements non motorisés sur les nouvelles opérations, mais aussi au niveau de coulées vertes (liaison entre le quartier du Bois Marin et la place de la Mairie).

Le fait de favoriser l'implantation des nouveaux logements, des commerces et des services à proximité du bourg, ou à proximité de liaisons douces existantes permet d'induire une diminution des déplacements motorisés vers l'extérieur de la commune et ainsi réduire les consommations énergétiques.

2.3.6. Impacts du PLU sur le paysage et le patrimoine

La préservation et la valorisation du paysage de Montreuil Sur Maine est un enjeu inscrit au PLU, puisque le projet entend valoriser et protéger les paysages.

Par ailleurs, les espaces naturels (boisements, haies, cours d'eau, ...) sont protégés car, en plus de servir au maintien de la biodiversité, ils participent à la qualité du cadre de vie, en particulier à l'attractivité paysagère du territoire. En matière de patrimoine bâti, le PLU préserve le patrimoine identifié officiellement (monument historique), ainsi que les éléments non protégés, mais qui présentent un intérêt (*protégés au titre de l'article L 151.19 du code de l'urbanisme*).

Enfin, quelques bâtiments sont identifiés de manière à leur permettre un changement de destination potentiel pour un usage d'habitation. Cette mesure concerne des constructions anciennes.

2.3.7. Impacts du PLU sur les risques majeurs

Le PLU prend en compte les risques naturels et technologiques mis en évidence dans l'état initial de l'environnement et les projets envisagés visent à ne pas accroître les biens et les personnes exposés.

Les zones de projets d'ouverture à l'urbanisation ne concernent pas les secteurs inondables.

Le règlement du PLU précise d'une manière générale que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent soumis à des conditions spéciales ou interdits en application des dispositions du PPRI.

Pour rappel le PPRI est une servitude d'utilité publique. Il est opposable aux tiers et doit être annexé au PLU. En cas de dispositions différentes entre le PPRI et le PLU, c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

2.3.8. Impacts du PLU sur les nuisances sonores

Les projets envisagés visent à ne pas accroître les biens et les personnes exposés vis-à-vis des nuisances sonores, le PADD encourage d'ailleurs le développement des déplacements doux (marche, vélo) qui occasionneront moins de bruit.

D'autre part, les projets de développement et les changements de destination ont été définis de manière à respecter des distances suffisantes par rapport aux structures agricoles en activité notamment pour éviter d'exposer les habitants de toutes les nuisances inhérentes à ces activités, notamment le bruit.

Le règlement prévoit que dans les secteurs de nuisances affectés par le bruit, reportés sur les documents graphiques du règlement, les bâtiments à construire, devront présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

L'ensemble des zones AU s'intègre dans un tissu déjà urbanisé ou se situe en continuité. L'ouverture à l'urbanisation de ces zones aura une incidence faible en matière de nuisances sonores.

Enfin, l'ensemble des zones à urbaniser que ce soit à court et moyen terme (OAP) ou à long terme (zone 2AU) est implanté hors de la zone affectée par le bruit de la RN162.

2.3.9. Impacts du PLU sur la gestion des déchets

Le document d'urbanisme communal se situe dans une logique de prise en compte des installations de collecte et de traitement en termes de localisation et de capacité en fonction des contraintes liées aux nuisances et à l'accessibilité en matière d'infrastructures.

Aucune orientation du PADD ne concerne spécifiquement la problématique de la gestion des déchets.

La gestion des déchets est peu encadrée par les pièces réglementaires du PLU. Le règlement précise toutefois les zones où les dépôts de véhicules, les dépôts de ferrailles, déchets, matériaux divers sont interdits. Il précise également que tout nouvel accès ou nouvelle voie doit présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité et de desserte de la collecte des ordures ménagères.

2.4. Résumé non technique de l'évaluation des impacts du PLU sur l'environnement par une approche spatialisée.

En plus de l'approche par thématique réalisée précédemment, une analyse des incidences du PLU sur l'environnement a été faite à travers une approche spatialisée.

Cette approche se focalise sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU. Il s'agit alors d'évaluer les incidences des projets portés par le PLU sur ces espaces présentant une sensibilité spécifique. Il s'agit essentiellement des secteurs de développement de la commune qui bénéficient d'une OAP ainsi que la zone 2AU.

Le plan de zonage du PLU ainsi que les orientations d'aménagement ont défini 3 secteurs de développement sur le territoire communal, pouvant avoir des incidences potentielles sur l'environnement :

OAP à vocation d'habitat :

- Secteur situé à l'Ouest du bourg – 1AU – 0.7 ha,

OAP à vocation d'équipement :

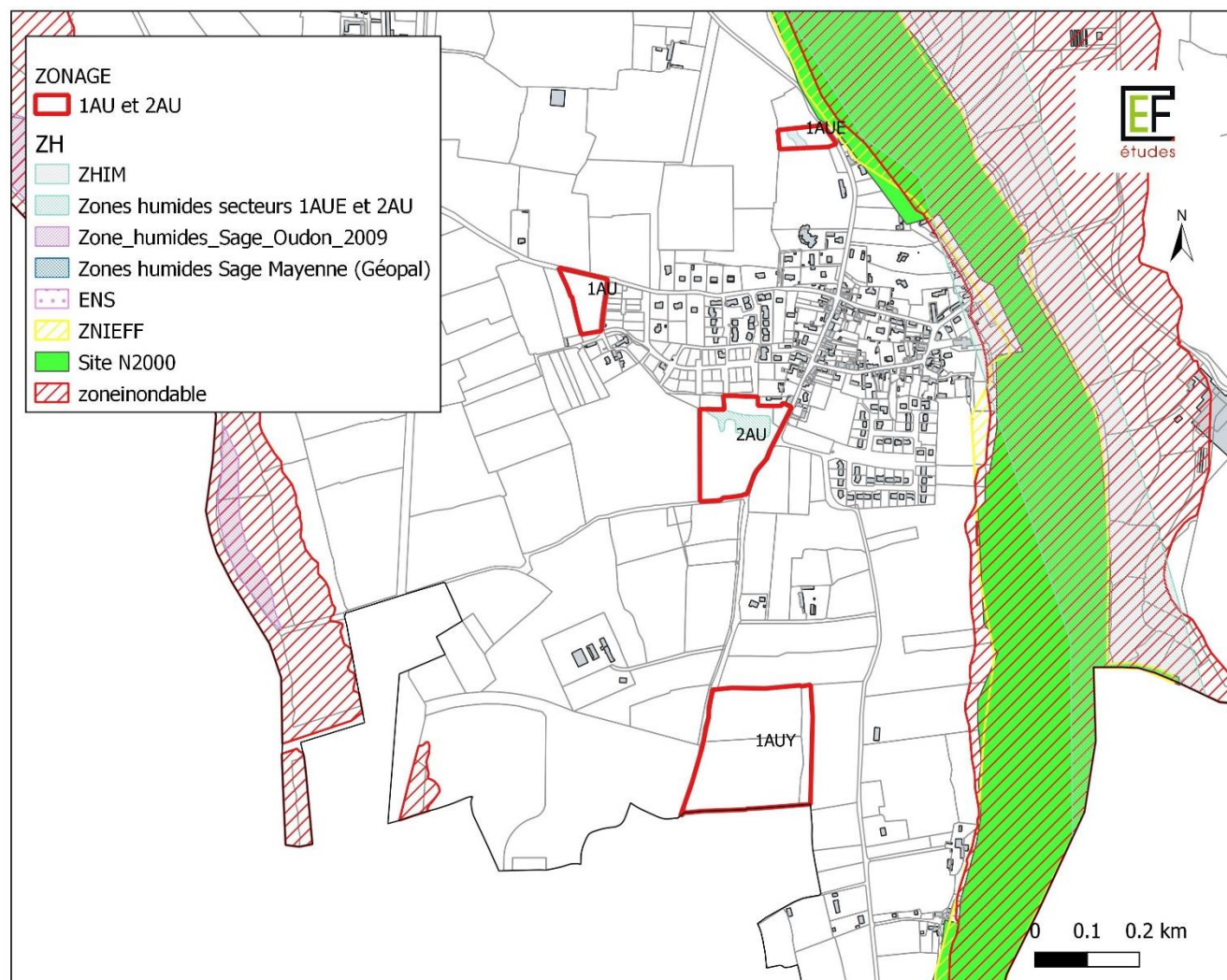
- Secteur du stade – 1AUE – 0.39 ha,

OAP à vocation économique :

- Secteur de la Sablonnière – 1AUU – 4.9 ha.

De même, le plan de zonage du PLU définit une zone d'ouverture à l'urbanisation pouvant avoir des incidences potentielles sur l'environnement :

- Secteur situé en limite Sud du bourg – 2AU – 2.4 ha.



L'urbanisation de certains secteurs soumis à OAP génère la consommation d'espaces agricoles et l'imperméabilisation des sols. Pour réduire ces impacts, le projet de PLU privilégie le développement de l'urbanisation au sein du bourg et en prolongement de zones déjà ouvertes à l'urbanisation de la commune voisine. Cette mesure minimise l'artificialisation des sols et assure ainsi la préservation des paysages et des milieux naturels les plus emblématiques et le maintien des espaces agricoles.

Les OAP prévoient un nombre minimum de logements (densité minimale) concourant à la maîtrise de la consommation d'espace, évitant de ce fait une consommation trop importante de terres agricoles et naturels. Par ailleurs, dans les OAP, les haies bocagères à préserver et les aménagements paysagers à réaliser sont identifiées sur les terrains dévolus à l'urbanisation future.

Concernant les zones humides, des inventaires complémentaires ont été menés sur chacune des zones potentielles d'urbanisation afin de vérifier l'absence de zones humides et ainsi d'éviter toute dégradation. Seules les zones 1AUE (zone d'équipements) et 2AU sont concernées par des zones humides. Le règlement précise les règles de préservation des zones humides.

Au niveau paysager, si l'urbanisation modifie l'ambiance et les perceptions, la densité du bâti et le nombre de logements prévus sont en cohérence avec le bâti environnant (maisons individuelles). Les OAP imposent d'ailleurs une opération d'aménagement par secteur pour rechercher une cohérence d'ensemble.

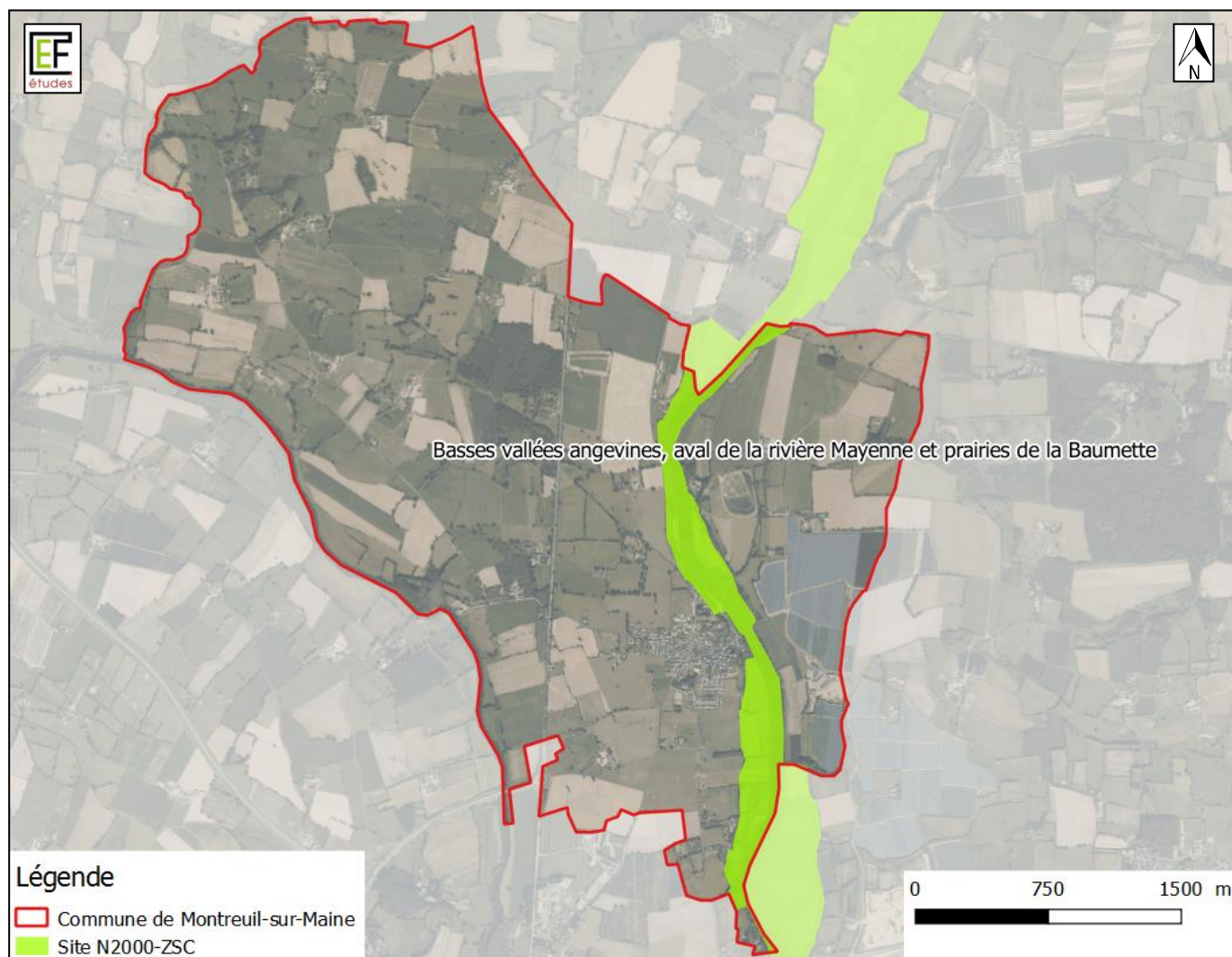
Ni les OAP ni la zone 2AU ne sont directement concernés par le site Natura 2000, par un ENS, par une ZNIEFF.

D'une manière générale, les incidences attendues sont globalement toutes prises en compte dans les orientations d'aménagement ou au travers des dispositions réglementaires, permettant des impacts du PLU sur l'environnement que l'on peut qualifier de faibles, voir nuls.

2.5. Résumé non technique de l'évaluation des incidences du PLU sur les sites NATURA 2000 et proposition de mesures

Le chapitre vise à analyser les incidences probables, directes ou indirectes, du projet de PLU sur les sites Natura 2000.

Sur Montreuil Sur Maine, un site Natura 2000 traverse le territoire communal sur environ 56.7 hectares. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) : site n° FR5200630 – Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette. Il entraîne donc nécessairement l'élaboration d'une Évaluation Environnementale qui intègre une Incidence Natura 2000.



Dans le projet de PLU, la quasi totalité de la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine est classée en zone Naturelle protégée (NP)*, zone qui couvre les sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysage :

Zone concernée par le site Natura 2000	Superficie de la zone concernée par le site Natura 2000	Pourcentage de la surface de la zone concernée par le site Natura 2000 présent sur la commune	Pourcentage de la surface de la zone concernée par le site Natura 2000 total
NP	55.75 ha	98.3 %	0.6 %
NS	4700 m ²	0.8 %	0.005 %
NL	360 m ²	0.06 %	0.0004 %
A	3200 m ²	0.6 %	0.003 %
UB	1230 m ²	0.2 %	0.001 %

La mise en place de cette zone naturelle protégée (NP) est donc une mesure de protection, qui est de nature à garantir le maintien dans un bon état de conservation des habitats d'intérêt communautaire, des habitats d'espèces, ainsi que des espèces d'intérêt communautaire. De plus, la superficie réservée pour le STECAL NS (équipements épuratoires) a diminué par rapport à l'ancien POS et a été remplacée en majorité par un zonage en NP. En outre, les parcelles boisées faisant partie intégrante de la ZSC bénéficient d'une protection souple et sont repérées sur le plan de zonage au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme.

Cette protection forte permet de respecter les objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Cette préservation se traduit également à l'échelle communale par une politique favorable au maintien des caractéristiques écologiques de la commune :

- *Un développement raisonné de l'urbanisation, et une localisation des secteurs de projets d'urbanisation en dehors du site Natura 2000,*
- *Un zonage adapté (zone naturelle protégée : NP) ainsi que des dispositions spécifiques complémentaires (boisements et haies protégées au titre de la loi paysage et au titre des EBC, zones humides protégées) respectent les objectifs de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire,*
- *Un maintien et un développement de la trame verte et bleue sur la commune,*
- *Une station d'épuration des eaux usées en capacité de traiter les effluents générés par le développement démographique souhaité par le PLU,*
- *Le PLU ne prévoit aucun raccordement de projet d'ouverture à l'urbanisation à la station du hameau de Ménil.*

Au vu de ces éléments, le PLU n'aura que des incidences très faibles sur l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 des site « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette ».

2.6. Résumé non technique des critères et des indicateurs de suivi du PLU de Montreuil Sur Maine

Le plan local d'urbanisme (PLU) doit faire l'objet d'une analyse de ses résultats comme le souligne l'article L.153-27 du code de l'urbanisme :

« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »

Les indicateurs de suivi sont élaborés afin de permettre à la commune d'évaluer par elle-même ses efforts sur les composantes environnementales dans les domaines où ont été identifiés les principaux enjeux. La commune réalise un état « 0 » de ces indicateurs à l'approbation du PLU qui servira de référentiel pour les évaluations suivantes.

La périodicité du renseignement des indicateurs est variable selon la nature des données et peut se faire annuellement, tous les trois ans en moyenne, où durant toute la durée du PLU.

Enfin, certains critères seront à analyser grâce aux informations recueillies lors des dépôts futurs de permis de construire (PC) et de déclaration préalable (DP). En synthèse, voici quelques indicateurs retenus pour l'analyse des résultats de l'application du PLU.

Milieux naturels et biodiversité
➤ Surface boisée à l'échelle communale
➤ Superficie des espaces boisés classés (EBC)
➤ Superficie des espaces boisés protégés au titre de la Loi Paysage
➤ Surface nouvellement défrichée, nouvellement plantée (par mesures compensatoires)
➤ Linéaire de haies bocagères sur le territoire, Linéaire de haies protégées au titre de la loi Paysage
➤ Linéaire de haies nouvellement plantées, nouvellement défrichées
➤ Surface de zones humides
➤ Nombre et superficie de zones humides nouvellement recensées, supprimées, renaturées
➤ SAU Totale sur la commune
➤ Nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune / utilisant des terres sur la commune

Ressources naturelles (sol, eau, énergie)
➤ Volume d'eau potable consommé annuellement pour l'AEP / moyenne par abonné
➤ Qualité de l'eau pour les paramètres mesurés
➤ Charge reçue des STEP / Charge résiduelle de traitement
➤ Nombre d'habitations raccordées au réseau collectif / non raccordées au réseau collectif (ANC)
➤ Evolution du nombre d'ANC
➤ Nombre de logements améliorés thermiquement (isolation par l'extérieur)
➤ Nombre de logements basse-consommation/passifs
➤ Suivi production d'énergies renouvelable (réseau de chaleur, photovoltaïque, panneaux solaires, ...).
Risques naturels et technologiques
➤ Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle par type de risque (Etat)
➤ Nombre d'installations classées (DREAL) sur la commune
➤ Part des PC délivrés dans les zones soumises à aléas (inondation / retrait-gonflement des argiles...)
➤ Nombre de travaux réalisés par la collectivité pour réduire la vulnérabilité des territoires
Nuisances et pollutions (bruit, pollutions atmosphériques, déchets, ...)
➤ Gisement d'ordures ménagères résiduelles collecté pour la commune
➤ Nombre d'anciens sites industriels et activités de services (BASIAS) susceptibles d'avoir généré une pollution
➤ Nombre de sites et sols potentiellement pollués (BASOL) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

3. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Le Plan local d'urbanisme de Montreuil Sur Maine s'inscrit dans un cadre réglementaire global et doit être compatible avec des documents de rang supérieur. La démarche d'évaluation environnementale inclut une description avec les autres documents d'urbanisme et plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte. Il s'agit d'indiquer les documents, plans ou programmes concernant le territoire et leur niveau d'articulation avec le PLU.

Cette partie de l'évaluation environnementale permet donc de justifier de la bonne prise en compte de ces documents dans le PLU communal.

Il est à noter que le **rapport de compatibilité** exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur. La notion de **prise en compte** est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

L'Article L131-4 du Code de l'Urbanisme précise :

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont **compatibles** avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes conformément à l'article L. 112-4.

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu **prennent** en compte : le plan climat-air-énergie territorial.

Ce chapitre permet d'évaluer les relations et la cohérence du PLU avec ces documents (Schéma de cohérence territoriale (SCoT), Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), Schéma régional de cohérence écologique (SRCE), Plan climat air énergie territorial (PCAET), etc.).

Une fois, les documents identifiés, il faut indiquer les orientations importantes pour le territoire au sein de ces documents et exposer la manière dont le PLU les prend en compte ou est compatible avec eux.

Le PLU de Montreuil Sur Maine s'inscrit dans le SCoT Anjou Bleu, approuvé en octobre 2017 qui fixe de nombreuses prescriptions et recommandations avec lesquelles le PLU de la commune doit être compatible : objectif de modération de la consommation foncière, préservation du commerce de proximité, préservation des milieux naturels et fonctionnalités écologiques du territoire, règles d'urbanisation (densification).

Le PLU de Montreuil Sur Maine est par ailleurs concerné par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne, les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon (arrêté préfectoral le 8 janvier 2014) et Mayenne (arrêté préfectoral le 10 décembre 2014). Il doit également prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) des Pays de la Loire.

3.1. Articulation du PLU avec les documents cadre avec lesquels il doit être compatible

3.1.1. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Montreuil Sur Maine appartient au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Anjou Bleu, approuvé en octobre 2017. Le PLU de la commune doit être compatible avec ce document.

Un des grands principes du SCOT en matière environnementale est l'identification des continuités naturelles, de préserver et de renforcer les continuités écologiques formant la trame verte et bleue à l'échelle du territoire en lien avec celle du SCOT.

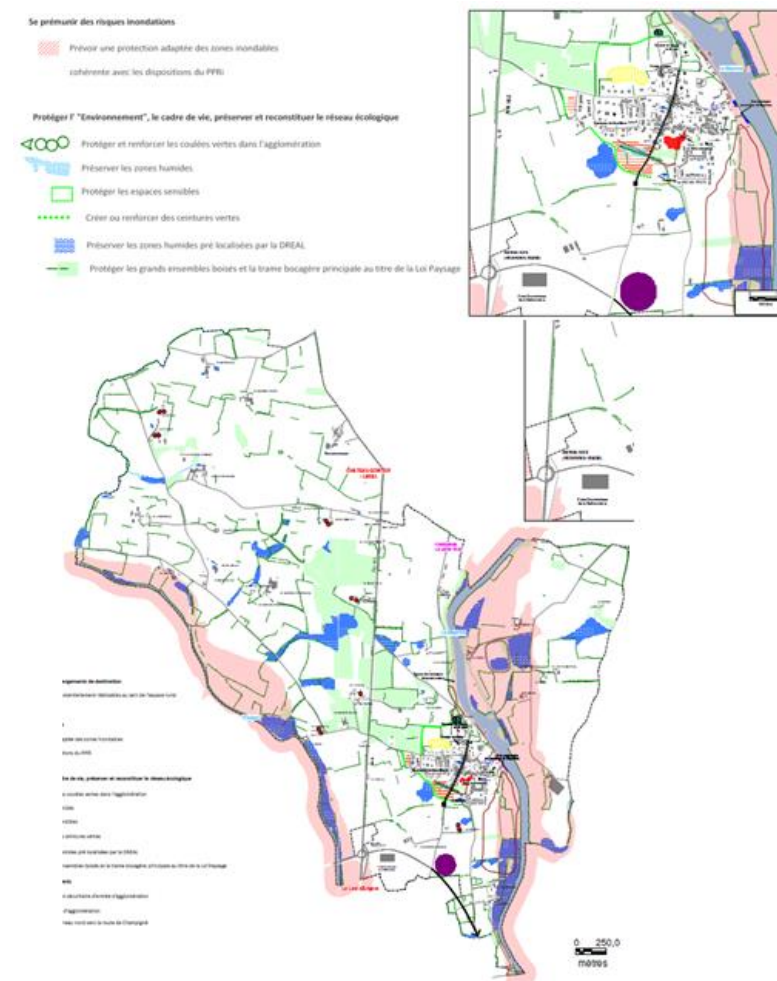
Orientations et prescriptions du SCoT	Prise en compte dans le PLU
1. Valoriser le paysage, le patrimoine, la culture et le cadre de vie	
	<ul style="list-style-type: none"> • OAP visant à préserver les haies existantes, et à réaliser des aménagements paysagers en continuité des haies existantes, • OAP recherchant une certaine continuité urbaine par rapport aux sites d'équipements existants, ainsi que par rapport au site économique existant sur la commune voisine du Lion d'Angers. • Le PADD prévoit la préservation des vallées, des grands ensembles boisés, des haies, • Le PADD prévoit la réalisation d'une nouvelle douce liaison entre le quartier du Bois Marin et la place de la Mairie. Cette dernière empruntera la coulée verte devant être mise en place dans le futur quartier situé au Sud Ouest du bourg. • Le PADD vise à préserver certains éléments patrimoniaux (patrimoine vernaculaire ou monumental, patrimoine naturel, ...) participant à la richesse locale. • Le règlement prévoit le maintien des bois et des haies identifiés sur les documents graphiques au titre de l'article L.151-23, • Le règlement précise qu'en aucun cas, les constructions, installations et clôtures ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

- **2. Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de qualité**

- **Pérenniser les espaces naturels, agricoles et forestiers** et renforcer leurs vocations (économiques, écologiques, paysagères, récréatives, climatiques)

- Conservation des espaces de production agricole et les structures qui les animent par un zonage agricole (A). Identification et protection comme des espaces naturels des vallées, vallons, grands ensembles boisés dépourvus d'urbanisation.
- Zonage visant à préserver les surfaces boisées par un zonage protecteur : essentiellement en NP ou A.
- Inscription en éléments du paysage à préserver (haies bocagères et boisements) et leur protection au titre de l'article L151-23 du code de l'Urbanisme et au titre des EBC pour les boisements inférieurs à 4ha.
- OAP visant à respecter une densité minimale de logements des zones à urbaniser évitant ainsi une trop forte consommation foncière,
- PADD visant à modérer la consommation de l'espace et favoriser le moindre étalement urbain,
- PADD visant à conserver une économie agricole forte (politique d'urbanisation visant une moindre consommation d'espaces agricole, limitation des possibilités d'évolution du bâti des tiers au sein de l'espace rural, etc)

- **Préserver les continuités écologiques** et améliorer l'identification des réservoirs de biodiversité à protéger (Trame Verte et Bleue)



- Le PADD prévoit la protection des grands réservoirs de biodiversité (les ZNIEFF, la zone Natura 2000 vallée de la Mayenne, la vallée de l'Oudon, les grands espaces boisés),
- Préservation des continuités écologiques par des zonages protecteurs : NP (essentiellement) et A ainsi que par l'inscription en éléments du paysage à préserver (haies bocagères) et le classement de certains boisements

	<p>(protection souple selon l'article L151-23 du code de l'urbanisme) et autre des EBC pour les boisements inférieurs à 4ha.</p> <ul style="list-style-type: none"> • OAP visant à promouvoir la présence du végétal dans les projets d'aménagement.
<ul style="list-style-type: none"> • Protéger les berges des cours d'eau (Trame Bleue) 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des abords de cours d'eau par un zonage protecteur : (NP) pour l'essentiel ainsi que quelques secteurs en zone A.
<ul style="list-style-type: none"> • Assurer la protection et la prise en compte des zones humides dans les choix en matière d'urbanisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Protection des zones humides et des abords de cours d'eau par des zonages protecteurs : essentiellement en zones naturelles protégées NP et A. • Une zone humide se situe dans la zone à urbaniser 1AUE ainsi que dans la zone 2AU : Le règlement rappelle que dans les zones humides, repérées aux documents graphiques par une trame spécifique, sont interdits : <ul style="list-style-type: none"> - toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes, - tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol.
<ul style="list-style-type: none"> • 3. Optimiser l'utilisation des ressources naturelles 	
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité des cours d'eau et plus globalement de la réserve en eau, en cohérence avec les orientations du SDAGE et des SAGE 	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte des périmètres de protection autour du captage d'eau potable : aucune OAP n'est concernée par les périmètres de protection rapprochée ou immédiat du captage de Chauvon. • Prise en compte de la capacité des infrastructures de traitement et de collecte des eaux usées.
<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir une utilisation maîtrisée de la ressource en eau (gestion des chantiers dans la conception du bâti ou l'aménagement des espaces verts (choix de végétaux adaptés, limitation de l'arrosage public, récupération des eaux de pluie...)) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le règlement prévoit la mise en place de haies composées d'essences locales qui sont donc adaptées aux conditions hydrologiques du territoire.
<ul style="list-style-type: none"> • Viser une amélioration de la qualité des rejets d'eau (eaux pluviales-eaux usées)... 	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte de la capacité des infrastructures de traitement et de collecte des eaux usées. • Une étude sur la gestion des eaux pluviales est en cours sur la globalité du périmètre communautaire (résultats attendus en 2020/2021).

• 4. Assurer la gestion des risques et des nuisances

Limitier l'exposition aux risques et aux nuisances des personnes et des biens par :

- la prise en compte des risques (inondations, miniers, mouvements de terrain, retrait-gonflement des argiles, etc.) dans les documents d'urbanisme
- La prise en compte des nuisances dans les documents d'urbanisme et dans la conception des aménagements dans les secteurs concernés
- Promouvoir la diminution et la valorisation des déchets (réduire à la source et assurer une capacité de traitement)

- Les zones à urbaniser ne sont pas situées dans la zone inondable identifiée par le PPRI. Pour rappel le PPRI est une servitude d'utilité publique. Il est opposable aux tiers et doit être annexé au PLU. En cas de dispositions différentes entre le PPRI et le PLU, c'est la règle la plus contraignante qui s'applique. Le règlement précise d'ailleurs que dans les secteurs identifiés inondables : certaines destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI.
- Le règlement favorise les techniques de gestion des eaux pluviales alternatives permettant l'infiltration des eaux.
- Le règlement précise que le recours aux matériaux sains et recyclables ou aux techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche environnementale est fortement encouragé.
- PADD visant la réduction des déplacements motorisés en favorisant :
 - Les déplacements doux (création d'une nouvelle liaison douce entre le lotissement du Bois Marin et la place de la mairie, via le futur quartier à développer au Sud-Ouest du bourg),
 - La circulation des cyclistes et piétons sur le chemin de halage,
- Concernant le risque d'exposition au bruit, le zonage prend en compte les distances de recul de l'urbanisation à respecter vis-à-vis de la RN 162 en application de l'article L.111.6 du Code l'Urbanisme puisque les zones à urbaniser se situent hors de des marges de recul de cette voie.
- De plus, le règlement précise que dans les secteurs de nuisances affectés par le bruit, reportés sur les documents graphiques du règlement, les bâtiments à construire, devront présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

Le PLU de Montreuil Sur Maine est donc compatible avec les orientations et objectifs du Scot Anjou Bleu approuvé en octobre 2017.

3.1.2. Schéma de mise en valeur de la mer

La commune de Montreuil Sur Maine n'est pas concernée par un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

3.1.3. Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Le plan de déplacements urbains (PDU), outil de politique de développement durable à rôle économique, social et environnemental, définit les principes de l'organisation des déplacements des personnes et des transports des marchandises au sein d'une agglomération. La commune de Montreuil Sur Maine n'est, à ce jour, pas concernée par un Plan de Déplacements Urbains (PDU).

3.1.4. Programme Local de l'Habitat (PLH)

Le programme local de l'habitat (PLH) est le document stratégique qui définit les objectifs et les moyens pour piloter la politique de l'habitat. Ce document vise à répondre aux besoins en logements, à favoriser la mixité sociale et à proposer une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements sur l'ensemble de son territoire.

Un plan départemental de l'habitat été mis en place en 2008. Il comportait 9 orientations opérationnelles :

- Favoriser un développement harmonieux et diversifié de l'habitat,
- Encourager la maîtrise foncière pour la production d'une offre de logements aidés et accessibles à tous,
- Limiter l'étalement urbain de l'agglomération d'Angers,
- Promouvoir de formes urbaines moins consommatrices d'espaces,
- Renouveler, développer et adapter le parc social,
- Favoriser la requalification et l'adaptation du parc privé,
- Développer des formules innovantes de logements adaptés pour les personnes âgées,
- Favoriser des réponses locales en matière de logements spécifiques pour les jeunes,
- Inscrire les orientations du PDALPD et du schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage dans le Plan Départemental de l'Habitat.

3.1.5. Dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes

La commune de Montreuil Sur Maine n'est pas concernée par une zone de bruit d'aérodrome.

3.1.6. Dispositions de la Loi Littoral

La commune de Montreuil Sur Maine n'est pas concernée par les dispositions de la Loi littoral.

3.1.7. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin Loire Bretagne

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est né de la loi sur l'eau du 3 janvier 1994. Il fixe des orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il est élaboré par les comités de bassin de chaque grand bassin hydrographique français. Il intègre les nouvelles orientations de la Directive Cadre Européenne sur l'eau du 23 octobre 2000. Cette directive fixe pour les eaux un objectif qualitatif que les états devront atteindre pour 2015.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne a été adopté par le comité de bassin le 4 novembre 2015 pour la période 2016-2021, puis arrêté par le préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne le 18 novembre 2015 et publié au Journal officiel de la République française le 20 décembre 2015. Le SDAGE 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du précédent pour permettre aux acteurs du bassin Loire-Bretagne de poursuivre les efforts et les actions entreprises pour atteindre les objectifs environnementaux. Les dispositions du PLU devront être compatibles avec ce document.

Objectifs et orientations du document

Le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 se compose de 14 chapitres qui définissent les grandes orientations et des dispositions à caractère juridique pour la gestion de l'eau :

- *Repenser les aménagements de cours d'eau,*
- *Réduire la pollution par les nitrates : les nitrates ont des effets négatifs sur la santé humaine et le milieu naturel,*
- *Réduire la pollution organique et bactériologique,*
- *Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides,*
- *Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses,*
- *Protéger la santé en protégeant la ressource en eau,*
- *Maîtriser les prélèvements d'eau,*
- *Préserver les zones humides,*
- *Préserver la biodiversité aquatique,*
- *Préserver le littoral,*
- *Préserver les têtes de bassin versant,*
- *Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,*
- *Mettre en place des outils réglementaires et financiers,*
- *Informar, sensibiliser, favoriser les échanges.*

Compatibilité entre le PLU et le SDAGE :

Le document d'urbanisme tient compte d'un certain nombre d'orientations identifiées dans le SDAGE Loire-Bretagne :

Orientation du SDAGE Loire-Bretagne	Prise en compte dans le PLU
<p>Thématique 1 : Cours d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposition 1A Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux. - Disposition 1C Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques. - Disposition 1D Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau. - Disposition 1E Limiter et encadrer la création des plans d'eau. 	<p>Le zonage de PLU entend « protéger la Trame bleue » en intégrant et en préservant les éléments de la trame bleue, notamment les cours d'eau.</p> <p>Les principaux cours d'eau du territoire (la Mayenne et l'Oudon) sont classés exclusivement en zone NP (zone naturelle protégée). Les cours d'eaux secondaires, sont classés en zone NP (pour l'essentiel) et en zone A (agricole).</p>
<p>Thématique 2 : Zones humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposition 8A Préserver les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités. - Disposition 8B Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités. 	<p>Le PADD soulève la nécessité de préserver les des zones humides tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques.</p> <p>Dans le cadre de la révision du PLU de Montreuil-sur-Maine, les zones AU ont fait l'objet d'expertise pédologique pour l'identification de potentielles zones humides.</p> <p>Les humides sont prise en compte dans le zonage sans modification de la délimitation.</p> <p>Le règlement protège les zones humides identifiées au plan de zonage. Au plan de zonage, elles sont localisées en grande majorité en zone NP (zone naturelle protégée), et quelques-unes en zone A, permettant ainsi une</p>

<p>- Disposition 8E Améliorer la connaissance.</p>	<p>meilleure protection de ces milieux humides. Les zones 1AUE et 2AU sont chacune concernées par une zone humide. Elles font l'objet de mesures de préservation définies dans le règlement.</p> <p>Aucune OAP n'est concernée par la zone humide d'importance majeure.</p> <p>Enfin, le règlement rappelle que l'intégration de l'inventaire au règlement du PLU ne dédouane pas la collectivité et les tiers dans le cas d'une éventuelle destruction ou altération de zone humide non-inscrite dans le document d'urbanisme.</p>
<p>Thématique 3 : Haies</p> <p>- 4B Aménager les bassins versants pour réduire le transfert de pollutions diffuses.</p>	<p>La préservation des haies bocagères, permet de réduire les transferts de polluants vers les cours d'eau (fonction anti-érosive et épuratoire).</p> <p>Sur les 67 Km de haies bocagères présentes sur le territoire, environ 64.2 km de haies vont être protégés dans le PLU au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité.</p> <p>Parmi celles-ci, de nombreuses haies sont situées à proximité de cours d'eau et de zones humides, permettant ainsi de réduire les apports de polluants.</p>
<p>Thématique 4 : Risque d'inondation :</p> <p>- Disposition 1B Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et des submersions marines.</p> <p>- Disposition 3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée.</p>	<p>La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) des Vals Oudon-Mayenne (approuvé par arrêté préfectoral le 6 juin 2005) par les rivières Oudon-Mayenne.</p> <p>Les zones inondables identifiées par le PPRI sont classées quasi exclusivement en zone naturelle - en zone naturelle protégée (NP) pour l'essentiel avec deux STECAL (NL et NS), et en zone (A) préservant ainsi les zones d'expansion des crues.</p> <p>Bien qu'une petite partie de l'Est de la zone UA est concernée par la zone inondable (1200 m² environ), le règlement rappelle que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI annexé au présent dossier de PLU et notamment les remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Ceci a pour effet de préserver les zones d'expansions des crues.</p> <p>Aucune OAP ne se situe en zone inondable.</p>

<p>Thématique 5 : Eau potable :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposition 6C Lutter contre les pollutions diffuses, par les nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages. - Disposition 7A Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau. - Disposition 7B Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins à l'étiage 	<p>La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par les périmètres de protection rapprochées et éloignée du captage d'eau potable de Chauvon, situé sur le Lion d'Angers. Il s'agit de la prise d'eau de Chauvon dans la Mayenne au Lion-d'Angers dont les périmètres de protection ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 7 juillet 2005.</p> <p>Le PADD souligne l'importance d'intégrer la présence des périmètres de protection du captage d'eau de Chauvon dans la politique d'aménagement et de développement.</p> <p>La majeure partie de la commune, dont le centre bourg, est concernée par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon ou seule la réglementation générale s'applique.</p> <p>Le PLU prend donc en compte la problématique de l'eau potable puisque aucun projet d'urbanisation n'est concerné par le périmètre de protection rapprochée du captage de Chauvon.</p> <p>Concernant les parties des zones UA et UB concernées par le périmètre de protection rapprochée complémentaire, le règlement impose l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement. La station d'épuration de la commune est en capacité suffisante pour traiter l'apport supplémentaire d'effluents générés par les projets d'urbanisation.</p> <p>Concernant la station d'épuration semi collectif du hameau de Ménil, peu d'informations sont disponibles. Il n'est pas prévu que les projets d'OAP soient raccordés à la station du hameau de Ménil. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'est prévu dans ce secteur.</p> <p>De plus, la station d'épuration du Lion d'Angers qui recueillera les effluents domestiques du projet d'extension de la zone économique de la Sablonnière est en capacité suffisante pour traiter l'apport supplémentaire d'effluents de cette zone puisqu'elle présentait une marge capacitaire de 3000 EH en 2019. Enfin, le règlement rappelle les obligations réglementaires des particuliers en matière d'assainissement non collectif. Ceci aura donc pour effet de limiter des pollutions diffuses à l'amont du captage.</p> <p>L'eau distribuée provient essentiellement de la station du Lion d'Angers (prise d'eau de Chauvon dans la Mayenne mis en service en 2002 d'une capacité nominale de 370 m³/heure). Une interconnexion avec le champ captant des Ponts-de-Cé, exploité par Angers-Loire Métropole a été mise en place sécurisant ainsi l'approvisionnement de toutes les communes desservies via Le Lion-d'Angers.</p> <p>L'augmentation estimée de population ne remet pas en question la capacité d'alimentation en eau potable.</p>
--	---

<p>Thématique 6 : Assainissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposition 3C : Améliorer l'efficacité de la collecte des effluents (assainissement collectif) - Disposition 3D : Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée 	<p>Le règlement impose l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement pour les zones : UA, UB, UY, UE, 1AU, 1AUE, 1AUU.</p> <p>La quantité d'effluents à traiter connaîtra une évolution avec 50 nouveaux logements prévus dans le PLU sur 10 ans (entre 2018 et 2028).</p> <p>La station de Montreuil Sur Maine dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées des 50 futurs raccordements du centre bourg (capacité résiduelle estimée à 350 EH en 2019).</p> <p>De plus, la station d'épuration du Lion d'Angers qui recueillera les effluents domestiques du projet d'extension de la zone économique de la Sablonnière est en capacité suffisante pour traiter l'apport supplémentaire d'effluents de cette zone (capacité résiduelle estimée à 3000 EH en 2019).</p> <p>L'implantation des zones à urbaniser à proximité du bourg ainsi que le choix effectué de raccorder la zone 1AUU au réseau d'eaux usées du Lion d'Angers permet de limiter les longueurs de réseaux, limitant ainsi le risque de fuites ce qui va dans le sens d'une amélioration de l'efficacité de la collecte.</p> <p>Concernant les eaux pluviales, le règlement de PLU prévoit les éléments suivant dans les zones urbaines et à urbaniser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales, non valorisées pour un usage domestique, ne doivent en aucun cas être déversées dans le réseau des eaux usées. - Pour les surfaces non imperméabilisées, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier. <p>De plus, concernant les zones UA, UB, UY, UE, 1AU, 1AUE, A et N, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.</p>
--	---

Le PLU de Montreuil Sur Maine est donc compatible avec les orientations et objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021.

3.1.8. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Oudon

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est l'application du SDAGE à un niveau local. Cet outil de planification locale de la gestion de l'eau s'applique à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...).

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par le SAGE Oudon qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 8 janvier 2014. Le périmètre du SAGE rassemble les bassins versants de l'Araize, l'Argos, l'Hommée, le Misengrain, la Nympe, l'Oudon, la Sazée, la Thiberge, la Verzé.

Les principaux enjeux du SAGE sont la stabilisation de l'auto-alimentation en eau potable et la reconquête de la qualité des ressources locales, la restauration des fonctionnalités de milieux aquatiques, la gestion quantitative des périodes d'étiages, la limitation des effets dommageables des inondations et la protection des zones humides et du bocage.

Le PLU se doit d'être compatible avec orientations fondamentales de qualité et de quantité des eaux définies par le SAGE.

Orientation du SAGE	Traduction dans le PLU
<p>Enjeu A : la stabilisation de l'auto-alimentation en eau potable et la reconquête de la qualité des ressources locales (nitrates, phytosanitaires)</p> <p>A1 : Stabiliser le taux d'auto-alimentation en eau potable sur le bassin de l'Oudon</p> <p>A2 : Reconquérir la qualité des eaux brutes sur le paramètre nitrates</p> <p>A4 : Diminuer les pics de carbone organique total dans les eaux brutes</p>	<p>Le PADD énonce plusieurs types d'actions vont être menées (ou favorisées) dans le PLU pour améliorer la qualité de l'eau et la gestion de cette ressource :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et reconstituer (si nécessaire) les haies et les talus en lien avec l'activité agricole, • Maintenir et permettre le développement de pratiques agricoles favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau, • Préserver les zones humides tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques, • Intégrer la présence des périmètres de protection du captage d'eau de Chauvon dans la politique d'aménagement et de développement. <p>Par ailleurs, le règlement précise que pour l'ensemble des zones à urbaniser, l'assainissement collectif est imposé dans toute nouvelle opération d'aménagement. La station d'épuration existante dite de « La Roussière », est en capacité de traiter les effluents des nouveaux projets d'aménagement (capacité résiduelle estimée à 350 EH en 2019, pour une prévision de 50 logements sur 10 ans). De plus, il est prévu que les effluents du futur site</p>

	<p>d'extension de la zone économique de la Sablonnière (zonage 1AUY) soient dirigés vers la station d'épuration du Lion d'Angers (capacité résiduelle avoisinant les 3000 EH en 2019).</p> <p>Etant donné, le peu d'informations disponibles concernant la station d'épuration semi collectif du hameau de Ménil, Il n'a pas été prévu que les projets d'OAP soient raccordés à la station du hameau de Ménil. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'est prévu dans ce secteur. Ceci permet donc d'éviter tout risque de pollution supplémentaire.</p>
<p>Enjeu B : la restauration des fonctionnalités de milieux aquatiques</p> <p>B2 : rétablir la continuité écologique et le fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau</p> <p>B3 : Poursuivre la restauration hydromorphologique des cours d'eau pour rétablir leur fonctionnalité biologique</p> <p>B4 : Diminuer les rejets des systèmes d'assainissement</p>	<p>Le PADD souligne l'importance de protéger, pérenniser et améliorer l'intérêt écologique des zones source de biodiversité patrimoniales en protégeant strictement les grands réservoirs de biodiversité (les ZNIEFF, la zone Natura 2000, les grands boisés d'intérêt, les vallées de la Mayenne, de l'Oudon).</p> <p>Le PADD précise que les éléments structurants de la trame verte et bleue (zones source de biodiversité, bocage, boisements, zones humides et cours d'eau) seront préservés (et mis en valeur autant que de possible) dans le cadre du PLU. Il est notamment prévu de valoriser les zones humides présentes dans le futur quartier situé au Sud-Ouest du bourg (2AU) via une véritable coulée verte rejoignant progressivement la vallée de la Mayenne.</p> <p>Les zones humides et les cours d'eau à l'échelle communale sont intégralement pris en compte sans modification de leur délimitation dans le zonage du PLU.</p> <p>Les zones 1AUE et 2AU sont concernées par une zone humide. Leur protection est encadrée par le règlement.</p> <p>De plus, ce dernier rappelle que les opérations ayant un impact sur les zones humides devront faire l'objet d'études préalables visant à leur protection, à leur maintien, ou à la mise en place, le cas échéant, de mesures compensatoires dans les dispositions prévues par le Code de l'Environnement.</p> <p>Les principaux cours d'eau du territoire sont localisés quasi exclusivement en zone NP (zone naturelle protégée).</p> <p>Pour rappel, près de 64.2 km de haies bocagères vont être protégés dans le PLU au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. Parmi celles-ci,</p>

	<p>de nombreuses haies sont situées à proximité de cours d'eau et de zones humides, permettant ainsi de réduire les transferts de polluants.</p> <p>Des protections à la fois sur la qualité des sites et sur leur rôle dans le paysage sont mises en place pour conserver l'identité, la richesse et la diversité des éléments hydriques remarquables du territoire.</p> <p>La quantité d'effluents à traiter connaîtra une évolution avec 50 nouveaux logements prévus sur 10 ans dans le PLU. La station du bourg de Montreuil Sur Maine dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées des 50 futurs raccordements (capacité résiduelle pouvant avoisiner 350 EH en 2019). De plus, il est prévu que les effluents du futur site d'extension de la zone économique de la Sablonnière (zonage 1AUY) soient dirigés vers la station d'épuration du Lion d'Angers (capacité résiduelle pouvant avoisiner 3000 EH en 2019).</p> <p>Etant donné, le peu d'informations disponibles concernant la station d'épuration semi collectif du hameau de Ménil, Il n'a pas été prévu que les projets d'OAP soient raccordés à la station du hameau de Ménil. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'est prévu dans ce secteur. Ceci permet donc d'éviter tout risque de pollution supplémentaire.</p>
<p>Enjeu C : Gestion quantitative des périodes d'été</p> <p>C1 : réduire les consommations d'eau par usage et par usager,</p> <p>C2 : optimiser la consommation d'eau d'irrigation agricole en période estivale,</p> <p>C3 : Coordonner les situations de pénurie de manière cohérente sur le bassin</p>	<p>La réduction de la consommation d'eau par usager est prise en compte dans le règlement par l'incitation à la mise en place de haies végétales d'essences locales donc adaptées aux conditions hydrologiques du territoire.</p> <p>L'eau distribuée provient essentiellement de la station du Lion d'Angers (prise d'eau de Chauvon) et des stations du Syndicat de l'Eau de l'Anjou. Une interconnexion avec le champ captant des Ponts-de-Cé, exploité par Angers-Loire Métropole a été mise en place sécurisant ainsi l'approvisionnement de toutes les communes desservies via Le Lion d'Angers (coordination des situations de pénurie).</p>

<p>Enjeu D : La limitation des effets dommageables des inondations</p> <p>D1 : Acheter les travaux et aménagement de prévention en amont des zones inondables</p> <p>D2 : Réduire la vulnérabilité aux inondations et entretenir la mémoire du risque auprès des habitants</p>	<p>Dans le cadre du projet communal, il est notamment prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'informer les pétitionnaires concernés sur la nature des risques existants, leur dangerosité, et les dispositions particulières à prendre en cas de projet, - De <u>se conformer strictement aux dispositions du PPRI</u>, - D'éviter la mise en place ou le développement des projets dans les zones les plus sensibles aux risques. <p>Les zones à urbaniser ne se situent pas dans des secteurs inondables. <u>Le règlement</u> du PLU précise que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent soumis à des conditions spéciales ou interdits en application des dispositions du PPRI.</p>
<p>Enjeu E : Reconnaître et gérer les zones humides, le bocage, les plans d'eau et les aménagements fonciers de façon positive pour l'eau</p> <p>E1 : Protéger et préserver les fonctionnalités des zones humides,</p> <p>E2 : Stabiliser l'impact des drainages sur la réactivité des milieux de l'Oudon,</p> <p>E3 : Ralentir la vitesse de circulation des eaux et l'érosion des sols grâce à un maillage bocager efficace,</p> <p>E4 : intégrer les plans d'eaux aux objectifs de gestion de l'eau et des milieux.</p>	<p>Le PADD souligne l'importance de protéger, pérenniser et améliorer l'intérêt écologique des zones source de biodiversité patrimoniales en protégeant strictement les grands réservoirs de biodiversité (les ZNIEFF, la zone Natura 2000 vallée de la Mayenne, les grands ensembles boisés, les vallées de la Mayenne et de l'Oudon).</p> <p>Le PADD précise que les éléments structurants de la trame verte et bleue (Zones source de biodiversité, bocage, boisements, zones humides et cours d'eau) seront préservés (et mis en valeur autant que de possible) dans le cadre du PLU.</p> <p>Les zones humides et les cours d'eau à l'échelle communale sont intégralement pris en compte sans modification de la délimitation dans le zonage de PLU.</p> <p>Les zones 1AUE et 2 AU sont concernées par une zone humide. <u>Le règlement</u> précise cependant que dans les zones humides, repérées aux documents graphiques par une trame spécifique, sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes, - tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol. <p>De plus, il rappelle que les opérations ayant un impact sur les zones humides devront faire l'objet d'études préalables visant à leur protection, à leur maintien, ou à la mise en place, le cas échéant, de mesures compensatoires dans les dispositions prévues par le Code de l'Environnement.</p>

	<p>Du point de vue du zonage, les principaux cours d'eau du territoire sont localisés quasi exclusivement en zone NP (zone naturelle protégée).</p> <p>Pour rappel, près de 64.2 km de haies bocagères vont être protégés dans le PLU au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. Parmi celles-ci, de nombreuses haies sont situées à proximité de cours d'eau et de zones humides, ralentissant la vitesse de circulation des eaux et l'érosion des sols.</p> <p>Des protections à la fois sur la qualité des sites et sur leur rôle dans le paysage sont mises en place pour conserver l'identité, la richesse et la diversité des éléments hydriques remarquables du territoire.</p> <p>Les cours d'eau sont essentiellement localisés en zone NP.</p>
<p>Enjeu F : Mettre en cohérence la gestion de l'eau et les politiques publiques du bassin versant de l'Oudon</p>	<p>Le PLU est compatible avec les politiques publiques du bassin versant de l'Oudon.</p>

Le PLU de Montreuil Sur Maine est compatible avec le Plan d'Aménagement et de gestion durable du SAGE Oudon.

3.1.9. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Mayenne

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par le SAGE Mayenne qui a fait l'objet d'un arrêté inter-préfectoral le 10 décembre 2014. Le périmètre du SAGE rassemble les bassins versants de la rivière de la Mayenne et ses affluents (à l'exception de l'Oudon qui fait l'objet d'un autre SAGE) : l'Aisne, la Gourbe, la Vée, l'Égrenne, la Varenne, la Colmont, l'Aron, l'Ernée, la Jouanne, le Vicoin et l'Ouette.

Les principaux enjeux du SAGE sont la restauration de l'équilibre écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques, l'optimisation de la gestion quantitative de la ressource et l'amélioration de la qualité des ressources superficielles et souterraines. Les règles du SAGE en lien avec ces enjeux sont d'interdire de nouveaux drainages, interdire l'accès libre du bétail au cours d'eau, interdire la création de nouveaux plans d'eau, interdire la destruction des zones humides.

Le PLU se doit d'être compatible avec orientations fondamentales de qualité et de quantité des eaux définies par le SAGE.

Orientation du SAGE	Traduction dans le PLU
<p>Enjeu 1 : Restauration de l'équilibre écologique des cours d'eau et des milieux aquatiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- Améliorer la qualité morphologique des cours d'eau, 2- Préserver et restaurer les zones humides, 3- Limiter l'impact négatif des plans d'eau, 	<p>Le PADD souligne l'importance de protéger, pérenniser et améliorer l'intérêt écologique des zones source de biodiversité patrimoniales en protégeant strictement les grands réservoirs de biodiversité (les ZNIEFF, la zone Natura 2000 vallée de la Mayenne, les grands ensembles boisés, les vallées de la Mayenne et de l'Oudon).</p> <p>Les zones 1AUE et 2 AU sont concernées par une zone humide. <u>Le règlement</u> précise cependant que dans les zones humides, repérées aux documents graphiques par une trame spécifique, sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes, - tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol. <p>De plus, il rappelle que les opérations ayant un impact sur les zones humides devront faire l'objet d'études préalables visant à leur protection, à leur maintien, ou à la mise en place, le cas échéant, de mesures compensatoires dans les dispositions prévues par le Code de l'Environnement.</p> <p>Les principaux cours d'eau du territoire sont localisés quasi exclusivement en zone NP (zone naturelle protégée).</p>

<p>Enjeu 2 : Optimisation de la gestion quantitative de la ressource</p> <p>4 - Economiser l'eau,</p> <p>5 -Maitriser et diversifier les prélèvements,</p> <p>6 -Réduire le risque d'inondation</p>	<p>L'eau distribuée provient essentiellement de la station du Lion d'Angers (prise d'eau de Chauvon) et des stations du Syndicat de l'Eau de l'Anjou. Une interconnexion avec le champ captant des Ponts-de-Cé, exploité par Angers-Loire Métropole a été mise en place sécurisant ainsi l'approvisionnement de toutes les communes desservies via Le Lion-d'Angers (coordination des situations de pénurie).</p> <p>Concernant la réduction du risque d'inondation, dans le cadre du projet communal, il est notamment prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'informer les pétitionnaires concernés sur la nature des risques existants, leur dangerosité, et les dispositions particulières à prendre en cas de projet, - De <u>se conformer strictement aux dispositions du PPRI</u>, - D'éviter la mise en place ou le développement des projets dans les zones les plus sensibles aux risques. <p>Les zones à urbaniser ne se situent pas dans des secteurs inondables. <u>Le règlement</u> du PLU précise par ailleurs que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent soumis à des conditions spéciales ou interdits en application des dispositions du PPRI.</p>
<p>Enjeu 3 : Amélioration de la qualité des ressources superficielles et souterraines</p> <p>7 - Limiter les rejets ponctuels,</p> <p>8 - Maitriser les rejets diffus et les transferts vers les cours d'eau</p> <p>9 -Réduire l'utilisation des pesticides</p>	<p>Le règlement impose l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement pour les zones : UA, UB, UY, UE, 1AU, 1 AUE, 1 AUY : ceci a pour effet de limiter les rejets ponctuels.</p> <p>La quantité d'effluents à traiter connaîtra une évolution avec 50 nouveaux logements prévus sur 10 ans dans le PLU. La station du bourg de Montreuil Sur Maine dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées des 50 futurs raccordements (capacité résiduelle pouvant avoisiner 350 EH en 2019). De plus, il est prévu que les effluents du futur site d'extension de la zone économique de la Sablonnière (zonage 1AUY) soient dirigés vers la station d'épuration du Lion d'Angers (capacité résiduelle pouvant avoisiner 3000 EH en 2019). Etant donné, le peu d'informations disponibles concernant la station d'épuration semi collectif du hameau de Ménil, Il n'a pas été prévu que les projets d'OAP soient raccordés à la station du hameau de Ménil. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'est prévu dans ce secteur. Ceci permet donc d'éviter tout risque de pollution supplémentaire.</p> <p>Pour rappel, près de 64.2 km de haies bocagères vont être protégées dans le PLU au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. Parmi celles-ci, de nombreuses haies sont situées à proximité de cours d'eau et de zones humides, permettant ainsi de réduire les transferts de polluants.</p>

Le PLU de Montreuil Sur Maine est compatible avec le Plan d'Aménagement et de gestion durable du SAGE Mayenne.

3.1.10. Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne (2016 – 2021)

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Loire-Bretagne est le document de référence de la gestion des inondations pour le bassin et pour la période 2016-2021. Il a été élaboré par l'État avec les parties prenantes à l'échelle du bassin hydrographique dans le cadre de la mise en œuvre de la directive "Inondations".

Ce document fixe les objectifs en matière de gestion des risques d'inondations et les moyens d'y parvenir, et vise à réduire les conséquences humaines et économiques des inondations. Le PGRI est opposable à l'administration et à ses décisions. Il a une portée directe sur les documents d'urbanisme, les plans de prévention des risques d'inondation, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Les six objectifs et quarante-six dispositions qui suivent fondent la politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin Loire-Bretagne pour les débordements de cours d'eau et les submersions marines. Ils forment les mesures identifiées à l'échelon du bassin dans le PGRI visées par l'article L. 566-7 du Code de l'environnement. Certaines sont communes au SDAGE : leur titre est assorti de la mention « SDAGE 2016-2021 ».

Orientation du PGRI	Traduction dans le PLU
<p><u>Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Disposition 1-1 : Préservation des zones inondables non urbanisées <p><i>Extrait : Les documents d'urbanisme dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, prennent dans leur champ de compétence les dispositions permettant de préserver les zones inondables en dehors des zones urbanisées de toute urbanisation nouvelle. Par exception au 1er alinéa, dans ces zones, seuls peuvent être éventuellement admis, selon les conditions locales, dans des limites strictes et selon des prescriptions définies par les documents d'urbanisme ou les PPR visant notamment à préserver la sécurité des personnes : • les constructions, reconstructions après sinistre, ouvrages, installations, aménagements nécessaires à la gestion, à l'entretien, à l'exploitation des terrains inondables, notamment par un usage agricole, ou pour des activités sportives ou de loisirs compatibles avec le risque* d'inondation* ; [...]</i></p>	<p>La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par le risque d'inondation au niveau des cours d'eau de la Mayenne, de l'Oudon. Seuls les abords des cours d'eau sont identifiés par des zones de débordement. Elles sont prises en compte dans l'Atlas des zones inondables de la Mayenne en Maine-et-Loire et de l'Oudon aval ainsi que par l'Atlas des zones inondables de l'Oudon.</p> <p>Les secteurs retenus pour les OAP ne se situent pas dans les zones inondables définies actuellement dans le cadre de l'AZI.</p> <p>Les zones inondables identifiées par le PPRI sont classées quasi exclusivement en zone naturelle - en zone naturelle protégée (NP) pour l'essentiel avec deux STECAL (NL et NS), ou en zone (A) préservant ainsi les zones d'expansion des crues.</p>

Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque

- Disposition 2-1 : Zones potentiellement dangereuses

La définition de zone inondable retenue pour ce document est la suivante : pour les débordements de cours d'eau, les zones inondables sont définies par les plus hautes eaux connues (PHEC) ou, en l'absence de PHEC ou si cet événement est d'un niveau supérieur aux PHEC, par un événement moyen d'occurrence centennale modélisé.

Dans les zones inondables considérées comme potentiellement dangereuses situées en dehors des zones urbanisées, les interdictions prévues à la disposition 1.1 s'appliquent. Les dérogations prévues au deuxième alinéa de la disposition 1.1, si elles peuvent être envisagées, selon les mêmes conditions, doivent l'être avec une attention plus forte portée à la sécurité des personnes.

Dans les zones inondables considérées comme potentiellement dangereuses situées dans les secteurs déjà urbanisés, les documents d'urbanisme dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, et les PPR approuvés après l'approbation du PGRI, prennent dans leur champ de compétence les dispositions permettant d'interdire l'accueil de nouvelles constructions, installations ou nouveaux équipements. Les dérogations prévues au deuxième alinéa de la disposition 1.1, si elles peuvent être envisagées, selon les mêmes conditions, doivent l'être avec une attention plus forte portée à la sécurité des personnes.

Les opérations de réhabilitation, rénovation, renouvellement urbain y restent envisageables sous réserve de conduire à une notable réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation, d'intégrer la mise en sécurité de la population et d'être compatible avec les capacités d'évacuation qui devront être appréciées au préalable. De plus, en fonction des conditions locales, dans les secteurs déjà fortement urbanisés, des opérations de comblement de dents creuses pourront être envisagées. L'ensemble de ces opérations donneront lieu à des prescriptions et notamment si ces projets prévoient la construction de logements, ceux-ci devront obligatoirement intégrer la réalisation d'une zone refuge.

Le règlement précise que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI.

<ul style="list-style-type: none"> Disposition 2-2 : Indicateurs sur la prise en compte du risque d'inondation <p><i>Les documents d'urbanisme, dont les projets sont arrêtés après le 31 décembre 2016, présentent des indicateurs témoignant de la prise en compte du risque d'inondation dans le développement projeté du territoire (ex : population en zone inondable actuellement, population en zone inondable attendue à l'horizon du projet porté par le document de planification). Les indicateurs utilisés seront déduits du référentiel de vulnérabilité des territoires, initié dans le cadre de la SNGRI, lorsque celui-ci sera défini.</i></p>	<p>Un indicateur de prise en compte du risque est inscrit dans les indicateurs de suivi.</p>
<p><u>Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Disposition 3-7 : Délocalisation hors zone inondable des enjeux générant un risque important <p><i>Lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme, il est recommandé aux porteurs de documents d'urbanisme d'étudier la possibilité de repositionner hors de la zone inondable les enjeux générant des risques importants. L'identification de ces enjeux repose à la fois sur le niveau d'aléa élevé et sur le caractère sensible ou la forte vulnérabilité de l'enjeu (centre de secours, mairie, établissement de santé, établissement d'enseignement...). Le projet d'aménagement organise alors la relocalisation des enjeux ainsi que le devenir de la zone libérée qui peut faire l'objet d'aménagements pas ou peu sensibles aux inondations (parc urbain, jardins ouvriers...).</i></p>	<p>Aucun équipement public à enjeu (établissement scolaire, mairie, centre de secours, ...) ne se trouve dans une zone inondable. La réflexion sur la délocalisation d'équipements existants en dehors des zones inondables n'a donc pas eu lieu.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Disposition 3-8 : Devenir des biens acquis en raison de la gravité du danger encouru <p><i>Lorsque la puissance publique contribue à l'acquisition à l'amiable ou acquiert par expropriation des biens exposés à une menace grave pour les vies humaines liée aux risques d'inondation, ou Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne 2016-2021, des biens fortement endommagés et qui pourraient subir à nouveau des dommages s'ils étaient reconstruits sur place, les terrains acquis sont, dans les documents d'urbanisme, rendus inconstructibles ou affectés à une destination compatible avec le danger encouru dans un délai de trois ans maximum.</i></p>	<p>Les secteurs inondables n'ont pas fait l'objet d'emplacements réservés pour acquérir des biens soumis au risque inondable</p>

<p><u>Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Disposition 4-3 : Prise en compte des limites des systèmes de protection contre les inondations <p><i>Tout système de protection directe (endiguements, remblais...) ou indirecte (ouvrages de rétention...) contre les inondations présente une limite de protection. Pour les projets d'installations et ouvrages relevant de la loi sur l'eau et ayant pour objectif principal ou secondaire la protection contre les inondations, le cas d'événements dépassant cette limite doit être envisagé. Les mesures et dispositions adaptées à ce dépassement doivent être prévues : dispositif d'évacuation, réduction de la vulnérabilité des territoires « protégés », dispositif de préservation de l'ouvrage.</i></p>	<p>Aucune digue ne se trouve sur Montreuil Sur Maine.</p>
---	---

En définitive, le PLU de Montreuil Sur Maine est compatible avec le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne (2016 – 2021).

3.1.11. Plan de Prévention des Risques d'inondations (PPRI)

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) des Vals Oudon-Mayenne (approuvé par arrêté préfectoral le 6 juin 2005) par les rivières Oudon-Mayenne.

Aucune OAP n'est concernée par le PPRI.

Concernant les autres secteurs du territoire, le règlement du PLU précise que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être soumis à des conditions spéciales ou interdits en application des dispositions du PPRI.

Pour rappel le PPRI est une servitude d'utilité publique. Il est opposable aux tiers et doit être annexé au PLU. En cas de dispositions différentes entre le PPRI et le PLU, c'est la règle la plus contraignante qui s'applique.

Le PLU prend donc en compte le PPRI afin que les populations ne soient pas exposées à de nouveaux risques liés au phénomène d'inondation.

3.2. Articulation du PLU avec les documents cadres qu'il doit prendre en compte

3.2.1. Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Pays de La Loire

Issu des lois « Grenelle », le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) est un outil essentiel d'aménagement du territoire pour préserver et restaurer les continuités écologiques afin de sauvegarder la biodiversité, aujourd'hui gravement menacée. Au cœur de ce schéma, la création d'une trame verte et bleue (TVB) sera définie, à terme, sur l'ensemble du territoire national, conformément aux engagements européens et internationaux de la France.

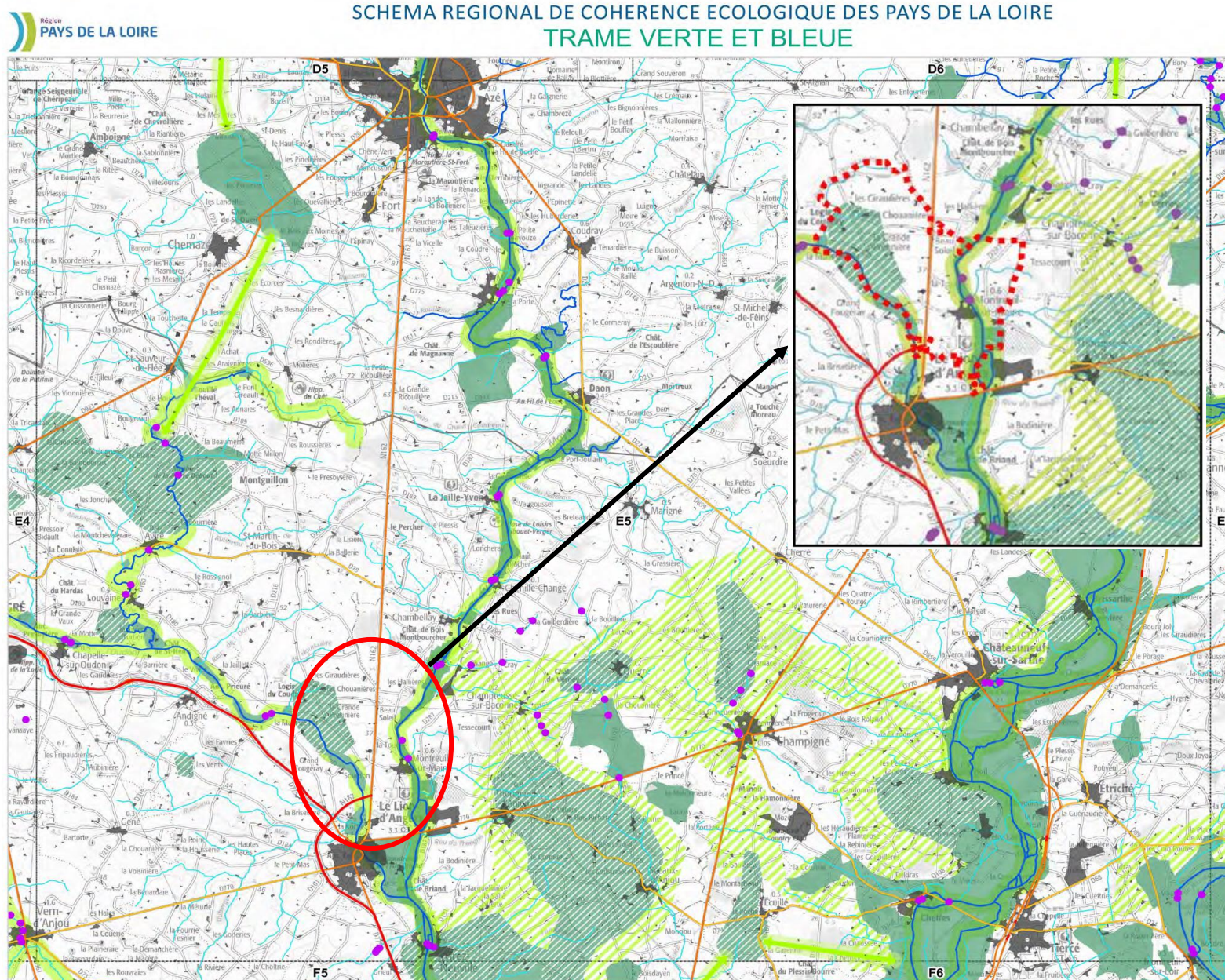
Ce travail s'appuie, notamment, sur les retours d'expériences et les expertises disponibles, avec l'objectif d'aboutir à un document stratégique et opérationnel à destination des territoires, qui mettent en œuvre les orientations et mesures prévues pour préserver la biodiversité. Le schéma doit être pris en compte dans les documents de planification et dans les projets d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme.

L'adoption de la trame verte et bleue vient conforter, renforcer et souligner les actions déjà entreprises en Pays de la Loire, notamment : le Réseau Natura 2000, le classement des cours d'eau pour la continuité biologique ou les inventaires de zones humides...

Le SRCE Pays-de-la-Loire a été adopté le 30 octobre 2015 par arrêté du préfet de région.

Le SRCE recense des réservoirs pour la biodiversité à l'échelle régionale sur le territoire communal.

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) des Pays de la Loire

SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DES PAYS DE LA LOIRE
TRAME VERTE ET BLEUE

Continuités écologiques

Réservoirs de biodiversité

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame boisée ou humide ou littorale ou milieux ouverts ou superposition de plusieurs sous-trames
- ▨ Sous-trame bocagère

Corridors écologiques "potentiels"
= dont l'emprise doit être précisée localement

- ↔ Corridors écologiques linéaires
- ▨ Corridors vallées
- ▨ Corridors territoriaux

Éléments de fragmentation potentiels

Éléments fragmentant ponctuels

- Référentiel des Obstacles à l'Écoulement
- ✗ Ruptures potentielles aux continuités écologiques

Éléments fragmentant linéaires

- Niveau 1 = très fort
- Niveau 2 = fort
- Niveau 3 = moyen

Éléments fragmentant surfaciques

- Tâche urbaine

Les cartes sont exploitables au 1/100 000ème et ne doivent pas faire l'objet de zoom pour leur interprétation.
Réactualisation tous les 6 ans

0 1.5 3 4.5 km

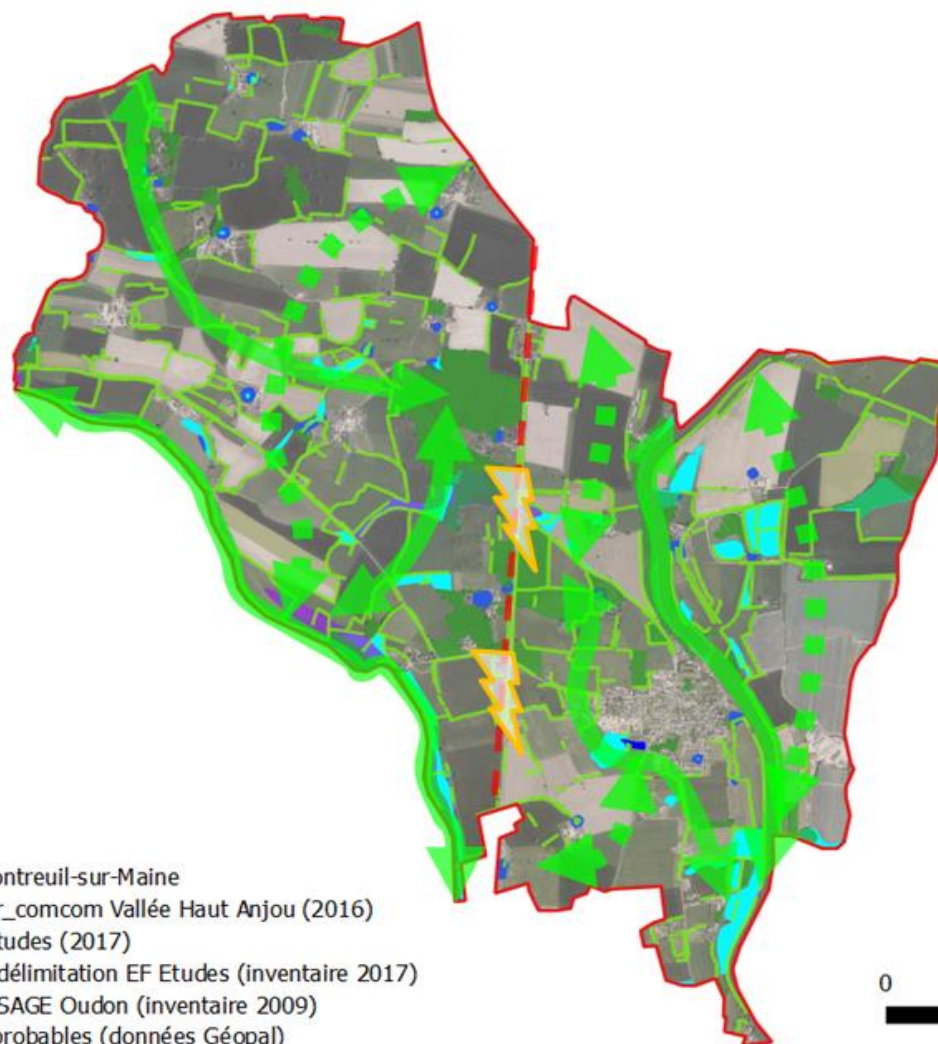
DREAL/Région des Pays de la Loire - Tous droits réservés
Sources : DREAL Pays de la Loire - IGN BD Carthage, BD TOPO®, BD Carthage® - SDAGE Loire-Bretagne
- ONEMA - ONZ - Région Pays de la Loire - DREAL Bretagne, BN
Centre, PC - INPN - CG - CBN - FRCPN - INRAWWF - PNR LAT, SN -
CLC - Biotope
Réalisation : Biotope, avril 2014
Mise à jour : DREAL Pays de la Loire, septembre 2015

Le SRCE préconise de mettre en œuvre un certain nombre d'actions parmi lesquelles :

- Intégrer la trame verte et bleue dans les documents de planification et autres projets du territoire,
- Conforter l'arbre (bocage) au sein des exploitations agricoles,
- Promouvoir les systèmes et les pratiques agricoles favorables à la biodiversité,
- Préserver les espaces de mobilité des cours d'eau,
- Maintenir ou restaurer la fonctionnalité des réseaux de mares, de zones humides, d'annexes hydrauliques et de têtes de bassins versants,
- Poursuivre les efforts de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques,
- Favoriser la préservation et la restauration des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme,
- Poursuivre les actions de préservation des secteurs à fort enjeu,
- Favoriser la reconquête des friches urbaines pour les besoins du développement urbain,
- Encourager la définition des trames vertes et bleues en milieu urbain.

Montreuil Sur Maine possède d'intéressants réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques le long de la Mayenne et de l'Oudon. La trame verte est plus importante au centre du territoire alors que sur le reste de la commune, elle est relativement faible.

La carte ci-après décline la trame verte et bleue du SRCE et du SCot à l'échelle communale :



0 750 1500 m

Légende

- Commune de Montreuil-sur-Maine
- Maillage bocager_comcom Vallée Haut Anjou (2016)
- Boisement_EF Etudes (2017)
- Zones humides_délimitation EF Etudes (inventaire 2017)
- Zones humides_SAGE Oudon (inventaire 2009)
- Zones humides probables (données Géopal)
- Mares_comcom Vallée Haut Anjou

- Continuités écologiques, Trame Verte et Bleue
- Rupture de la continuité écologique (RN 162)
- Continuités écologiques à créer

Prise en compte du SRCE :

Le PLU reconnaît la trame verte et bleue du territoire et en fait le cadre de son aménagement. C'est une des ambitions pour le territoire affichée par le PADD : « Protéger et valoriser les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques - Favoriser le maintien des continuités écologiques ou leur reconstitution », « Préserver la trame verte au titre de la Loi paysage » et « Assurer la traduction de la trame verte et bleue ».

Le PLU intègre au sein de son zonage la trame verte et bleue à l'échelle communale et ainsi les corridors à préserver et renforcer.

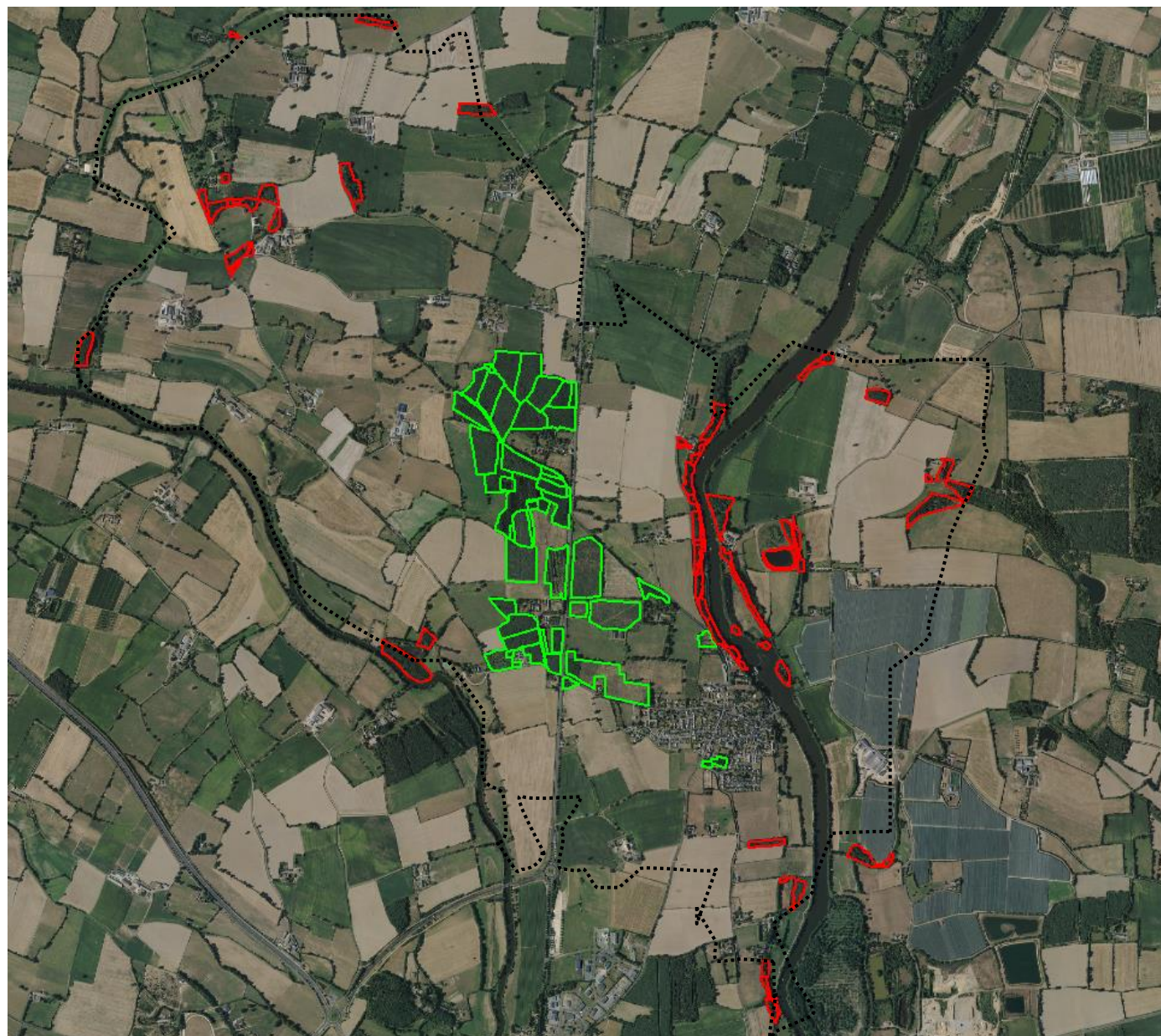
Il est notamment prévu dans le PADD de protéger strictement les grands réservoirs de biodiversité (les ZNIEFF, la zone natura 2000 vallée de la Mayenne, les grands massifs boisés d'intérêt), de préserver également d'une manière stricte la vallée de l'Oudon marquant des corridors et des continuités écologiques et constituant la composante essentielle de la trame bleue.

Du point de vue du zonage, le site Natura 2000 sera protégé de manière stricte par un zonage quasi exclusif en NP, avec également une petite partie de la zone UB et deux STECAL : NS et NL.

La ZNIEFF est essentiellement classée en zone naturelle protégée (NP) avec également les deux STECAL NS et NL et une petite partie d'une zone UB déjà construite. Les Vallées des cours d'eau principaux qui constituent des réservoirs de biodiversité du SRCE et des secteurs riches en zones humides sont identifiés comme des zones à protéger, sont classées en zone NP au PLU et aucune zone à urbaniser n'a été identifiée dans ces secteurs.

Concernant les réservoirs de biodiversité liés au bocage, plus de 64.2 km de haies seront repérées sur le plan de zonage au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme, avec des prescriptions en rapport avec les fonctionnalités des différents linéaires en cas de demande d'arasement. Pour rappel, dans l'ancien POS, seules 27 Km de haies étaient protégées. Cette mesure permet à la commune de protéger son patrimoine bocager et de gérer son évolution future. Elle témoigne de la volonté des élus à encourager la préservation et la replantation de haies bocagères afin de préserver et de renforcer le linéaire sur la commune.

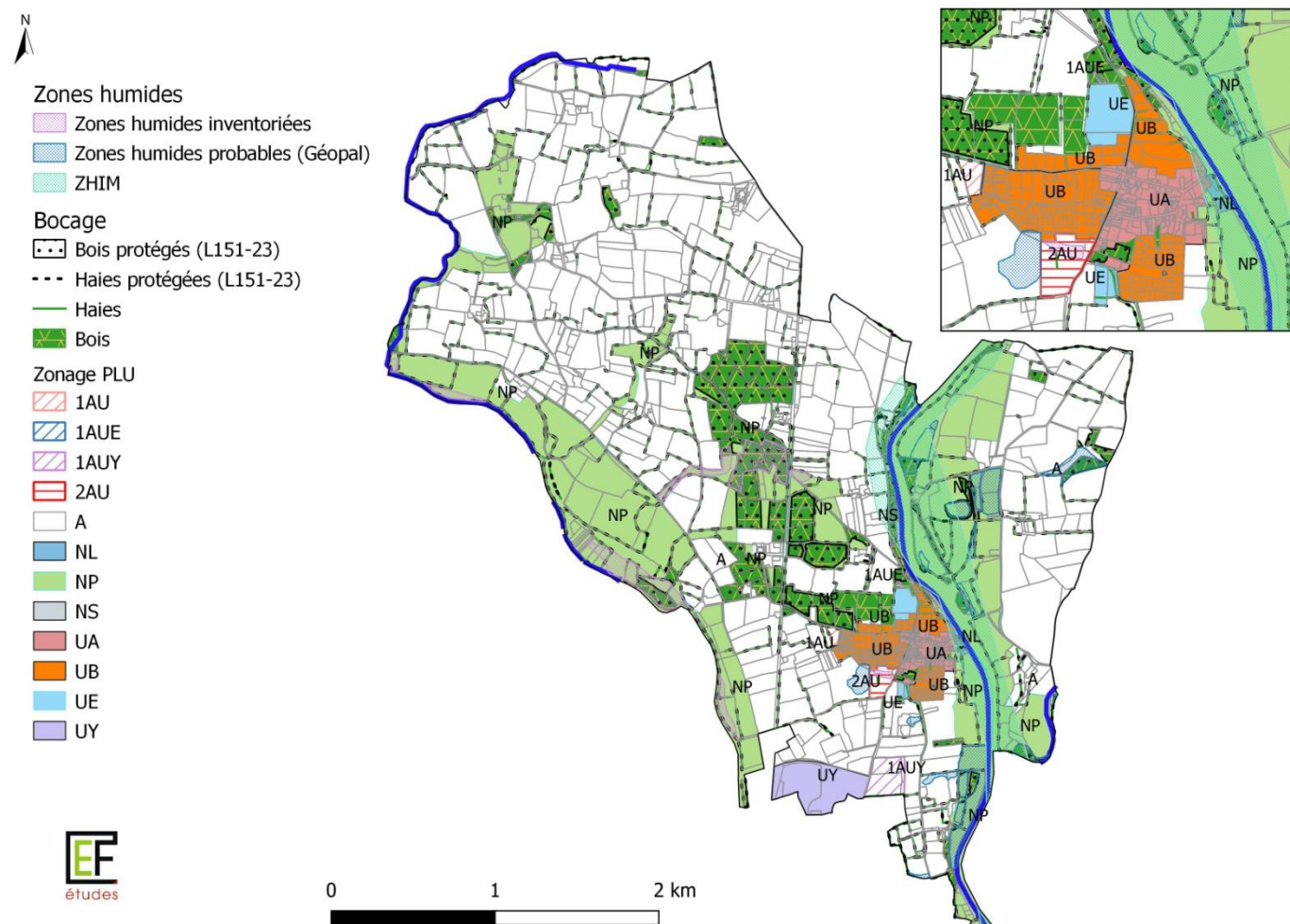
Dans l'ancien POS, la protection des boisements se limitait à 26.35 ha. Dans le nouveau PLU, 57.6 ha de bois seront protégés en application de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme et 26ha sont en EBC.



— EBC petit bois moins de 4 ha (sauf
noyers au nord du bourg et le parc dans
l'agglomération)

— Bois loi paysage (grand ensemble boisé
déjà géré)

Pour le reste du territoire, la Trame Verte et Bleue est aussi traduite majoritairement en zone NP et A, où l'artificialisation des espaces est limitée du fait d'une constructibilité faible. Il s'agit de limiter fortement la constructibilité et donc de protéger les espaces naturels.



Le PLU de Montreuil Sur Maine prend en compte les principales orientations du SRCE et la mise en place du PLU va dans le sens de la protection des réservoirs de biodiversité.

4. ANALYSE GLOBALE DES IMPACTS DU PROJET DE PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES DE REDUCTION ET/OU DE COMPENSATION

Cette partie du rapport a pour vocation d'évaluer, dans un premier temps, les effets positifs et négatifs des orientations générales du PLU sur l'environnement au travers :

- De la politique générale d'aménagement du territoire (PADD),
- Du zonage,
- Du règlement.

Dans un deuxième temps, les incidences positives/négatives du PLU sur les secteurs à aménager sont évaluées suivant les thématiques développés dans l'état initial de l'environnement. Les incidences sur l'environnement établies au cours de la phase précédente d'analyse des documents du PLU, ont été regroupées et synthétisées de manière transversale selon les grands thèmes environnementaux.

Par ailleurs, la démarche d'évaluation environnementale étant un processus itératif, elle a fait évoluer le projet tout au long de son élaboration en prenant en compte les enjeux environnementaux. Lorsque des incidences négatives sont révélées, des mesures sont prises pour les supprimer ou les réduire et le cas échéant, les compenser.

La plupart des mesures de réduction définies dans le cadre de l'évaluation environnementale sont transcrites dans les documents prescriptifs du PLU (zonage, règlement et OAP) de manière à garantir à la fois leur mise en œuvre et leur efficacité.

Le chapitre ci-dessous vise donc à essayer d'évaluer les impacts du projet du PLU par rapport aux enjeux et les mesures qui tendent à les réduire ou les compenser. Pour cela nous reprenons les thématiques étudiées dans l'état initial, à savoir :

- *Milieux naturels et biodiversité*
- *Espaces agricoles*
- *Foncier*
- *Eau (cours d'eau, eau potable, eaux usées, eaux pluviales)*
- *Climat, air, et énergie*
- *Cadre de vie, paysages et patrimoine*
- *Risques naturels et technologiques*
- *Nuisances sonores*
- *Déchets.*

Avant de développer les effets directs et indirects, temporaires ou permanents du zonage PLU, il est intéressant de rappeler les principales forces et faiblesses identifiées au cours du diagnostic environnemental. De cette analyse découle les enjeux majeurs qui ont été appréhendés dans le projet de PLU.

QUALITE DES SOLS	QUALITE DES EAUX
Peu sensible	Sensible
<p>Il n'a pas été recensé de site présentant un sol pollué sur le territoire (<i>source géorisques, le 23/10/19</i>).</p> <p>Pas de véritable activité potentiellement polluante recensée sur la commune.</p>	<p>Concernant l'Oudon, les résultats de 2010 indiquent au niveau de la station d'Andigné une bonne qualité pour les matières phosphorées. Par contre, elle est moyenne pour les matières organiques et oxydables, pour les matières azotées et les pesticides et médiocre pour le paramètre nitrates et le phytoplancton. La qualité hydrobiologique de l'Oudon varie d'un état moyen (diatomées et poissons) à bon pour l'indice invertébrés en 2010. L'objectif prioritaire du SAGE Oudon pour l'enjeu qualité des eaux est celui de la reconquête de la qualité des eaux brutes sur le paramètre nitrates et la diminution des pics de carbone organique total dans les eaux brutes.</p> <p>Concernant la Mayenne, Les résultats de 2010 indiquent, à la station du Lion d'Angers, une qualité moyenne pour les matières organiques et oxydables, médiocre pour les nitrates et bonne pour les matières azotées, phosphorées, le phytoplancton, et les pesticides. Concernant la qualité hydrobiologique, la Mayenne est classée en état bon (invertébrés) à médiocre (poissons) en 2017. Les objectifs prioritaires du SAGE Mayenne pour l'enjeu qualité des eaux sont ceux de la limitation des rejets ponctuels et la limitation des rejets diffus et les transferts vers les cours d'eau.</p> <p>La qualité des cours d'eau dépend également de la qualité des eaux pluviales et usées rejetées aux milieux récepteurs. Ces problématiques seront prises en compte via le Schéma Directeur Eaux Pluviales (résultats prévus en 2020/2021) et le zonage d'assainissement des eaux usées (étude prévue en 2021).</p> <p>Etant donné la présence des périmètres de protection du captage d'eau potable de Chauvon (le Lion d'Angers), la qualité de l'eau et la ressource en eau potable est un enjeu important sur le territoire communal.</p>

RESSOURCE EN EAU	QUALITE DE L'AIR	FACTEURS CLIMATIQUES/ENERGIE	FAUNE/FLORE/HABITAT
Sensible	Peu sensible	Peu sensible	Sensible
<p>La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par les périmètres de protection du captage d'eau potable de Chauvon situé sur le Lion d'Angers (périmètres de protection déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 7 juillet 2005).</p> <p>La préservation des ressources en eaux superficielles représente un enjeu fort.</p>	<p>Pour le département du Maine et Loire, la surveillance de la qualité de l'air est assurée sur site urbain à Angers. Aucune station de mesure n'est présente sur la commune de Montreuil Sur Maine. La station d'Angers est donc peu représentative du périmètre du projet, situé en contexte périurbain.</p> <p>A l'échelle de la communauté de communes les principaux secteurs émetteurs de polluants atmosphériques sont les transports, l'agriculture et le secteur résidentiel.</p> <p>Cependant d'après le rapport du SRCAE (schéma régional Climat Air Énergie), Montreuil Sur Maine ne fait pas partie des communes classées en zone sensible pour la qualité de l'air.</p> <p>La qualité de l'air ne représente pas un enjeu fort.</p>	<p>Climat tempéré chaud avec des températures et des pluviométries moyennes. Les vents dominants sont les vents d' Ouest / Sud-Ouest et Nord / Nord-Est pouvant présenter de légères variations saisonnières.</p> <p>Les facteurs climatiques ne représentent un pas un enjeu fort.</p>	<p>Un site NATURA 2000 (ZSC) est présent sur le territoire de la commune de Montreuil Sur Maine, il s'agit du « site n°FR5200630 – Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette ».</p> <p>De plus, la commune est concernée par la ZNIEFF (« Vallée de la Mayenne en Maine et Loire »)</p> <p>La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par des ENS (Espace Naturel Sensible) de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon.</p> <p>La commune est concernée par une SCAP (Stratégie de Création d'Aires Protégées) : « Vallée de la Mayenne au Lion d'Angers ».</p> <p>Enfin, la commune de Montreuil Sur Maine est concernée par une ZHIM : FR513003 Basses vallées angevines.</p> <p>Le réseau bocager et les zones humides sont inégalement répartis sur la commune.</p> <p>Un certain nombre d'habitats (cours d'eau, haies, mares,...) méritent d'être protégés.</p>

			La protection de ce patrimoine naturel représente un enjeu fort.
--	--	--	---

DIVERSITE BIOLOGIQUE/ECOSYSTEMES	SANTE/CADRE DE VIE	GESTION DES ESPACES AGRICOLES
Sensible	Sensible	Moyennement sensible
<p>Des corridors écologiques ont été définis par le SCoT (Trame Verte et Bleue). Ces espaces naturels font le lien entre les divers foyers de biodiversité.</p> <p>La trame verte est conservée par un classement simple. La zone NP a été agrandie pour protéger les vallées, les zones humides et les structures paysagères.</p> <p>Le SAGE Oudon a inventorié les zones humides sur son bassin versant en 2009. Sur la partie du territoire concernée par le SAGE Mayenne, ce dernier a donné les outils nécessaires aux communes afin que l'inventaire soit réalisé comme il se doit. Dans le cadre de la révision du PLU de Montreuil-sur-Maine les zones d'ouverture à l'urbanisation ont fait l'objet d'expertise pédologique pour l'identification de potentielles zones humides.</p>	<p>La présence d'infrastructures routières de catégorie 3 (RN162) est à prendre en compte dans le zonage du PLU.</p>	<p>La commune dispose d'un tissu agricole, développé, dynamique, occupant l'espace géographique de manière homogène. Un juste équilibre sera recherché entre la nécessité de préserver, mettre en valeur l'environnement (les zones humides, la trame verte et bleue, les coeurs de biodiversité, la richesse faunistique et floristique, ...), et les besoins réels d'une agriculture en mutation.</p> <p>Des efforts de la part du monde agricole sont sollicités pour réduire l'usage des nitrates et de pesticides (SAGE Oudon et SAGE Mayenne).</p> <p>En même temps, les espaces agricoles font l'identité rurale de la commune et sont à mettre en valeur à travers la préservation de la qualité architecturale (bâti) et paysagère (maillage bocager).</p>

<p>La préservation de la diversité biologique et des écosystèmes représente un enjeu fort.</p>		
---	--	--

PAYSAGE	EXPOSITION AUX RISQUES
Moyennement sensible	Sensible
<p>La commune de Montreuil Sur Maine un paysage agricole avec un relief marqué par les vallées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La commune est affectée par les risques suivants : - Risque inondation (PPRi Vals Oudon-Mayenne et remontées de nappes), - Risque de mouvement de terrain : retrait/gonflement des argiles (aléa moyen), - Risque sismique (risque faible) : règles de construction à appliquer, - Risques Technologiques : La RN162 est classée comme infrastructure de catégorie 3 avec une bande d'une largeur de 100 mètres pour le secteur affecté par le bruit. - La commune n'est pas concernée par le risque radon (catégorie 1, soit le potentiel le plus bas). Toutefois, la commune voisine du Lion d'Angers est classée en catégorie 3.

Les principaux enjeux (sensibles) :

- **La préservation de la qualité de l'eau et la ressource en eau potable,**

La qualité de l'eau superficielle est l'un des enjeux le plus fort lié **essentiellement à la ressource en eau potable**. Sa préservation permet également de préserver les habitats et les espèces protégées inféodés.

- **La protection de la faune et de la flore**

La présence de site Natura 2000, de ZNIEFF, d'Espaces Naturels Sensibles et de Zones Humides d'Intérêt Majeur sont à prendre en compte dans la PLU avec notamment un zonage adapté.

- **Les corridors écologiques**

Les foyers de biodiversité (le maillage bocager, les boisements, les zones humides, ...) sont liés les uns aux autres par des éléments naturels (haies, prairies,...) ou semi-naturels (terres cultivées) qui forment la Trame Verte et Bleue du territoire. **L'enjeu est de maintenir et développer une trame verte et bleue à l'échelle du territoire en lien avec celle du SCoT en renforçant les continuités écologiques de cette trame** : → promouvoir les coulées vertes en milieu urbain → protéger les boisements de qualité → maintenir la maille bocagère en tant que support de biodiversité → préserver les espaces remarquables de toute urbanisation → préserver les milieux aquatiques.

- **La préservation du paysage.**

Le diagnostic des zones à urbaniser et les inventaires réalisés (bocage, zones humides) mettent en évidence des secteurs ou éléments naturels qui mériteraient également d'être protégés.

- **L'exposition aux risques (risques technologiques)**

Les zones de risques sont à prendre en compte dans le PLU.

Suivent d'autres enjeux (moyennement sensibles) :

- **La préservation des espaces agricoles**

L'empiètement de l'urbanisation sur les espaces agricoles peut compromettre la pérennité de l'agriculture.

- **Le paysage**

Le paysage, au même titre que les espaces naturels remarquables, est menacé par la pression des activités agricoles qui peuvent agir sur le bocage.

- **La qualité des sols**

Il n'a pas été recensé de site présentant un sol pollué sur le territoire (*source géorisques, consulté le 23/10/19*).

4.1. Impacts du PLU sur la trame verte et bleue

4.1.1. Rappel du contexte et des enjeux

Pour rappel, l'inventaire des cours d'eau a été réalisé à l'échelle communale. Concernant la partie du territoire concernée par le SAGE Oudon, l'inventaire des zones humides a été réalisé en 2009 (19.6 ha environ). Sur la partie du territoire concernée par le SAGE Mayenne, une prélocalisation a été effectuée (28.3 ha environ). Par ailleurs, les secteurs concernés par des OAP ont fait l'objet d'expertises pédologiques pour l'identification de potentielles zones humides. La préservation de la ressource en eau et de ses espaces humides constitue un des enjeux forts du PLU pour leurs rôles dans le maintien de la biodiversité dans la mesure où ils constituent notamment des habitats et des vecteurs de perméabilité écologique, et où ils contribuent à la préservation de la qualité de la ressource en eau en lien avec la présence du captage de Chauvon dont les périmètres de protection concernent la commune.

La trame verte est principalement constituée des espaces boisés et des haies bocagères. Le territoire communal se caractérise par un maillage bocager important (linéaire de 67.6 km). Les boisements représentent 90 ha environ. Les boisements forment des réservoirs de biodiversité, tandis que les linéaires de haies constituent des continuités nécessaires à la perméabilité écologique en créant des liens entre les espaces naturels majeurs du territoire. Le maintien des milieux boisés et des entités bocagères est un enjeu important du PLU car il garantit la richesse des espaces naturels de la commune.

4.1.2. Impacts du PADD sur la trame verte et bleue

Incidences négatives du PADD

Le PADD indique qu'il est important pour la commune maintenir le niveau de croissance démographique enregistré sur les dernières décennies et l'équilibre démographique par l'accueil d'une population diversifiée.

Elle souhaite maintenir une croissance démographique à 1.8 % par an en moyenne à l'horizon 2028. Pour cela, sur la période 2018/2028, il est prévu de réaliser une moyenne de 4 à 5 nouveaux logements par an.

De plus le document d'orientation du SCoT rappelle que le rythme de développement doit être suffisant pour entretenir la dynamique démographique.

Ce développement urbain pourrait générer une consommation foncière, notamment d'espaces naturels.

Par ailleurs, l'augmentation de la population et donc des transports sur les axes majeurs du territoire, peut renforcer le rôle de fragmentation des milieux.

Enfin, l'accroissement démographique peut générer une pression plus forte sur le milieu naturel (prélèvements et rejets d'eau, pollution de l'air, production de déchets, nuisances sonores).

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Malgré ce projet de développement démographique, le PADD affirme vouloir préserver et mettre en valeur autant que de possible la trame verte et bleu dans le cadre du PLU.

Le PADD affirme également vouloir « protéger la trame bleue » par la préservation des zones humides, les cours d'eau tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques, en assurant l'identification et la préservation des milieux aquatiques et humides synonymes de richesses écologiques.

D'autre part, le PADD affirme vouloir « protéger la trame verte » en instaurant une protection souple pour son patrimoine boisé (bocage, massifs boisés,) face aux différents intérêts que ce réseau présente (paysage, qualité de l'eau, biodiversité, brise-vent, continuités écologiques, ...).

Ainsi, sur les 90 ha de bois que compte la commune, 57.6 ha seront protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme et 26 ha en EBC contre une protection de 26.35 ha pour le POS de 2012. De même, sur les 67.6 km de haies que compte la commune 64.2 Km seront protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.

Enfin, affichant une volonté forte de préserver les paysages, le PADD vise à préserver les habitats agro-naturels et les éléments constituant les corridors écologiques. Ces derniers permettent de préserver les relations entre les réservoirs de biodiversité, notamment le réseau hydrographique et les vallées. Pour cela, le PADD indique que ces éléments seront protégés dans le cadre du projet de PLU (à l'aide d'un classement spécifique, la mise en place de protection sur certains éléments du paysage, ...).

Ainsi, les orientations du PADD vont dans le sens de protéger et de renforcer cette trames verte et bleue afin de constituer un véritable maillage écologique. L'objectif est de conserver toutes les composantes de la trame verte et bleue et de préserver ces espaces naturels de toute urbanisation ou activité. Pour ce faire, les éléments constituant la Trame Verte et Bleue, notamment ceux constituant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, sont identifiés et protégés.

4.1.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le réseau Natura 2000 et mesures proposées

Les incidences du projet de PLU sur la zone Natura 2000 sont analysées dans le présent rapport au chapitre « *Evaluation des incidences du PLU sur le site NATURA 2000* ».

Pour résumer, comme indiqué précédemment, un site Natura 2000 traverse le territoire : la ZSC (zone spéciale de conservation) : Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette. Il occupe environ 56.7 ha du territoire de Montreuil Sur Maine. Ce site fait partie du réseau Natura 2000 dans le cadre de la Directive Habitats du site (arrêté en vigueur le 15/07/2015).

La préservation de ce site Natura 2000 est prise en compte dans le PLU à travers un zonage adapté. Il est protégé de manière stricte par un zonage NP (zone naturelle protégée) qui couvre les sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysager. Seules quelques parcelles, sont classées en zone A (3200 m² environ concernés), en zone NL (une partie d'une zone de loisirs d'une surface de 360 m² environ), en zone NS (équipements épuratoires communaux, 4700 m² environ) et quelques fonds de jardins de parcelles déjà bâties restent en zone UB (1230 m² environ concernés). La superficie réservée pour le STECAL NS a diminué par rapport à l'ancien POS. L'ancienne zone NDf du POS (zone destinée aux équipements épuratoires) située à l'Est du bourg a été remplacée majoritairement par une zone NP et une petite partie de la zone NL permettant un aménagement qui se fond dans le paysage actuel. Ceci a donc un effet positif pour la préservation de la biodiversité.

Le site Natura 2000 au plan réglementaire est pris en compte de la manière suivante :

Mesures inscrites au règlement du PLU :	Zones concernées :				
	NP	NS	NL	A	UB
Les constructions et installations autorisées ne doivent ni porter atteinte à l'environnement , ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels, zones humides et paysages.	X	X	X		
Interdiction des affouillements et exhaussements du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisée dans le secteur, à des équipements d'infrastructure ou de réseaux.	X	X	X	X	
Dans les secteurs identifiés inondables par une trame spécifique sur le document graphique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI	X	X	X	X	*
Sauf exceptions et sous conditions, dans les zones humides identifiées au document graphique par une trame spécifique, sont interdits : - toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes, - tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol.	X	X	X	X	X
A l'exception de certains équipements d'intérêt collectif et de service public, le règlement encadre les surfaces constructibles	X		X		

*Remarque : la zone UB est entièrement située hors zone inondable.

De plus, les éléments boisés situés dans le périmètre de la zone Natura 2000 et ou la bordant sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme permettant de respecter les objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Le PLU intègre ainsi des dispositions spécifiques complémentaires (Trame Verte et Bleue, Loi paysage, zones humides protégées) qui permettent de préserver les habitats naturels présents sur Montreuil Sur Maine.

Par définition l'équilibre naturel du site est très sensible à la dégradation de la qualité de l'eau issue des pollutions diffuses du bassin versant et aux perturbations hydrauliques (niveaux d'eau, inondations d'hiver). Le règlement du PLU rappelle les obligations des usagers en matière d'assainissement non collectif. Par ailleurs, il précise que pour le recueil et la gestion des eaux pluviales, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier (accès au garage, allées privées, etc).

Pour rappel, aucune OAP n'est directement concernée par le site Natura 2000.

Par les choix de zonage et par les mesures réglementaires proposées, le PLU permet la préservation de la zone Natura 2000. En réduisant la superficie du STECAL NS, il aura même des effets positifs.

4.1.4. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les autres zones de protection ou d'inventaires (ZNIEFF, ENS, ZHIM) et mesures proposées

Une ZNIEFF est présentes sur la commune : Vallée de la Mayenne en Maine-et-Loire (ZNIEFF de type 2).

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par des ENS de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant aux vallées de la Mayenne et de l'Oudon.

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par une ZHIM (zone humide d'importance majeure) : FR513003 Basses vallées angevines.

Les secteurs faisant partie du périmètre de la ZNIEFF sont classés quasi-exclusivement au plan de zonage en zone naturelle protégée (NP). Ce secteur NP a vocation à favoriser le maintien des espaces naturels. La superficie réservée pour le STECAL NS a diminué par rapport à l'ancien POS. L'ancienne zone NDf du POS (zone destinée aux équipements épuratoires) située à l'Est du bourg a été remplacée majoritairement par une zone NP et une petite partie de la zone NL laissant place à un aménagement plus naturel favorable à la préservation des zones de protection et d'inventaires.

Par ailleurs, la sous trame verte (haies, bois) composant cette ZNIEFF est protégée au titre de l'Article L151-23 du Code de l'Urbanisme (Loi paysage). Le PLU permet ainsi de préserver les grandes composantes de la ZNIEFF présentes sur le territoire communal.

Les mesures de protection de la ZNIEFF s'appliquent également à l'ENS de type « Rivières et vallées alluviales » correspondant à la vallée de la Mayenne. Concernant la vallée de l'Oudon, la zone ENS sera protégée par un zonage quasi exclusif en NP (seules 2 parcelles sont en zonage A).

Enfin, la zone humide d'importance majeure : FR513003 Basses vallées angevines sera strictement protégée par un zonage essentiellement classé en NP. Certaines parcelles sont classées en zone A (7 ha environ), en STECAL NS (équipements épuratoires existants) et NL et en UA (3500 m² environ correspondant aux quartiers historiques). Cette zone est en partie concernée par le site Natura 2000. Enfin et pour rappel, l'intégration de l'inventaire au règlement du PLU ne dédouane pas la collectivité et les tiers dans le cas d'une éventuelle destruction ou altération de zone humide non-inscrite dans le document d'urbanisme.

Aucune OAP n'est concernée par les zones de protection ou d'inventaires.

Par les choix de zonage, par les mesures réglementaires proposées et les choix d'implantation des OAP, le PLU préserve les zones de protection et d'inventaires. Il aura même des effets positifs.

4.1.5. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la trame verte et mesures proposées

Sur la commune, les boisements représentent 90 ha classés pour l'essentiel en zone NP (zone naturelle protégée) et certaines entités en zone A (zone agricole). La zone NP est un secteur couvrant des sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysager.

Les grands boisements (centre du territoire, versants des vallées de l'Oudon et de la Mayenne) seront de plus protégés de manière souple au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme (Loi paysage). Les fonds de vallées de l'Oudon et de la Mayenne sont inscrits en tant que tel au SRCE.

En zone UA, un bosquet d'une surface de 4100 m² environ a été protégé au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme. Cette disposition permet de préserver le végétal dans la ville.

Concernant le bocage, les haies bocagères présentent sur le territoire s'étendent sur environ 67.6 km, soit une densité bocagère de 60.7 ml/ha. Ces haies présentent différents intérêts (paysagers, écologiques, régulation des eaux pluviales, protection contre les vents). Les élus ont fait le choix de préserver pratiquement toutes les haies existantes. Ainsi, 64.2 km de haies bocagères - contre 27 Km pour l'ancien POS - ont été repérées sur le plan de zonage au titre de l'article L151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager et/ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. Leur défrichement est soumis à déclaration. Cette mesure permet à la commune de protéger son patrimoine bocager et de gérer son évolution future. Elle témoigne de la volonté des élus à encourager la préservation et la replantation de haies bocagères afin de préserver et de renforcer le linéaire sur la commune. De même, cette mesure permet à la commune de prévoir les secteurs où elle souhaite maintenir et/ou planter des haies et les endroits où au contraire le maintien de haies ne paraît pas être nécessaire.

Le règlement préconise pour les plantations de privilégier des essences locales. Cette mesure renforce la place du végétal dans la trame urbaine et participe au développement de la Trame Verte. La prise en compte dans le PLU des milieux boisés et des entités bocagères permet de garantir la préservation de la richesse de la Trame Verte et des espaces naturels de la commune.

Par les choix de zonage, par les mesures réglementaires proposées et les choix d'implantation des OAP, le PLU préserve la trame verte.

4.1.6. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la trame bleue et mesures proposées

Sur la partie Ouest du territoire, concernée par le SAGE Oudon, l'inventaire des zones humides a été réalisé en 2009 par le SAGE Oudon. Sur la partie Est du territoire, concernée par le SAGE Mayenne, une prélocalisation a été réalisée (données Geopal). Parallèlement, des inventaires complémentaires ont été menés par EF-Etudes en 2017 et 2019 sur les zones à urbaniser et ont conclu à la présence de zones humides sur une partie des secteurs 1AUE et 2AU, permettant ainsi d'éviter toute dégradation. Ces inventaires et prélocalisations de zones humides ont été intégralement pris en compte dans le PLU sans modification de la délimitation des zones humides ou du réseau hydrographique. Le règlement du PLU rappelle les interdictions en matière d'urbanisation dans les zones humides : « Dans les zones humides, repérées aux documents graphiques par une trame spécifique, sont interdits :

- toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes,
- tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol. »

Dans la zone 2AU, une coulée verte est prévue afin de mettre en valeur la zone humide.

Les cours d'eau sont localisés essentiellement dans des secteurs naturels (NP) ou agricoles (A), permettant ainsi leur préservation. Dans les zones NP, le règlement du PLU précise que les constructions et installations autorisées ne doivent ni porter atteinte à l'environnement, ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels, zones humides et paysages.

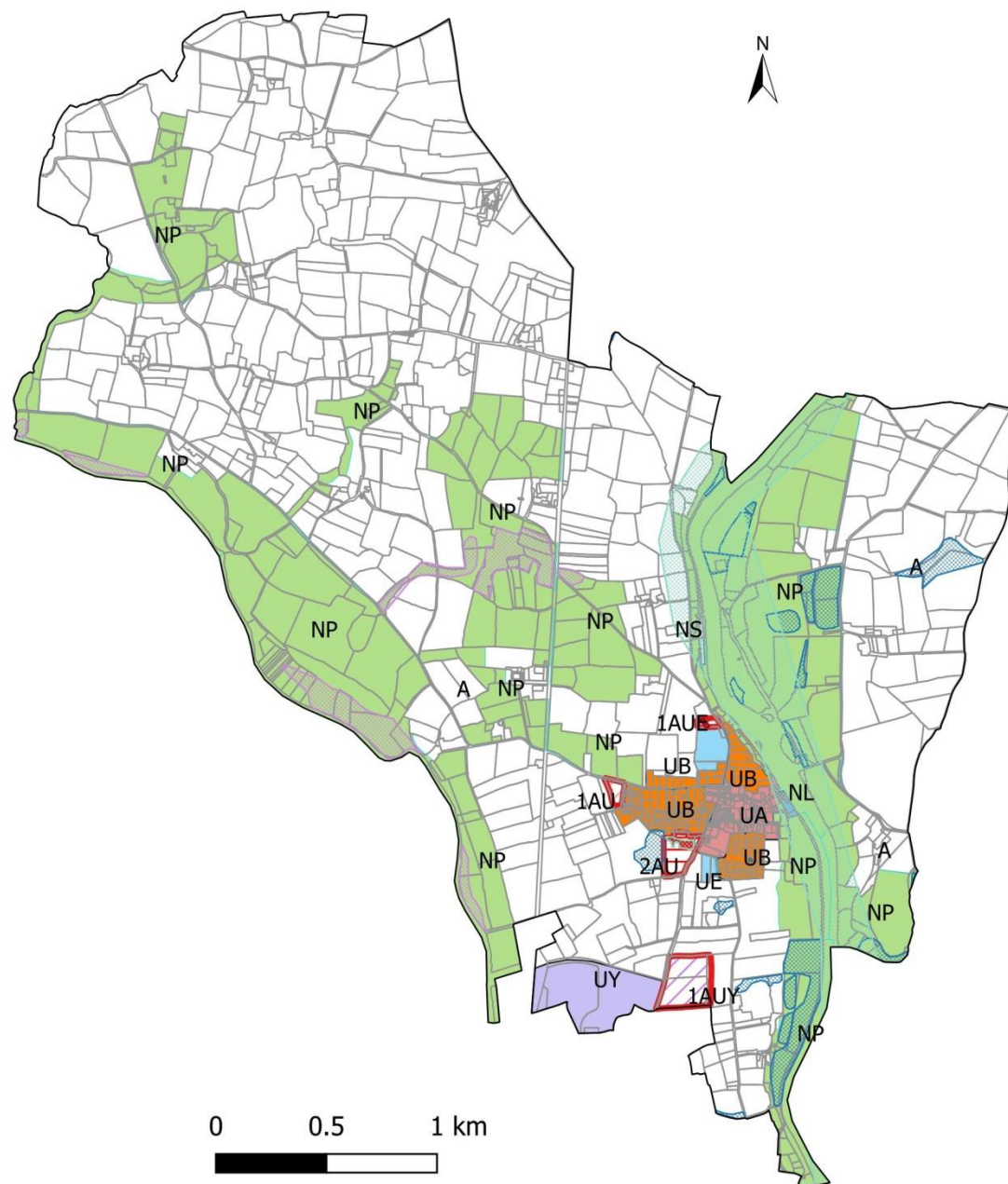
La zone NP couvre les sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysager. Enfin, aucun projet d'urbanisation ne se trouve aux abords de cours d'eau et aucune intervention n'est prévue sur ces derniers.

Au plan de zonage (ci-après), les zones humides sont localisées en grande majorité en zone NP (quelques-unes en zone A) permettant ainsi une meilleure protection de ces milieux humides. Les zones humides situées en zone 1AUE et 2AU sont reportées sur le document graphique par une trame adaptée.

Ce zonage assure la protection des zones humides au même titre que celle des espaces naturels remarquables.

Enfin, il est important de rappeler que l'intégration de l'inventaire au règlement du PLU ne dédouane pas la collectivité et les tiers dans le cas d'une éventuelle destruction ou altération de zone humide non-inscrite dans le document d'urbanisme.

Par les mesures réglementaires proposées et par leur retranscription au document graphique, le PLU préserve la trame bleue.



4.1.7. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la biodiversité et mesures proposées

Les dispositions réglementaires proposées dans le PLU de Montreuil Sur Maine participent largement de la préservation de la Trame Verte (boisements, haies bocagères) et Bleue (milieux humides et cours d'eau). Ces dispositions auront donc des incidences positives sur le maintien et le développement de la biodiversité à l'échelle locale.

De plus, les élus ont eu concomitamment à leur réflexion sur le PLU la volonté :

- De préserver certains espaces sensibles aux portes de l'agglomération en préservant de toute forme d'urbanisation certains sites en promontoire sur la vallée de la Mayenne (coteaux, versants),
- de dessiner une véritable ceinture verte depuis le Nord de l'agglomération en passant par l'Ouest pour se terminer au Sud. Son rôle sera autant paysager qu'environnemental.
- de valoriser les zones humides présentes dans le futur quartier Sud Ouest via une véritable coulée verte rejoignant progressivement la vallée de la Mayenne.

Cette mesure renforce la place du végétal dans la trame urbaine et participe au développement de la Trame Verte. La valorisation de la zone humide participe à la préservation de la trame bleue.

En outre, afin d'éviter la prolifération des espèces invasives et pour être compatible avec les documents supra-communaux (SDAGE, SAGE et SCOT), le règlement du PLU répond à l'enjeu des espèces invasives en favorisant la plantation de haies à l'aide d'essences locales.

Les dispositions réglementaires du PLU auront donc des effets positifs sur la biodiversité.

4.2. Impacts du PLU sur les espaces agricoles

4.2.1. Rappel du contexte et des enjeux :

Montreuil Sur Maine est une commune qui se caractérise par son caractère rural. Les espaces agricoles (surface agricole exploitée supérieure à 617 ha en 2017) représentent un part non négligeable de la superficie du territoire et participent à la « carte d'identité » de Montreuil Sur Maine.

Cette activité reste encore fortement implantée et diversifiée. La commune recense une dizaine d'exploitations qui occupent l'espace géographique du territoire de manière assez homogène. Le maintien de l'activité agricole est un enjeu économique, social, écologique et paysager pour le territoire. Il est important que le projet de PLU, et notamment ses projets de développement, soient conçus de manière à limiter les impacts qu'ils peuvent générer sur l'activité agricole afin de préserver sa dynamique et sa diversité.

4.2.2. Impacts du PADD sur les espaces agricoles

Incidences négatives du PADD

Le projet communal consistant à assurer sa croissance démographique et à maintenir l'emploi, serait source de consommation foncière, notamment de terres agricoles.

Les zones ouvertes à l'urbanisation (OAP) vont consommer des terrains agricoles (5.99 ha au total pour les zones 1AU, 1AUE et 1AUY).

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Le PADD affirme d'une part le besoin de protéger les espaces agricoles en dehors des espaces qui présentent des enjeux environnementaux ou de paysage forts et d'autre part de préserver l'activité économique majeure du territoire l'agriculture.

Il précise qu'« un juste équilibre sera recherché entre la nécessité de préserver, mettre en valeur l'environnement (les zones humides, la trame verte et bleue, les zones sources de biodiversité, la richesse faunistique et floristique, ...), et les besoins réels d'une agriculture en mutation ».

Il précise également que l'urbanisation future se fera de façon à réduire les incidences qu'elle peut engendrer sur la consommation de terres agricoles, notamment par le choix des sites d'urbanisation qui n'entraveront pas la reprise des outils de production existants et l'installation de jeunes exploitants.

Le PADD souhaite ne pas compromettre l'installation de petites structures agricoles. En ce sens lorsque certains sites de production de petite taille seront amenés à cesser, un maintien en zone agricole pourra être proposé.

Il prévoit également de « limiter les possibilités d'évolution du bâti des tiers au sein de l'espace rural, afin de ne pas amplifier le risque de multiplication des logements dans un espace dédié à la production » et de « proposer que les règles de création de nouveaux logements de fonction pour les exploitants agricoles soient établies dans un souci de modération de consommation de l'espace. »

Enfin, il prévoit que « durant la décennie à venir, les politiques urbaines à développer viseront en priorité une consommation d'espace modérée intégrant les possibilités réelles de la ville à se « reconstruire sur elle-même ».

Pour également confirmer son souhait de modérer la consommation d'espace et l'étalement urbain, le PADD précise que l'enveloppe urbanisée (constructible immédiatement) dans le cadre de la définition du plan de zonage du PLU sera redéfinie au plus juste, de manière à éviter certaines divisions foncières anarchiques et consommatrices d'espace.

4.2.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les espaces agricoles et mesures proposées

Un des objectifs du PLU est de maintenir l'agriculture sur le territoire et donc de préserver la surface agricole comme outil de production, mais aussi comme habitat de nombreuses espèces inféodées aux milieux ouverts. Pour ce faire, le zonage du PLU reconnaît et identifie ces secteurs agricoles. Le secteur A correspond aux terrains sur lesquels s'est développée l'activité agricole et se caractérise par la présence de terrains cultivés ou non, et de quelques constructions, liées ou non à l'exploitation agricole ou forestière.

Ce secteur a vocation à favoriser le maintien des activités et des milieux agricoles, à permettre le développement la diversification des activités agricoles sur le territoire, et à préserver les éléments de patrimoine et la qualité des sites et des milieux contribuant à l'identité du lieu.

Le règlement précise que les habitations (si elles sont nécessaires aux exploitations agricoles) et que le changement de destination d'un bâtiment agricole en habitation sont admises à conditions, notamment, qu'elles soient implantées à plus de 100 m de tout bâtiment ou installation agricole exploité par un tiers. Cette règle contribue à ne pas compromettre les activités agricoles.

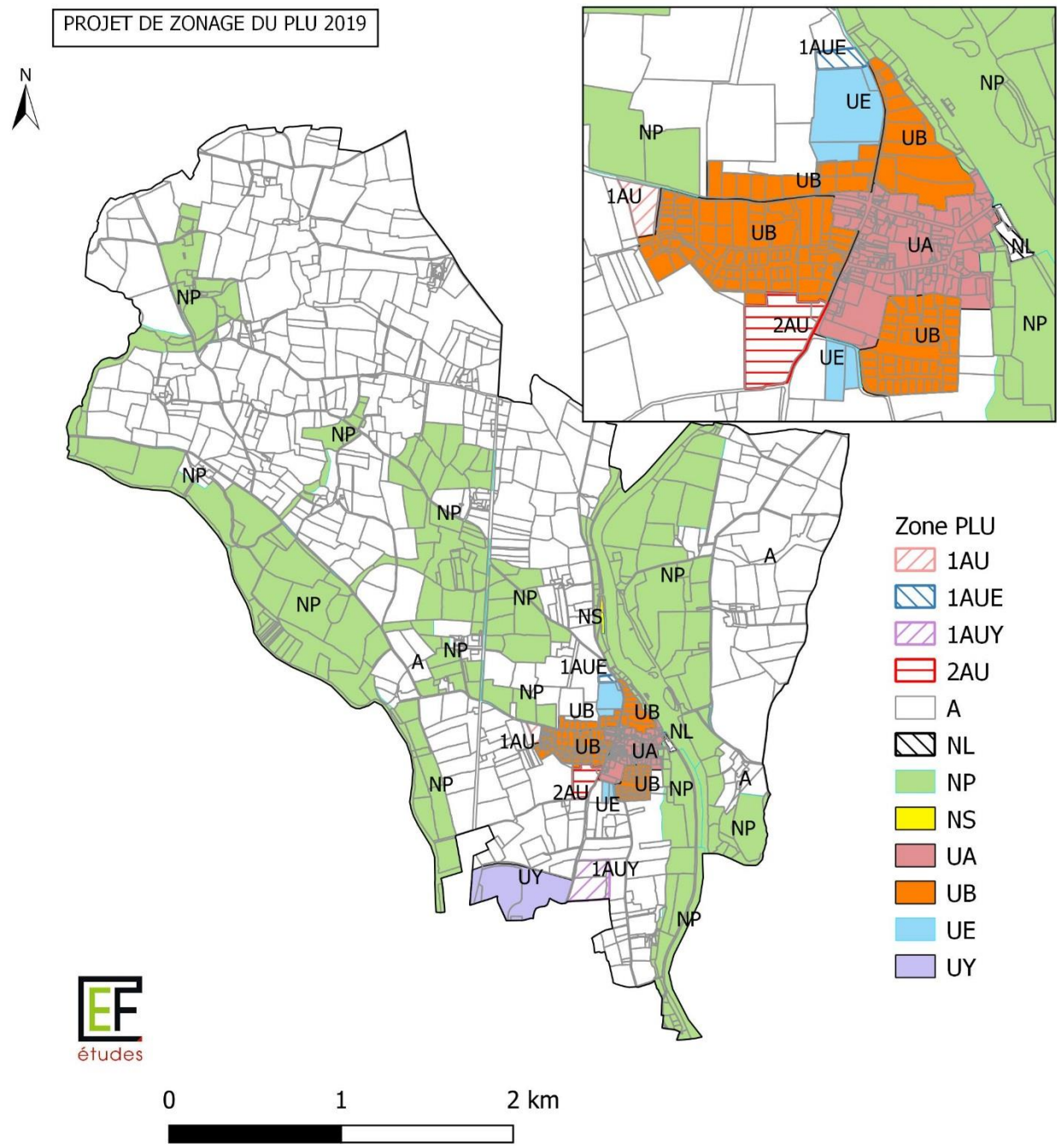
Le choix des OAP s'est porté sur des zones situées en prolongement de l'agglomération (secteurs 1AU), en prolongement de la zone d'équipements sportifs existants (secteur 1AUE) et en prolongement de la zone d'activité de la sablonnière située sur la commune du Lion d'Angers (secteur 1AUY).

Tableau comparatif des surfaces naturelles ou agricoles :

POS 2012		PLU 2019	
Nc et NCp (ha)	847.59	A (ha)	735.12
NDa (ha)	259	NP (ha)	362.5
Total (ha)	1106.59	Total (ha)	1097.62

On note donc que malgré l'ouverture à l'urbanisation de plusieurs secteurs, les surfaces réservées aux zones agricoles et naturelles sont restées relativement stables (diminution de 8.97 ha soit 0.8 %).

Par une consommation modérée des espaces agricoles et naturels, le PLU laisse à l'agriculture, l'espace nécessaire à son maintien et à son développement.



4.3. Impacts du PLU sur la consommation foncière

4.3.1. Rappel du contexte et des enjeux

L'enjeu principal est de permettre le développement de l'urbanisation pour accueillir les populations futures, tout en économisant le foncier. La limitation de l'étalement urbain et le développement de l'urbanisation en continuité des centres-bourgs, en extension de l'urbanisation existante et la réduction de la vacance, constituent donc les enjeux.

4.3.2. Impacts du PADD sur les sols et la consommation foncière

Incidences négatives du PADD

Le PADD affirme la volonté de maintenir une croissance démographique en se fixant un objectif d'accueil de 50 nouveaux logements pour les 10 prochaines années (4 à 5 nouveaux logements par an).

La production de logements génère inévitablement une consommation foncière pouvant occasionner des impacts sur les espaces agricoles et naturels. De plus, le projet communal prévoit l'extension d'une zone économique ainsi que la création d'une zone pour accueillir des équipements. Ces projets occasionnent une consommation de foncier.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Le PADD précise que la commune projette de mener une opération de densification et de reconquête urbaine sur un espace à l'arrière de la mairie, actuellement occupé par le parc d'une habitation (avec une densité qui pourrait être supérieure à 15 logements à l'hectare). De plus l'accent sera également mis sur les comblements de dents creuses au cœur de l'espace urbain.

De plus, il précise que les limites des zones constructibles (zones U) immédiatement en périphérie du bourg notamment, dans le cadre de la définition du plan de zonage du PLU seront redéfinies au plus juste, de manière à éviter certaines divisions foncières anarchiques et consommatrices d'espace.

Le PADD prévoit que 8 à 10 logements prennent place dans l'enveloppe urbaine. Les 40 logements restants seront réalisés en extension de l'enveloppe urbaine suivant un objectif de densité à minima de 15 logements à l'hectare.

De plus, la moindre consommation d'espace sera également assurée par l'absence de développement des villages et hameaux en favorisant la réutilisation du bâti existant sans consommation de nouveaux espaces naturels.

4.3.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la consommation foncière et mesures proposées

Les OAP prévoient une densité minimale de logements par hectare.

Tableau comparatif des ouvertures à l'urbanisation entre l'ancien POS et le projet de PLU :

POS 2012		PLU 2019	
Nab (ha)	8.27	1AU (ha)	0.7
NA (ha)	1.35	2AU (ha)	2.4
		1AUE (ha)	0.39
1NAy (ha)	13.41	1AUy (ha)	4.94
Total (ha)	23.03	Total (ha)	8.43

On note que comparé au POS de 2012, l'espace réservé aux OAP et à la zone 2AU a diminué de 14.6 ha.

De même, la surface réservée à l'ensemble des STECAL a été adaptée au plus juste puisqu'elle est passée de 1.56 ha à 0.9 ha dans le nouveau PLU.

Le PLU a donc défini au plus juste l'emprise nécessaire pour chaque secteur afin de limiter la consommation foncière.

4.4. Impacts qualitatifs et quantitatifs du PLU sur la ressource en eau

4.4.1. Rappel du contexte et des enjeux

Le réseau hydrographique est constitué :

- Du cours d'eau de l'Oudon et du ruisseau de Houissière (bassin versant Oudon),
- Du cours d'eau de la Mayenne et du ruisseau de la Roberdière (bassin versant Mayenne).

Certains de ces cours d'eaux se situent en tête du bassin versant de l'Oudon. La trame verte qui accompagne cette trame bleue représentée par la ripisylve est bien présente sur toutes les vallées.

En ce qui concerne l'eau potable La commune de Montreuil Sur Maine est alimentée en eau potable par le captage et l'usine de traitement de Chauvon, situé sur le Lion d'Angers. Les périmètres de protection de ce captage ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 7 juillet 2005. Montreuil Sur Maine est concernée par ces périmètres de protection.

Depuis le 01/01/2018, l'alimentation en eau potable est assurée par le Syndicat de l'Eau de l'Anjou. Le service est exploité en affermage par la Saur. Ce délégataire a notamment pour mission la gestion du fonctionnement, la surveillance et l'entretien des installations. Le réseau d'eau potable ne semble pas poser de problème et sa capacité permet d'accueillir de nouveaux branchements.

En matière d'assainissement, La compétence d'assainissement collectif de la commune de Montreuil Sur Maine est gérée par la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou. Les effluents sont traités aujourd'hui par une station d'épuration, nommée « La Roussière », par filtre planté (800 EH), située au-dessus du bourg, le long de la rive droite de la Mayenne. Elle assure le traitement des eaux usées du bourg. Elle dispose d'une capacité suffisante pour recevoir de nouveaux projets d'urbanisation (capacité résiduelle : 350 EH).

Il est prévu que les effluents domestiques de la zone 2AUY (extension de la zone économique de la Sablonnière) soient dirigés vers la station d'épuration du Lion d'Angers (capacité résiduelle de 3000 EH en 2019).

Un assainissement semi-collectif a été mis en place au lieu-dit « le Mesnil ». Cet assainissement est de type séparatif et fonctionne par filtre à sable. Il s'agit d'une fosse toutes eaux de 12 m³ et de 2 filtres à sables de 40 m² chacun soit 80 m² au total (capacité de traitement estimée à 14 EH). Une dizaine d'habitations y est raccordées. Peu de données sont disponibles sur cette station.

Dans le cadre de la révision de son PLU, la commune nouvelle n'a pas prévu de réviser ces zonages d'assainissement. En effet, la Communauté de communes a inscrit les révisions de zonage d'assainissement, des différentes collectivités la composant, pour 2021.

4.4.2. Impacts du PADD sur la ressource en eau

Incidences négatives du PADD

Au regard de l'identification des impacts du PLU sur la ressource en eau, il apparaît que des effets négatifs peuvent être engendrés par l'urbanisation de secteurs encore vierges de toutes constructions. L'urbanisation va en effet augmenter les surfaces imperméabilisées (toitures, parking, voiries) sur lesquelles l'eau pluviale va ruisseler et se charger en divers polluants (hydrocarbures, métaux lourds, huiles,...). Une augmentation des charges en eaux usées va également être induite par ces aménagements. Les incidences de ces augmentations dépendent de la capacité de traitement des infrastructures d'assainissement.

Enfin, l'accroissement démographique engendre inévitablement une augmentation de la consommation en eau potable parallèlement au fait que la production d'eau potable est actuellement suffisante pour répondre aux besoins de la population actuelle.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Le PADD affirme son intention de préserver la ressource en eau et notamment « la protection et la valorisation de la ressource en eau, tant du point de vue qualitatif que quantitatif constituant un des objectifs majeurs de la stratégie de protection de l'environnement ».

Pour ce faire, il précise qu'en parallèle des grands programmes de protection de cette ressource (*Directive Cadre sur l'Eau, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, ...*), plusieurs types d'actions vont être menées (ou favorisées) dans le PLU pour améliorer la qualité de l'eau et la gestion de cette ressource :

« • Faire évoluer les pratiques pour le développement ou la densification de nouvelles zones urbanisées (avec notamment la préconisation de techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales),

- Maintenir et reconstituer (si nécessaire) les haies et les talus en lien avec l'activité agricole,
- Maintenir et permettre le développement de pratiques agricoles favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau,
- Préserver les zones humides tant dans leur rôle fonctionnel que pour leurs qualités écologiques,
- Intégrer la présence des périmètres de protection du captage d'eau de Chauvon dans la politique d'aménagement et de développement. »

Pour rappel, la Communauté de communes a inscrit les révisions de zonage d'assainissement, des différentes collectivités la composant, pour 2021.

4.4.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la qualité des cours d'eau et mesures proposées

D'une part, tous les cours d'eau sont quasi exclusivement classés en (NP), permettant ainsi leur préservation. Ce zonage « NP » couvre des sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysager et à vocation à favoriser le maintien des espaces naturels, notamment les cours d'eau. D'autre part, aucune zone de projet n'est située aux abords des cours d'eau.

En matière d'eaux usées, le règlement du PLU prévoit le raccordement de l'ensemble des zones à urbaniser au réseau de collecte des eaux usées. Les zones 1AU et 1AUE seront raccordées à la station du bourg de Montreuil Sur Maine tandis que la zone 1AUY sera raccordée à la station du Lion d'Angers. Ces stations d'épuration existantes sont en capacité d'accueillir ces nouveaux projets. Concernant d'éventuels raccordement à la station du hameau de Ménil, il n'est pas prévu de nouvelles zones à urbaniser (OAP) dans ce secteur. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'a été recensé dans ce secteur. Ces dispositions permettent d'éviter l'augmentation du flux d'effluents à épurer par cette station.

Sur le plan de zonage, en plus des cours d'eau, le PLU a reporté les zones humides inventoriées par le Sage Oudon ou ayant fait l'objet d'un pré-localisation (territoire concerné par le SAGE Mayenne). EF Etudes a également vérifié la présence de zones humides sur les zones de projets (OAP).

En complément des règles inscrites dans les différentes zones, le règlement précise que sont interdites toutes les constructions et occupations du sol, à l'exception des aménagements et installations ayant pour objet la préservation ou la restauration des zones humides et les aménagements légers ne portant pas atteinte à l'intégrité de la zone humide. Ces zones humides sont situées pour l'essentiel le long des cours d'eau. Leur protection participe de ce fait à la préservation des cours d'eau et à l'amélioration de leurs états écologique et chimique.

Les haies bocagères participent également à la régulation des écoulements superficiels et à l'amélioration de la qualité des cours d'eau. Au plan qualitatif, Elles réduisent le transfert des pollutions en direction des cours d'eau et les phénomènes d'eutrophisation dus à des apports excessifs en nutriments. Ceci aura des effets positifs également en aval, au regard de la problématique « nitrates ». Il est à noter que, dans le PLU de Montreuil Sur Maine, environ 64.2 km de haies bocagères (contre 27 Km dans l'ancien POS) ont été repérées sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. Par ailleurs, sur les 90 ha de bois que comporte la commune, 57.6 ha de bois vont être protégés de manière souple au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et 26 ha en EBC. Une partie de ces bois se situe en bordure des cours d'eau. Ces mesures permettent de protéger le patrimoine bocager, mais aussi de contribuer à la bonne qualité des eaux superficielles.

Le PLU va donc avoir des effets positifs sur la qualité des cours d'eau, dans la mesure où le zonage et les prescriptions réglementaires du PLU préservent les milieux humides et la trame verte aux abords de ces cours d'eau qui sont favorables à la qualité de la ressource en eau.

4.4.4. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur l'eau potable et mesures proposées

Le site de production de Chauvon au Lion d'Angers et le maillage avec le réseau AEP du Syndicat de l'Eau de l'Anjou permettent d'assurer une production d'eau potable suffisante pour répondre aux besoins de la population actuelle. Le projet de PLU de 50 nouveaux logements sur les 10 prochaines années, soit une estimation de 125 habitants supplémentaires (en considérant 2.5 habitants par logement) devrait mener la commune à 850 habitants environ à l'horizon 2028. Cette croissance démographique va donc accroître la consommation en eau potable.

Sur la base d'une consommation moyenne de 80 à 100l/j/habitant, on peut estimer que le développement de l'urbanisation (50 nouveaux logements ou 125 habitants) prévu dans le PLU, générera une demande supplémentaire de 12.5 m³/j, soit environ 4563 m³/an. Les unités de production du syndicat qui approvisionnent la commune en eau potable, et qui assurent une production de 810 m³/h (19440 m³/j), seront en mesure de satisfaire l'augmentation de la demande en eau potable.

Concernant la protection de la ressource, la majeure partie de la commune et notamment le centre bourg est située dans le périmètre de protection éloignée du captage d'eau potable du Chauvon (prise d'eau dans la Mayenne située sur la commune du Lion d'Angers). A l'intérieur de ce périmètre, seule la réglementation générale s'applique.

Les périmètres de protection rapprochée sensible et complémentaire du captage d'eau potable du Chauvon sont pris en compte dans le PLU puisque ni aucune OAP ni la zone 2AU ne sont prévues à l'intérieur de ces périmètres. Du point de vue du zonage, le périmètre rapproché sensible est classé intégralement en zone NP. Le périmètre rapproché complémentaire est classé essentiellement en zone NP (avec une partie d'un STECAL de 1500 m² en zone NL concernant une aire de camping-cars équipée de bloc sanitaire et de zone de vidange raccordés au réseau d'assainissement collectif) et A.

Seule la zone UB située dans la partie Sud du bourg ainsi qu'une faible partie du Sud de la zone A (environ 3000 m²) sont concernées par le périmètre rapproché complémentaire de ce captage. Concernant ces zones, le règlement prévoit que « l'assainissement collectif est imposé dans toute nouvelle opération d'aménagement » et que « tout bâtiment doit être raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées dans les conditions et selon les modalités définies par le gestionnaire du réseau ». De plus, en zone UB, il précise que : « le rejet au réseau public des eaux résiduaires d'origine autre que domestique, en particulier industriel ou artisanal, est soumis à autorisation préalable à solliciter auprès de l'autorité compétente et peut être subordonné à un traitement approprié conformément aux règlements en vigueur ».

Par ailleurs, l'ancienne zone NDf du POS située à l'Est du bourg qui était dédiée aux équipements épuratoires collectifs a été remplacée par une zone NP et une petite partie de la zone NL. La zone dédiée aux équipements épuratoires était située dans le périmètre de protection rapprochée du captage. Le fait de supprimer cette zone, du fait même du déplacement de l'équipement épuratoire, permet d'éviter les risques de pollution directs à l'intérieur de ce périmètre. De plus, regrouper l'ensemble de la zone NS plus en amont du captage permet de respecter les prescriptions de l'arrêté de déclaration d'utilité publique du captage de Chauvon (arrêté du 7 juillet 2005).

Le PLU prend donc en compte la protection de la ressource en eau potable et à même des effets positifs.

4.4.5. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les eaux usées et mesures proposées

Assainissement collectif

Du point de vue du règlement de PLU, l'assainissement collectif est imposé dans toute nouvelle opération d'aménagement. Tout bâtiment qui le nécessite doit être raccordé au réseau collectif d'assainissement des eaux usées dans les conditions, et selon les modalités définies par le gestionnaire du réseau. L'évacuation directe des eaux usées dans les rivières, fossés ou égouts pluviaux est interdite. Pour les parcelles non desservies ou non raccordées, les nouveaux bâtiments devront être desservis ou raccordés au réseau collectif public d'assainissement (à la charge du constructeur ou de l'aménageur).

Toute parcelle détachée par division d'une parcelle desservie, qui du fait du détachement n'est plus considérée comme desservie, pourra être urbanisée à condition de la réalisation de l'assainissement collectif, à la charge de l'aménageur ou du constructeur.

Ceci étant posé, il est à noter que le projet de PLU de Montreuil Sur Maine prévoit de construire environ 50 nouveaux logements dans les 10 prochaines années et que l'essentiel de ces nouveaux habitants viendra s'implanter en extension de l'urbanisation existante, dans la zone classée 1AU du PLU et dans les dents creuses étant déjà de l'enveloppe urbaine. Dans ces zones, le réseau est déjà existant et justifie leur urbanisation sans impacts sur le milieu superficiel.

La station d'épuration du bourg de Montreuil Sur Maine (la Roussière) dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour traiter les eaux usées des 50 futurs raccordements du centre bourg (capacité résiduelle estimée à 350 EH). La station d'épuration du bourg de Montreuil Sur Maine est donc en mesure d'épurer les charges supplémentaires d'eaux usées générées par le développement de l'urbanisation.

Concernant la station d'assainissement semi-collectif du hameau de Ménil d'une capacité estimée à 14 EH, aucun projet d'ouverture à l'urbanisation n'est prévu dans ce secteur. De plus, aucun bâtiment pouvant faire l'objet d'un changement de destination n'a été identifié au plan de zonage dans ce secteur. Ces choix permettent d'éviter l'augmentation du flux d'effluents à épurer par cette station.

Dans le cadre de la révision de son PLU, la commune nouvelle n'a pas prévu de réviser ces zonages d'assainissement. En effet, la Communauté de communes a inscrit les révisions de zonage d'assainissement, des différentes collectivités la composant, pour 2021.

Assainissement non collectif (ANC)

En ce qui concerne l'assainissement non collectif des eaux usées domestiques, les annexes sanitaires du PLU précisent que « le particulier, dont le logement ne relève pas de l'assainissement collectif, a l'obligation de mettre en place une installation d'assainissement autonome conforme et d'en assurer l'entretien. Quelles que soient les actions entreprises par la collectivité, le propriétaire demeure responsable de l'état de ses installations (article 31 de la loi sur l'eau et dispositions du Code rural). »

Les habitations qui seraient construites en dehors de la zone d'assainissement collectif définie par le zonage d'assainissement, devront répondre aux exigences de la réglementation en vigueur (l'arrêté du 7 mars 2012).

Le service Public d'Assainissement Non Collectif est assuré par la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou pour les contrôles de conception, de réalisation et les contrôles périodiques de bon fonctionnement.

Conformément à la Loi sur l'Eau mais également aux objectifs des SAGE et du SCoT, le SPANC est mis en place et ses actions entreprises vont permettre de résoudre les désordres sanitaires et qualitatif sur le milieu récepteur.

4.4.6. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les eaux pluviales et mesures proposées

Le règlement du PLU précise que pour le recueil et la gestion des eaux pluviales, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier. Les circulations (*accès au garage, allée privative, aire de stationnement*) doivent être conçus de façon à permettre à l'eau de pénétrer dans le sol : recours à des dalles alvéolées, revêtements drainants, allées empierrées.

Concernant les zones UA, UB, UY, UE, 1AU, 1AUE, A et N, le règlement précise également que Les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.

Enfin, pour rappel, les futures opérations urbaines réalisées dans le cadre du PLU devront respecter les obligations réglementaires en termes de gestion des eaux pluviales (article R 214-1 du Code de l'Environnement notamment, et du SDAGE Loire Bretagne). Une gestion des eaux pluviales avec régulation est nécessaire pour tous les projets de surfaces supérieures à 1 hectare dans le cadre de la loi sur l'eau, code de l'environnement 214 –1 à 214 –7.

4.5. Impacts du PLU sur le climat, l'air et les énergies

4.5.1. Rappel du contexte et des enjeux

Montreuil Sur Maine est caractérisée par un climat tempéré chaud avec des températures et des pluviométries moyennes. Les vents dominants sont les vents de Ouest / Sud-Ouest et Nord / Nord-Est pouvant présenter de légères variations saisonnières.

Concernant la qualité de l'air, aucune station de mesure n'est présente sur la commune. Les stations de mesure les plus proches ne sont pas représentatives du contexte (milieu urbain). La commune n'est toutefois pas classée en zone sensible pour la qualité de l'air par le Schéma Régional Climat Air Energie.

D'une manière générale, la commune est un territoire dont la consommation énergétique et les émissions de GES sont répartis entre les secteurs des transports, du résidentiel-tertiaire et de l'agriculture.

Un document cadre qui intègre des éléments de plusieurs autres plans a été arrêté le 18 avril 2014, il s'agit du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) qui fixe des objectifs et des orientations à l'horizon 2020 sur la région Pays de la Loire. Récemment, c'est le Pays de l'Anjou bleu en partenariat avec Anjou Bleu Communauté et la Communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou ont amorcé la démarche de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

Pour rappel, le PCAET au niveau règlementaire détermine des objectifs et des actions concrètes pour lutter et s'adapter au changement climatique. Il permet également de répondre, à l'échelle locale, aux objectifs nationaux fixés par la loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte et de respecter les engagements énoncés lors de la COP 21 en décembre 2015 et précédentes.

Ses objectifs sont :

- De réduire de 50% la consommation d'énergie finale d'ici 2050 (par rapport à 2012),
- réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2030,
- passer à 32% d'énergies renouvelables en 2030.

Il prend en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions :

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre,
- Adapter le territoire au changement climatique,
- Réduire les consommations d'énergie du territoire,
- Améliorer la qualité de l'air,

- Développer les énergies renouvelables.

Vis-à-vis du PCAET, l'implantation des fonctions urbaines (habitations, activités, commerces, équipements) doit permettre de limiter les déplacements motorisés individuels et de favoriser l'utilisation des transports collectifs et les modes doux. Enfin, au niveau énergétique, le développement des énergies renouvelables apparaît comme un enjeu important.

Sur le territoire communal, les principaux enjeux vis-à-vis de cette thématique sont liés à la lutte contre le changement climatique, au développement des modes de déplacements alternatifs à l'automobile (vélos, piétons), et aux pratiques multimodales de déplacement, et à l'utilisation des énergies renouvelables.

4.5.2. Impacts du PADD sur le climat, l'air et les énergies

Incidences négatives du PADD

L'augmentation du nombre de constructions qu'elles soient à vocation d'habitat, économique ou d'équipement, à l'échelle du PLU, va engendrer une augmentation de la consommation en énergie.

De plus, un accroissement des déplacements automobiles va certainement accompagner le développement résidentiel et ainsi, engendrer des consommations énergétiques (carburants) et des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

La commune souhaite, à travers son projet politique et dans la mesure de ses capacités, inciter à moins de déplacements motorisés et à plus de déplacements collectifs ou à plus de déplacements doux.

En effet, Les programmes d'habitat, de développement économique, vont se polariser sur l'agglomération ou dans la continuité de sites économiques existants.

Le PADD souhaite réduire les déplacements motorisés et favoriser les déplacements moins polluants par :

- La mise en place de programmes d'habitat, de développement économique se polarisant sur l'agglomération ou dans la continuité de sites économiques existants (nota la zone de la Sablonnière est déjà raccordée au bourg de Montreuil sur Maine via une liaison douce),
- Les développements urbains centrés et connectés aux centres de vie et d'intérêts de la collectivité via des liaisons douces et sécurisées (la commune va notamment créer une nouvelle liaison douce entre le lotissement du Bois Marin et la place de la mairie. Elle empruntera la coulée verte devant être mise en place dans le futur quartier Sud Ouest).
- Une meilleur connexion du réseau cyclable et piétonnier lorsque cela sera nécessaire.

4.5.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le climat, l'air et les énergies et mesures proposées

Le règlement du PLU n'impose pas l'utilisation des énergies renouvelables au sein des bâtiments, mais il les encourage « *Le recours aux matériaux sains et recyclables ou aux techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche environnementale est fortement encouragé* ». Le règlement précise toutefois que les installations techniques liées à la régulation de la consommation d'énergie du bâtiment, tels les panneaux solaires, ou tous les autres dispositifs conformes au développement durable (*récupération des eaux de pluie, éoliennes par exemple*) devront être disposés de façon à s'intégrer au mieux à l'architecture du bâtiment et à sa logique de composition.

De plus en affichant la volonté de densification du bourg, le règlement participe de la réduction des besoins de déplacements motorisés, ainsi que de l'augmentation de l'attractivité des modes de déplacements doux.

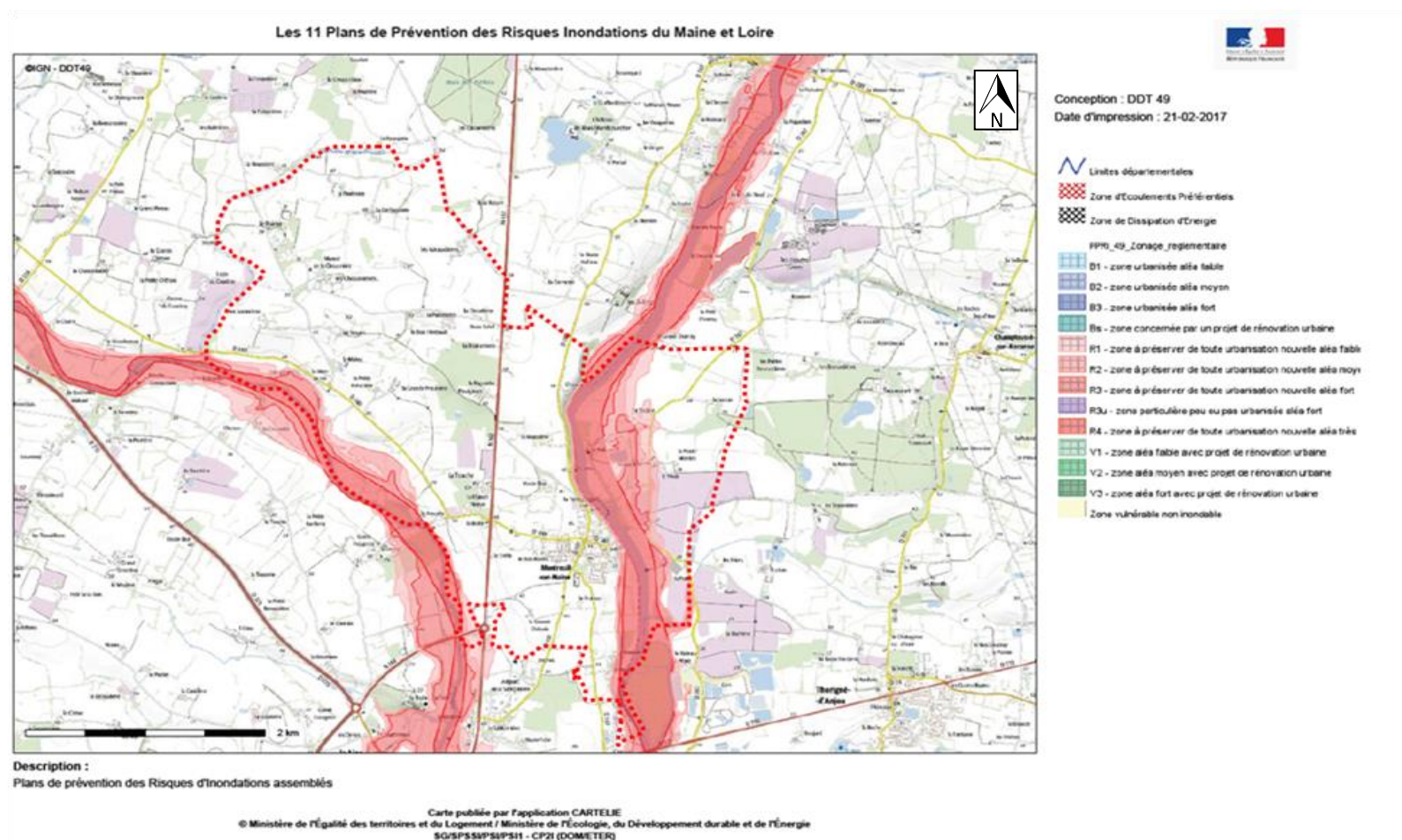
Enfin, Le choix d'implantation des OAP s'est porté sur des secteurs permettant de conserver ou créer des liaisons douces.

Ainsi, le PLU met en œuvre des mesures pour tendre vers une réduction de l'utilisation d'énergie carbonée et contribue à l'amélioration de la qualité de l'air et à ne pas ajouter de GES.

4.6. Impacts du PLU sur les risques majeurs

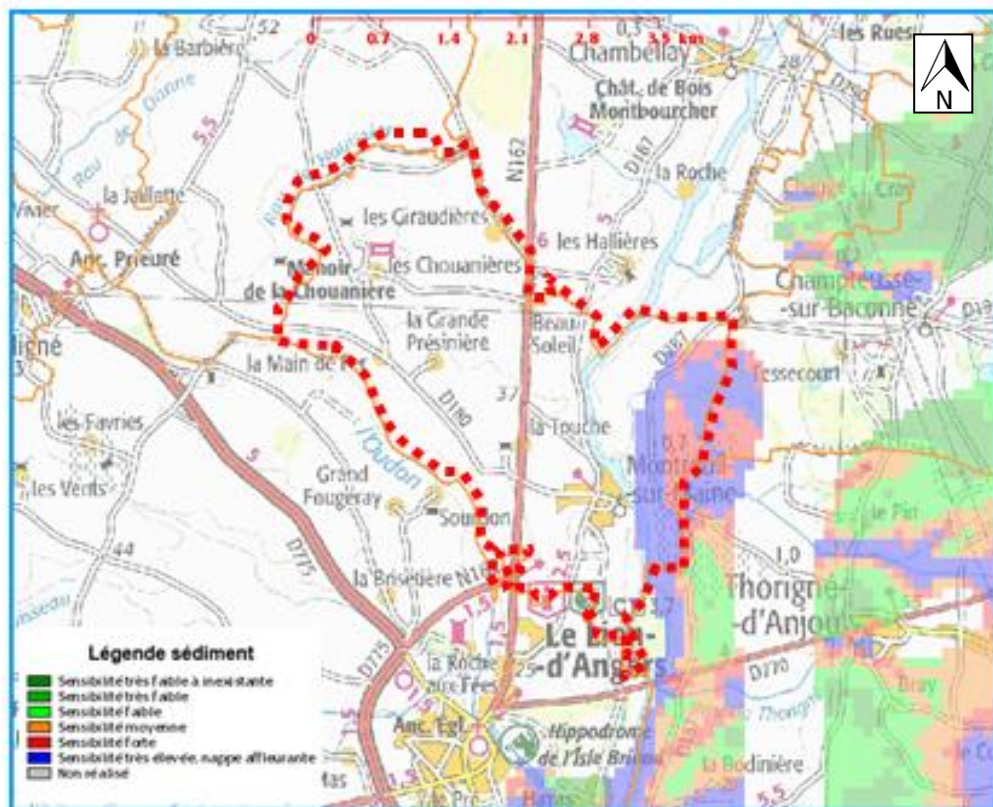
4.6.1. Rappel du contexte et des enjeux

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par le plan de prévention des risques d'inondation des Vals Oudon-Mayenne et est soumise à des risques naturels et technologiques.



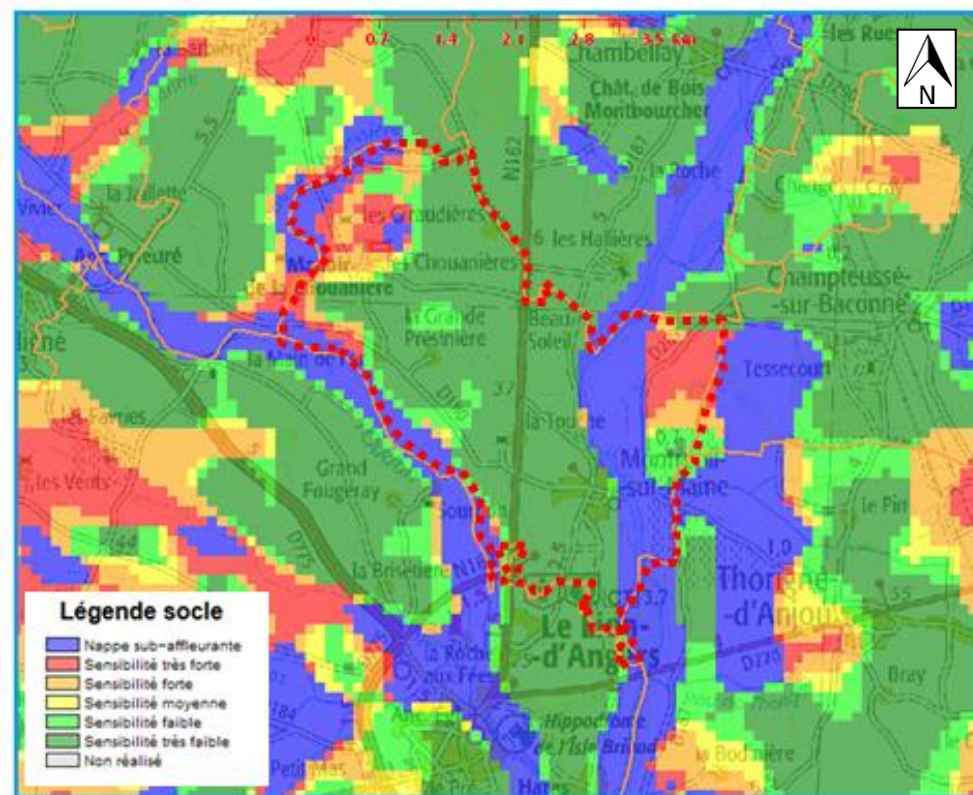
De plus, la commune est concernée par les remontées de nappe par le socle et par les sédiments.

Carte des remontées de nappes par les sédiments sur Montreuil-sur-Maine (Source : inondationsnappes.fr)



Carte des remontées de nappes : www.inondationsnappes.fr

Carte des remontées de nappes par le socle sur Montreuil-sur-Maine (Source : inondationsnappes.fr)



Carte des remontées de nappes : www.inondationsnappes.fr

La commune de Montreuil Sur Maine est également concernée par un risque de mouvement de terrain type « retrait/gonflement des argiles » avec un aléa faible.

La commune de Montreuil Sur Maine est concernée par un risque sismique (aléa faible - zone 2). Son application n'entraîne pas d'obligation sur l'usage des sols.

Concernant le risque Radon, la commune n'est pas concernée par ce risque (catégorie 1 soit le potentiel le plus bas).

Remarque : la commune voisine du Lion d'Angers est classée en catégorie 3.

Aucune activité n'est concernée par un PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques). La commune de Montreuil Sur Maine n'est concernée par le risque de transports de matières dangereuses (source DDRM).

4.6.2. Impacts du PADD sur les risques majeurs

Incidences négatives du PADD

Le développement urbain (habitants supplémentaires, nouvelles constructions, etc.), conduit potentiellement à augmenter la vulnérabilité du territoire et des personnes face aux risques. De plus, en rapport avec le risque inondation, l'imperméabilisation des sols engendre un accroissement des ruissellements.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Dans le PADD, il est notamment prévu :

- D'informer les pétitionnaires concernés sur la nature des risques existants, leur dangerosité, et les dispositions particulières à prendre en cas de projet,
- De se conformer strictement aux dispositions du PPRI,
- D'éviter la mise en place ou le développement des projets dans les zones les plus sensibles aux risques.

Le PADD affirme clairement ne pas accroître les personnes et les biens exposés aux risques et nuisances connus.

4.6.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les risques majeurs et mesures proposées

En ce qui concerne les risques naturels, le PPRI a été pris en compte et est reporté sur le zonage de PLU. La portion du territoire concernée par le PPRI est classée quasiment exclusivement en zone (NP) liée à la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. Seules quelques parcelles inondables sont également classées en zone A (agricole), UA (quartier historique correspondant à des fonds de parcelles déjà construites), en STECAL NS (équipements épuratoires existants) et en STECAL NL (zone de loisirs pour partie déjà existante).

Le règlement précise par ailleurs que dans ces zones inondables, identifiées aux documents graphiques par une trame particulière, « certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI... et notamment les remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. »

De plus, l'ensemble des OAP se situe hors zones inondables identifiées par le PPRI.

Par le choix de l'implantation des secteurs d'implantation des OAP hors des secteurs inondables et par le respect des dispositions du PPRI, le projet de PLU prend en compte le risque d'exposition des populations et des biens vis-à-vis du risque d'inondation.

4.7. Impacts du PLU sur les nuisances sonores

4.7.1. Rappel du contexte et des enjeux

En matière de bruit, la commune de Montreuil Sur Maine n'est pas concernée par le plan d'exposition aux bruits dans l'environnement. Elle fait néanmoins l'objet d'un arrêté préfectoral avec un classement sonore d'infrastructures routières :

Nom de l'infrastructure routière	Catégorie	Largeur de la bande affectée par le bruit
RN 162	3	100 m

4.7.2. Impacts du PADD sur les nuisances sonores

Incidences négatives du PADD

La création de nouvelles zones à urbaniser et la densification de certains secteurs engendrent forcément une augmentation du trafic sur les voies de desserte et un accroissement des niveaux sonores à proximité de celles-ci pouvant être à l'origine d'une gêne pour les riverains.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Bien que l'impact des nuisances sonores soit peu encadré par les pièces réglementaires du PLU, le PADD encourage le développement des déplacements doux (marche, vélo) qui occasionneront moins de bruit, et vise à ne pas accroître les biens et les personnes exposés vis-à-vis des nuisances.

4.7.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur les nuisances sonores et mesures proposées

Le règlement précise que dans les secteurs de nuisances affectés par le bruit, reportés sur les documents graphiques du règlement, les bâtiments à construire, devront présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs.

Par ailleurs à son échelle, la commune a pour objectif de limiter les nuisances sonores dues aux trafics routiers en favorisant les déplacements alternatifs à la voiture. Pour ce faire, le PLU intègre des mesures telles que le développement de liaisons douces et le choix des zones d'urbanisation future répond à un critère de proximité vis-à-vis des commerces, services et équipements publics. Ceci se traduit par des mesures concrètes avec le maintien ou la création de liaisons douces qui desserviront certaines OAP.

Enfin, l'ensemble des zones à urbaniser que ce soit à court et moyen terme (OAP) ou à long terme (zone 2AU) est implanté hors de la zone affectée par le bruit de la RN162.

4.8. Impacts du PLU sur la gestion des déchets

4.8.1. Rappel du contexte et des enjeux

Sur la commune de Montreuil Sur Maine, le Syndicat Intercommunal du Segréen pour le Traitement des Ordures (SISTO) assure la collecte et le traitement des ordures ménagères ainsi que la collecte sélective.

La déchèterie dans laquelle les habitants de Montreuil Sur Maine peuvent déposer leurs déchets est située dans la ZI de la Sablonnière au Lion d'Angers.

L'ensemble du territoire syndical est collecté pour les ordures ménagères, ainsi que pour les déchets recyclables.

La collecte des ordures ménagères résiduelles se fait tous les 15 jours.

Pour la collecte sélective, un ramassage est assuré :

- Pour les emballages ménagers : une fois par semaine,
- Pour les verres et les papiers : toutes les 4 semaines sur Montreuil Sur Maine.

Deux points d'apports volontaires permettent également d'y déposer le papier, le verre, les emballages ménagers.

Les enjeux sont la localisation des conteneurs, pérenniser et optimiser le réseau de collecte et les équipements de traitement, de poursuivre le tri sélectif et surtout d'inciter à la réduction des déchets « à la source » pour les particuliers et les entreprises.

4.8.2. Impacts du PADD sur la gestion des déchets

Incidences négatives du PADD

L'accroissement démographique engendré par le PLU, ainsi que la création d'activités économiques, vont entraîner une augmentation du gisement de déchets.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

La question des déchets ne relève pas directement du PLU, cependant elle représente une nuisance que le PLU doit intégrer au moins dans ses annexes sanitaires.

4.8.3. Impacts des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur la gestion des déchets et mesures proposées

La gestion des déchets est peu encadrée par les pièces réglementaires du PLU. Le règlement précise toutefois que les dépôts sauvages de ferrailles, déchets, matériaux divers sont interdits. Tout nouvel accès ou nouvelle voie doit présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité et de desserte de la collecte des ordures ménagères.

4.9. Impacts du PLU sur le paysage

4.9.1. Rappel du contexte et des enjeux

La commune se caractérise par son caractère rural. Les espaces naturels et agricoles, nombreux sur la commune, participent de la qualité du cadre de vie et du paysage du territoire.

Sur le plan patrimonial, la commune ne comprend aucun site à enjeux de type « UNESCO » ou « AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) ».

La commune dispose toutefois de nombreux éléments patrimoniaux qui concourent à son attractivité et à son dynamisme, aussi bien des bâtiments liés à l'agriculture que des éléments remarquables comme les châteaux et manoirs, etc. Enfin, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a identifié 7 sites archéologiques localisés avec précision. Ces sites susceptibles de receler des vestiges archéologiques de différentes périodes entraînent des servitudes souhaitées par le Service Régional de l'Archéologie des Pays de la Loire.

L'importance de certains sites justifie une protection dans le cadre du projet de PLU, soit à l'aide d'un zonage de type zone naturelle (abords d'éléments de patrimoine), soit par l'identification au titre de l'article L 151-19 du code de l'urbanisme (permis de démolir instauré au niveau du centre historique du bourg). Les principaux enjeux sont à la fois la protection et la valorisation de ces éléments patrimoniaux.

4.9.2. Incidences du PADD sur le paysage et le patrimoine

Incidences négatives du PADD

Le développement de l'urbanisation et la densification urbaine, peuvent porter atteinte à la qualité paysagère du territoire si aucune mesure de protection et de valorisation n'est mise en place. L'enjeu porte surtout sur la localisation, l'architecture des futures constructions et leur insertion dans l'environnement, pour assurer la préservation du patrimoine et du paysage.

Incidences positives du PADD (mesures de réduction et d'évitement)

Le PADD s'empare de cette thématique. Il est notamment prévu au Nord et au Sud de l'agglomération de préserver de toute forme d'urbanisation certains sites en promontoire sur la vallée de la Mayenne (coteaux, versants).

La préservation et la valorisation de l'organisation générale du paysage de Montreuil Sur Maine est un enjeu inscrit au PLU. En intégrant parfaitement les composantes du paysage communal (*espaces de production / vallées-vallons relativement naturels*), dans ses futurs choix de zonage, la commune souhaite s'assurer une préservation du paysage général de son territoire.

Elle souhaite également mettre en valeur le patrimoine environnemental et paysager de la commune en réaménageant une véritable ceinture verte depuis le Nord de l'agglomération en passant par l'Ouest pour se terminer au Sud. De plus, elle souhaite valoriser les zones humides présentes dans le futur quartier Sud Ouest via une véritable coulée verte rejoignant progressivement la vallée de la Mayenne.

En matière de patrimoine bâti, le PADD prévoit de préserver au titre du permis de démolir, certains éléments du patrimoine architectural non protégé actuellement au titre des monuments historiques, certains éléments du centre bourg (moulin ...) et de protéger strictement les abords de certains éléments patrimoniaux remarquables.

4.9.3. Incidences des dispositions réglementaires (zonage, règlement, OAP) sur le paysage et le patrimoine et mesures proposées

D'une manière générale, la localisation, l'architecture des futures constructions et leur insertion dans l'environnement, sont des éléments importants que le PLU prend en compte pour assurer la préservation du cadre de vie et du paysage.

Le règlement de PLU précise qu'en aucun cas, les constructions, installations et clôtures ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Les OAP sont définies sur les zones de projets de manière à minimiser les impacts sur le paysage en conservant une certaine continuité par rapports aux sites existants. Les haies à conserver et à valoriser, ainsi que les aménagements paysagers à créer sont indiqués sur chacune des OAP.

Le règlement précise par ailleurs que les massifs boisés, les haies et les arbres isolés identifiés comme constituant des éléments de paysage à protéger au titre de l'article L 151-23 doivent être maintenus et préservés de tout aménagement de nature à modifier leur caractère.

En ce qui concerne les éléments du patrimoine présentant une qualité architecturale, urbaine et paysagère identifiés aux documents graphiques en vertu du L.151-19 du code de l'urbanisme, ils doivent être conservés, faire l'objet d'une maintenance ou d'une restauration sauf nécessité de démolition pour des raisons sanitaires ou de sécurité ou pour la mise en œuvre d'une opération ayant un caractère d'intérêt général.

Enfin, les zones de présomption archéologique sont identifiées sur le plan de zonage du PLU de manière à ce que l'information puisse être transmise le plus en amont possible au pétitionnaire. Le PLU, rappelle que les demandes d'autorisation d'urbanisme (PC, PD, ITD), autorisation de lotir, décision de réalisation de ZAC situées à l'intérieur des zones définies soient communiquées au Préfet de Région (Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Régional de l'Archéologie), qui pourra prescrire les mesures d'archéologie préventive prévue dans le code du Patrimoine. Le règlement rappelle qu'un projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Aucune OAP n'est concernée par une zone de présomption archéologique.

Ainsi, le zonage, le règlement et les OAP auront des effets positifs sur le paysage compte tenu des objectifs de préservation et de valorisation des espaces naturels et des espaces paysagers du territoire.

5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PLU

5.1. Méthodologie

L'objet de ce présent chapitre consiste en une analyse spatialisée des incidences du PLU sur l'environnement qui vient compléter le précédent chapitre relatif à l'analyse thématique. Le PLU porte un certain nombre de projets susceptibles d'impacter les zones présentant un intérêt particulier pour l'environnement. Ces sites sont constitués principalement des secteurs de développement de la commune qui bénéficient d'une OAP.

Le plan de zonage du PLU ainsi que les orientations d'aménagement ont défini 3 secteurs de développement sur le territoire communal, avec une zone d'habitat, une zone d'activités économiques et une zone dédiée aux plateaux d'équipement pouvant avoir des incidences potentielles sur l'environnement.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) définissent les conditions d'aménagement et d'équipement des sites. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec les orientations d'aménagement, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone.

De plus, le PLU a défini une zone à vocation d'habitat (2AU) à urbaniser à long terme ainsi que des STECAL NS et NL pouvant avoir des incidences potentielles sur l'environnement. L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU est subordonnée à une modification ou à une révision du PLU.

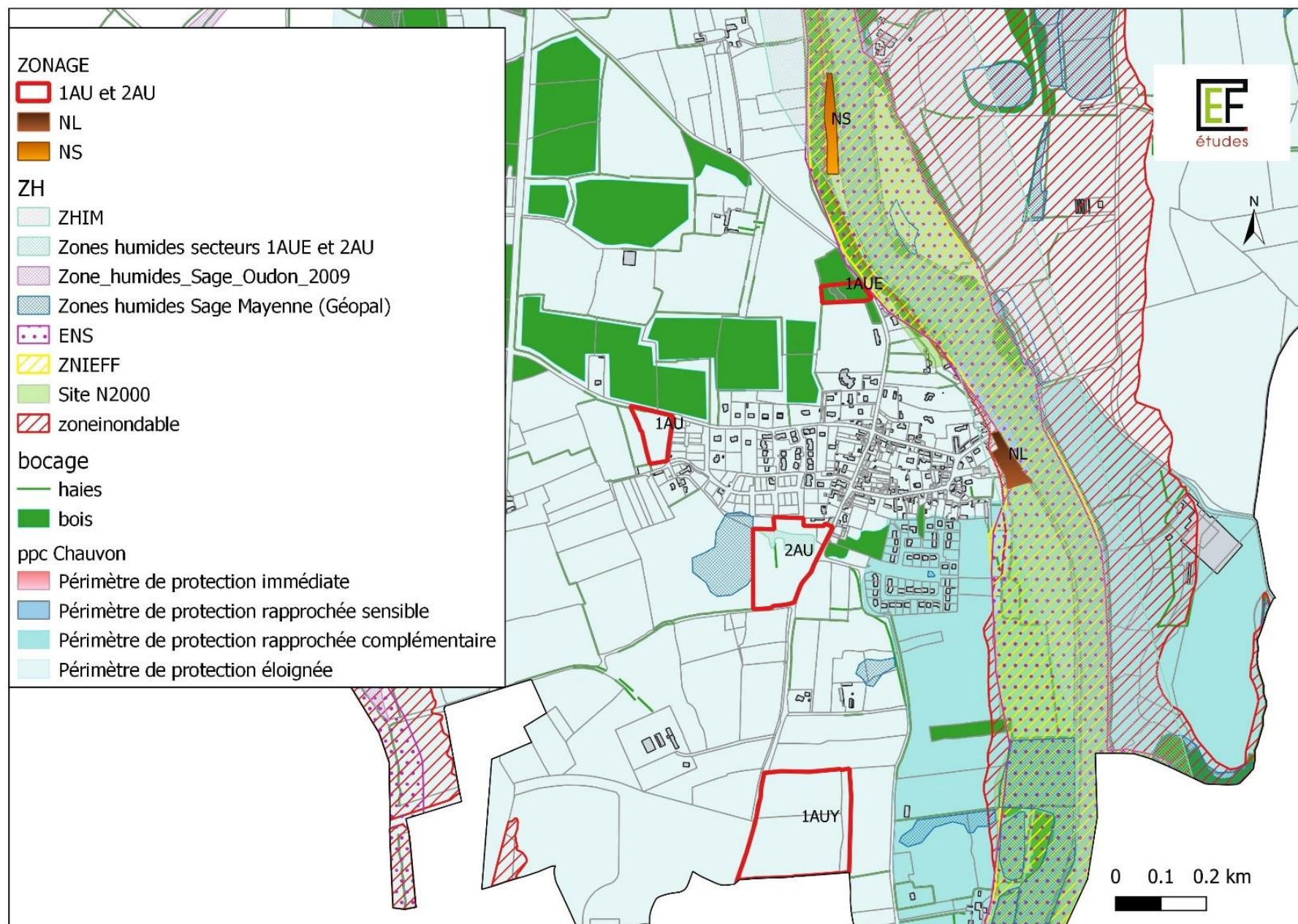
Le STECAL NS correspond à la station d'épuration du bourg existante et le STECAL NL correspond à une zone de loisirs. Dans les STECAL, les constructions sont autorisées sous réserve du respect du règlement du PLU.

Afin d'évaluer les impacts de ces sites, ils ont été mis en évidence sur la carte ci-dessous et ont été croisés avec les secteurs présentant un intérêt particulier pour l'environnement :

- Les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue ;
- Les zones humides inventoriées par sondage pédologique ou ayant été prélocalisées (partie du territoire concerné par le SAGE Mayenne) ;
- Les périmètres de protection de captage d'eau potable.

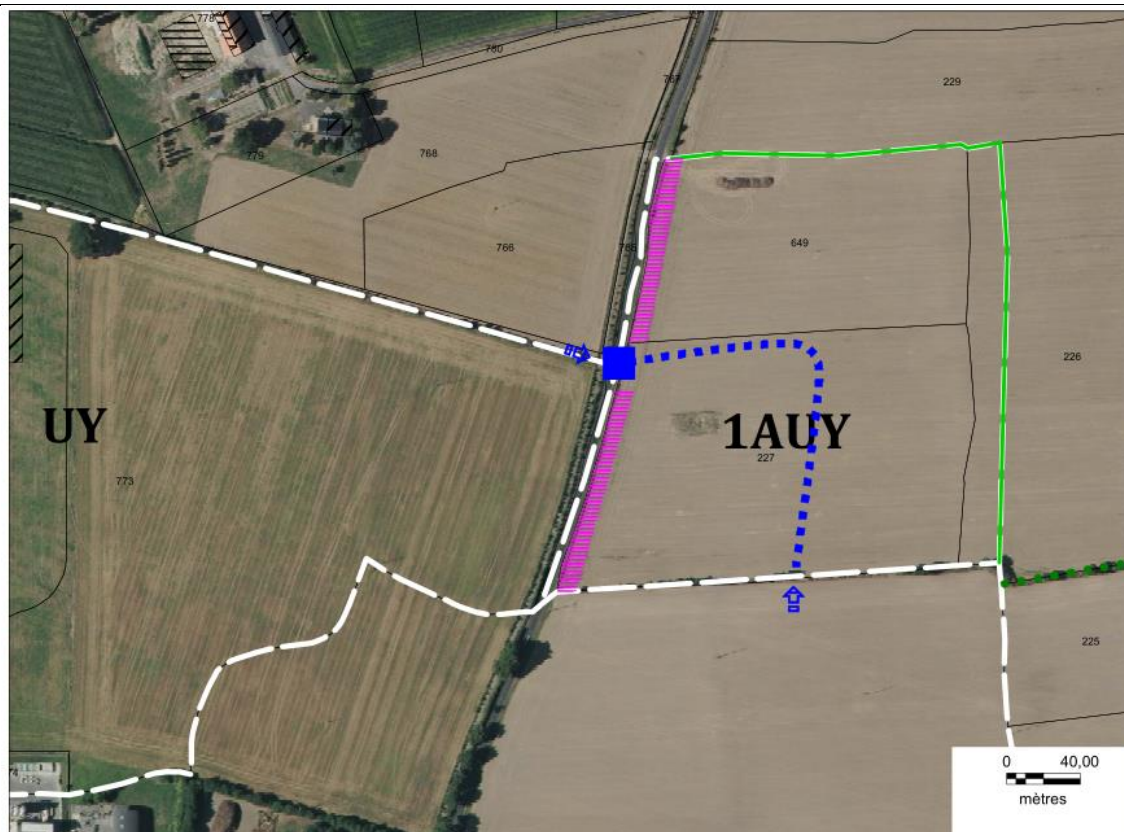
La méthode retenue pour évaluer les incidences sur ces secteurs s'articule en deux temps :







- Etat initial du site ;
- Mise en parallèle des incidences pressenties avec les mesures règlementaires du PLU (règlement de zone, OAP, zonage, etc.) permettant d'éviter, de réduire ou de compenser le cas échéant ces incidences. Ceci afin d'évaluer le niveau de protection des zones sensibles ou les incidences négatives éventuelles.



5.1. Site n°1 pour l'expansion de la zone économique de la Sablonnière (1AUY)

Contexte et localisation	Zone agricole située dans le prolongement Nord de la zone d'activités du Lion d'Angers
Surface	4.9 ha
Zonage ancien POS	NCp
Zonage PLU 2019	1AUY
Potentiel constructible en nombre de logements	/
Proximité service urbains	Site attenant à la zone d'activités existante et à proximité du lieu de vie
Mobilité & Modes doux	Accès direct par la RD 101 ou via un aménagement en cours provenant la RN162 ainsi que via une voirie à créer au Sud en prolongement de la zone économique du Lion d'Angers. La zone est déjà raccordée au bourg de Montreuil sur Maine via une liaison douce.
Gestion de l'eau & réseaux	Le règlement prévoit que cette zone soit en assainissement collectif. Une extension du réseau EU est prévue le pour raccordement de la zone d'activité vers le réseau du Lion d'Angers. Réseau AEP déjà présent le long de la RD101. Site concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon.
Paysage & Patrimoine	Front végétal à constituer.
Risques	/
Agriculture	Parcelle actuellement cultivée.
Biodiversité	Ce secteur correspond à une parcelle cultivée (Code CORINE Biotope 82.1). Un front végétal sera à constituer en bordure Est et Nord de la zone. Ce site ne montre aucune espèce remarquable recensée, ni de cours d'eau ni de zone humide.



-  Principaux accès au site
-  Voirie structurante à créer
-  Aménagement sécuritaire à prévoir
-  Maintenir un retrait suffisant sur la route départementale (élargissement de la voie - intégration des formes urbaines potentielles)
-  Front végétal à constituer
-  Haies à préserver

Principes :

Extension de la zone économique de la Sablonnière.

Rechercher une certaine continuité urbaine (organisation, implantation, volumétrie, hauteur, ...) par rapport au site économique existant en partie Sud)









Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation de terres agricoles. Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	Sur l'ensemble du territoire avec la mise en place du PLU 2019, les surfaces classées 1AUY sont passées à 4.94 ha contre 13.41 ha pour le POS de 2012. Une attention particulière est portée dans l'OAP sur le traitement des haies bocagères à intégrer et préserver. Concernant les surfaces non imperméabilisées, le règlement précise que le recueil et la gestion des eaux pluviales, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier.
Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance agricole remplacée par une ambiance plus industrielle, plus minérale.	L'OAP prévoit la recherche d'une certaine continuité urbaine par rapport au site économique en partie Sud (commune du Lion d'Angers). Le règlement prévoit qu'en aucun cas, les constructions, installations et clôtures ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Le front végétal à constituer permettra de limiter l'impact visuel de la futur zone économique.
Risques/nuisances/Gestion des eaux	Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux. Augmentation inévitable de la consommation d'eau potable, d'énergies et de production d'eaux usées et de déchets. Périmètre de protection du captage de Chauvon. Trafic routier supplémentaire.	Respect du règlement de la zone 1AUY : Obligations en matière de réalisation de surfaces non imperméabilisées : pour le recueil et la gestion des eaux pluviales, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier. Gestion des eaux usées encadrée par le règlement du PLU : obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif. Comme la majeure partie de la commune, le secteur 1AUY est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon au sein duquel seule la réglementation générale s'applique. Ce secteur est situé hors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage. La zone de la Sablonnière est déjà raccordée au bourg de Montreuil sur Maine via une liaison douce (ce qui permettra des déplacements non motorisés). Elle est située non loin du bourg et en prolongement de la zone existante sur le Lion d'Angers.

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

5.2. Site n°2 : Mise en place d'un quartier d'habitat – Ouest de l'agglomération (1AU)

Contexte et localisation	Zone agricole située dans le prolongement Ouest de l'agglomération
Surface	0.7 ha
Zonage ancien POS	NCp
Zonage PLU 2019	1AU
Potentiel constructible en nombre de logements	Potentiel de 10 à 11 logements dont 10% de locatifs sociaux (15 logements/ha)
Proximité service urbains	Site bordant les quartiers pavillonnaires existant et situation à proximité du lieu de vie.
Mobilité & Modes doux	Accès via une voie existante permettant de desservir le lieu-dit Bois Marin. La commune va notamment créer une nouvelle liaison douce entre le lotissement du Bois Marin et la place de la mairie.
Gestion de l'eau & réseaux	Dans cette zone, le règlement impose l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement. Présence d'un réseau EU dans la rue située en limite Est de la zone 1AU. Présence d'un réseau AEP le long de la RD180. Site concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon.
Paysage & Patrimoine	Aménagement paysager à réaliser associé à quelques hauts jets en partie Ouest. Haies à l'Ouest et au Nord à préserver.
Risques & Nuisances	/
Agriculture	Parcelle actuellement en prairie.
Biodiversité	Ce secteur correspond à une prairie mésophile (Code CORINE Biotope 38). Un aménagement paysager sera à réaliser en partie Nord de la zone. Ce site ne montre aucune espèce remarquable recensée, ni de cours d'eau ni de zone humide.



-  Principaux accès au site
-  Aménagement sécuritaire à prévoir
-  Voirie de desserte à créer
-  Implantation du bâti le long de la voie pour créer un effet "rue"
-  Aménagement paysager à réaliser associé à quelques hauts jets en partie ouest
-  Haies à préserver

Principe :

Proposer une composition urbaine montrant que le quartier met un terme à l'expansion urbaine sur cette frange Ouest de l'agglomération. Inciter à la mise en place d'une typologie compatible avec les quartiers pavillonnaires environnants.



Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation de terres agricoles. Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	L'OAP prévoit un nombre minimum de logements (densité minimale) concourant à la maîtrise de la consommation d'espace. Sur l'ensemble du territoire avec la mise en place du PLU 2019, les surfaces classées 1AU sont passées à 0.7 ha contre 8.27 ha pour le POS de 2012. Concernant l'imperméabilisation des sols, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.
Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance agricole remplacée par une ambiance plus urbaine, plus minérale.	La densité du bâti et le nombre de logements prévus est en cohérence avec le bâti environnant (maisons individuelles). L'OAP traduit une volonté de favoriser une mixité de l'habitat. Les futurs logements seront situés en bordure du bourg, en continuité de ceux existants (densification urbaine). Afin de renforcer le caractère végétal des aménagements, Le règlement prévoit que les clôtures peuvent être constituées de haies végétales d'essences locales en mélange, de haies fleuries. Par ailleurs, il rappelle que l'utilisation de certains matériaux est interdite (parpaings non enduits, toiles et films plastiques, matériaux provisoires et précaires, etc).
Risques/nuisances/Gestion des eaux	Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux. Augmentation inévitable de la consommation d'eau potable, d'énergies et de production d'eaux usées et de déchets. Périmètre de protection du captage de Chauvon. Trafic routier supplémentaire.	Respect du règlement de la zone 1AU. Gestion des eaux usées encadrée par le règlement du PLU (l'assainissement collectif est imposé dans toute nouvelle opération d'aménagement) et par la présence du réseau EU dans la rue située à l'Est de la zone. Pour les surfaces non imperméabilisées, le règlement préconise des solutions qui permettront à l'eau de pénétrer dans le sol (dalles alvéolées, revêtements drainants, allées naturelles constituées d'un mélange terre / pierres...). De plus, les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.


		<p>Comme la majeure partie de la commune, le secteur 1AU est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon au sein duquel seule la réglementation générale s'applique. Ce secteur est situé hors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage.</p> <p>Concernant les déplacements, la commune va créer une nouvelle liaison douce entre le lotissement du Bois Marin et la place de la mairie.</p>
--	--	--


Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

5.3. Site n°3 : Zone de développement des équipements d'intérêt collectif (1AUE)

Contexte et localisation	Verger de noyers en friche situé dans le prolongement Nord de la zone d'équipement de l'agglomération
Surface	0.39 ha
Zonage ancien POS	NC
Zonage PLU 2019	1AUE
Potentiel constructible en nombre de logements	/
Proximité service urbains	Site situé en bordure Nord d'une zone d'équipements existants et à proximité du lieu de vie
Mobilité & Modes doux	Accès via le site d'équipements existants.
Gestion de l'eau & réseaux	<p>Dans cette zone, le règlement impose l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement.</p> <p>Présence d'un réseau EU à proximité de la zone.</p> <p>Présence d'un réseau AEP le long de la RD187.</p> <p>Site concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon.</p>
Paysage & Patrimoine	Recherche d'une continuité urbaine vis-à-vis de l'existant.
Risques & Nuisances	/
Agriculture	Parcelle actuellement en verger de noyers en friche.
Biodiversité	<p>Ce secteur correspond à des vergers à noyers (Code CORINE Biotope 83.13).</p> <p>Ce site présente une zone humide. Ce site ne montre aucune espèce remarquable recensée, ni de cours d'eau.</p>



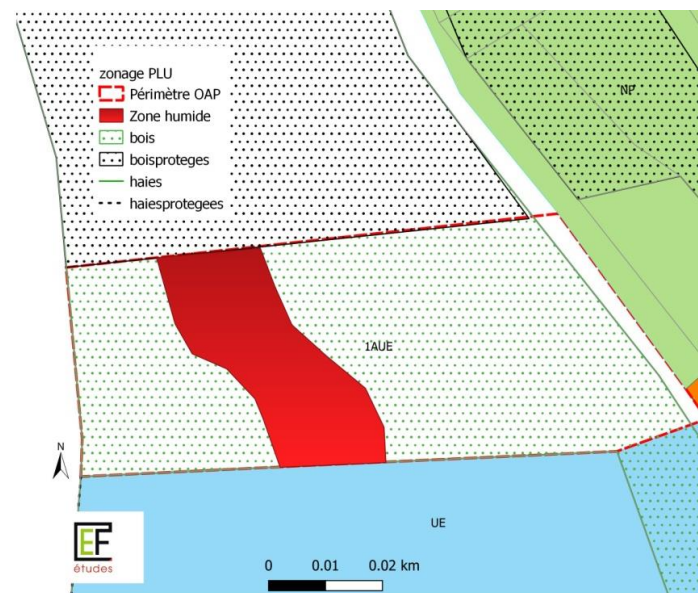
 Principaux accès au site

 Accès direct interdit

 Haies à préserver

Principe :

Rechercher une certaine continuité urbaine (organisation, implantation, volumétrie, hauteur,...) par rapport au site d'équipements attenant au Sud.



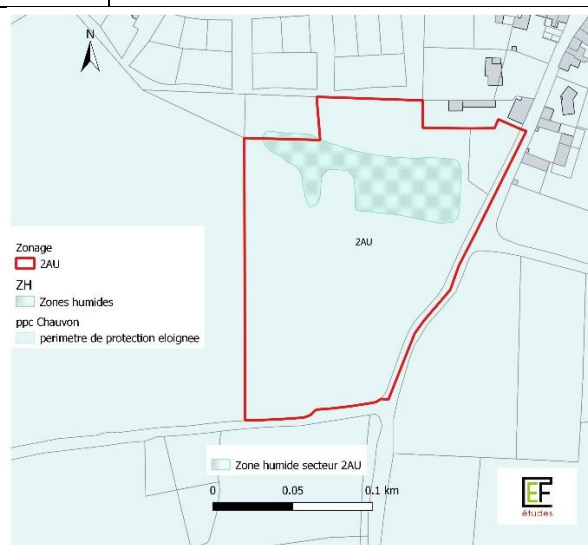
Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation de terres qui n'ont pas de vocation agricole (verger de noyers actuellement en friche). Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	Bien que réelle, la consommation d'espace naturel est relativement faible : 0.39 ha. Par ailleurs, la somme des surfaces ouvertes à l'urbanisation (1AU, 1AUE, 1AUY et 2AU) concerne 8.43 ha dans le PLU 2019 contre 23.03 ha pour le POS 2012. Concernant l'imperméabilisation des sols, le règlement recommande de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.
Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance agricole remplacée par une ambiance plus urbaine, plus minérale.	L'OAP est située en bordure du bourg, en continuité des équipements existants. Le règlement précise que les aires de stationnement des véhicules motorisés doivent faire l'objet d'un traitement paysager d'ensemble et contribuer à la qualité des espaces libres notamment grâce à l'emploi de plantations d'accompagnement. Des écrans paysagers doivent être réalisés pour préserver les paysages environnants et atténuer l'impact de certaines constructions ou installations (protection visuelle pour les dépôts, aires de stockage). La partie Nord de la parcelle 000 B n°38 non concernée par l'OAP sera préservée et même protégée de manière souple au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme, permettant ainsi de protéger le paysage environnant.
Risques/nuisances/Gestion des eaux/zones humides	Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux. Augmentation inévitable de la consommation d'eau potable, d'énergies et de production d'eaux usées et de déchets.	Respect du règlement de la zone 1AUE. Gestion des eaux usées encadrée par le règlement du PLU (obligation de raccordement au réseau d'eaux usées collectif) et présence du réseau EU. Concernant les eaux pluviales, le règlement précise que pour le recueil et la gestion des eaux pluviales, les surfaces perméables ou drainantes sont à privilégier. De plus, le règlement précise que les eaux pluviales, non valorisées pour un usage domestique, ne doivent en aucun cas être déversées dans le réseau des eaux usées. Les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.

	Périmètre de protection du captage de Chauvon.	Comme la majeure partie de la commune, le secteur 1AUE est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon au sein duquel seule la réglementation générale s'applique. Ce secteur est situé hors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage.
	Trafic routier supplémentaire.	Cette zone est située en bordure du bourg permettant ainsi des déplacements non motorisés.
	Zones humides	Le règlement encadre les principes liés à la protection des zones humides.

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

5.1. Site n°4 : Mise en place d'un quartier d'habitat – Sud-Ouest de l'agglomération (2AU)

Contexte et localisation	Zone agricole située dans le prolongement Sud-Ouest de l'agglomération
Surface	2.4 ha
Zonage ancien POS	NCp et Na
Zonage PLU 2019	2AU
Potentiel constructible en nombre de logements	Non défini actuellement
Proximité service urbains	Site bordant les quartiers pavillonnaires existant et à proximité du lieu de vie.
Mobilité & Modes doux	Une coulée verte est prévue
Gestion de l'eau & réseaux	Présence d'un réseau EU le long de la RD101 en limite Est de la zone 2AU. Présence d'un réseau AEP le long de la RD101. Site concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon.
Paysage & Patrimoine	Non défini actuellement
Risques & Nuisances	/
Agriculture	Parcelle actuellement en prairie.
Biodiversité	Ce secteur correspond à une prairie mésophile (Code CORINE Biotope 38). Une zone humide a été identifiée dans la partie Nord du terrain.

**Objectifs :**

Extension de la zone à vocation d'habitat majoritairement.



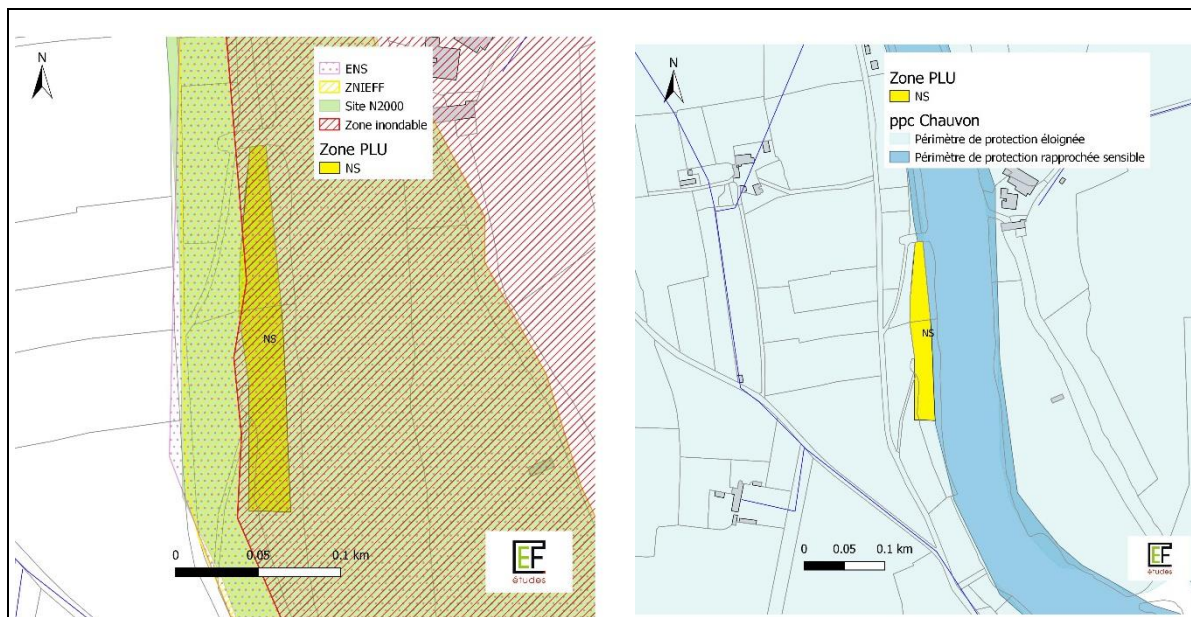
Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation de terres agricoles. Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	Comparé à l'ancien POS, la superficie totale des secteurs d'ouverture à l'urbanisation à courts et moyen terme (OAP) et à long terme (secteur 2AU) est passée de 23.03 ha à 8.43 ha.
Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance agricole remplacée par une ambiance plus urbaine, plus minérale.	Le règlement précise dans le secteur 2AU, que « les terrains ne seront livrés à la construction qu'à la suite d'une procédure d'ouverture à l'urbanisation qui viendra notamment préciser l'organisation de ce secteur, les conditions et les vocations de cette urbanisation. »
Risques/nuisances/Gestion des eaux	Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux. Augmentation inévitable de la consommation d'eau potable, d'énergies et de production d'eaux usées et de déchets. Trafic routier supplémentaire et nuisances sonores potentielles. Périmètre de protection du captage de Chauvon. Zones humides.	La partie Nord du secteur 2AU est actuellement située en zonage d'assainissement collectif. La révision du zonage d'assainissement est prévue à l'échelle de la communauté de communes à l'horizon 2021. Le règlement précise que Les conditions de desserte par les réseaux d'eaux usées et d'eau potable, et de gestion des eaux pluviales seront définies lors de l'ouverture de la zone à l'urbanisation en fonction des choix d'urbanisme qui seront réalisés à ce moment-là, en fonction du zonage d'assainissement, et en accord avec l'autorité compétente concernée. Comme la majeure partie de la commune dont le bourg, le secteur 2AU est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon au sein duquel seule la réglementation générale s'applique. Le secteur 2AU est situé hors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage. Le règlement encadre les principes liés à la protection des zones humides.

Les quelques incidences négatives attendues seront à prendre en compte dans l'application de la méthode éviter /réduire /compenser en ayant connaissance des projets de développement futurs au moment de la procédure d'ouverture à l'urbanisation afin de limiter les impacts du PLU sur l'environnement.

5.1. Site n°5 : STECAL NS (Equipements épuratoires du bourg)

Ce secteur correspond aux équipements épuratoires existants de la commune.

Contexte et localisation	Station d'épuration déjà existante située au Nord du bourg de Montreuil Sur Maine
Surface	4700 m ²
Zonage ancien POS	Ndf
Zonage PLU 2019	NS
Biodiversité	Le STECAL est concerné par le site Natura 2000, par un ENS, par une ZNIEFF, une ZHIM et est situé en zone inondable.



Objectifs :

Le secteur est lié aux équipements épuratoires de la commune de Montreuil Sur Maine

Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation d'espace. Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	<p>Aucune consommation d'espace agricole ou naturelle puisque le site n'a actuellement pas de vocation agricole ou naturelle : cette station est déjà existante. De plus, la surface dédiée au STECAL NS sera de 0.47 ha contre 1.22 ha dans l'ancien POS au profit d'une zone classée en zone NP.</p> <p>En zone NS, le règlement limite les constructions et installations aux destinations et sous-destinations suivantes : « Equipements d'intérêt collectif et services publics » à condition d'être liés à la réalisation d'infrastructures et de réseaux ou qu'il s'agisse d'ouvrages ponctuels (station de pompage, château d'eau, antennes de télécommunications, relais hertzien, ligne de transport ou de distribution et transformateur d'électricité, constructions, installations et aménagements nécessaires à la réalisation, à la gestion et à l'exploitation des routes et autoroutes, et aux aires de service et de repos, etc.).</p> <p>Concernant l'imperméabilisation des sols, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.</p>

Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance artificialisée	<p>Le règlement précise que les constructions, installations et clôtures ne doivent pas, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Le fait de réduire la superficie du STECAL NS au profit de la zone NP permettra le maintien d'une organisation naturelle qui se fondra dans le paysage.</p>
Risques/nuisances/Gestion des eaux	<p>Risque d'inondation.</p> <p>Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux. Périmètre de protection du captage de Chauvon.</p>	<p>Le règlement précise que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent soumis à des conditions spéciales en application des dispositions du PPRi annexé au présent dossier de PLU.</p> <p>L'augmentation des surfaces imperméabilisées est encadrée par les restrictions de constructibilité limités aux équipements d'intérêts collectifs.</p> <p>Comme la majeure partie de la commune, le secteur NS est concerné par le périmètre de protection éloignée du captage de Chauvon au sein duquel seule la réglementation générale s'applique. Ce secteur est situé hors des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage.</p>
Biodiversité	Zone Natura 2000, ZNIEFF, ENS, zone humide d'importance majeure.	<p>Le règlement précise que les constructions et installations autorisées ne doivent ni porter atteinte à l'environnement, [...], ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels, zones humides et paysages.</p> <p>Pour rappel le STECAL NS correspond à des équipements <u>déjà existants</u>.</p> <p>L'emprise de ce STECAL est relativement faible et a été revue au plus juste et à même diminuée. Ceci permet de gagner en superficie d'espace naturel protégé (NP), zone favorable à la préservation et au développement de la biodiversité.</p> <p>Enfin, la station d'épuration située sur ce STECAL présente un rendement épuratoire satisfaisant et des capacités permettant de traiter l'augmentation de la production d'effluents générés par les futurs projets.</p>

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Le nouveau PLU aura même des incidences positives sur l'environnement dans la mesure où la superficie dédiée à la zone NS a été réduite par rapport à l'ancien PLU.

5.1. Site n°6 : STECAL NL (activités de loisirs)

Contexte et localisation	Le site correspond à une aire de pique-nique, à un parking et à une prairie. Il est situé dans le prolongement Ouest de l'agglomération.
Surface	4300 m ²
Zonage ancien POS	NDc (zone de loisirs et activités récréatives) et NDf (équipements publics d'infrastructures donc les installations d'épurations à usage collectif).
Zonage PLU 2019	NL
Proximité service urbains	Site bordant les quartiers anciens de la commune à proximité du lieu de vie.
Mobilité & Modes doux	Site situé en bordure Est du bourg, le long de la rivière de la Mayenne. Le site est connecté au chemin de halage (permettant l'accueil des cyclistes et piétons).
Gestion de l'eau & réseaux	Présence d'un réseau AEP dans la rue située au Nord du secteur NL. Poste de relevage actuel recueillant les eaux usées du bourg situé sur la zone NL. Secteur concerné par les périmètres de protection éloignée et rapprochée du captage de Chauvon.
Biodiversité	Le STECAL NL est en partie concerné par le site Natura 2000, par un ENS, par une ZNIEFF, par la ZHIM et est situé en zone inondable.



Thèmes	Incidences potentielles	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Agriculture et espaces naturels	Consommation de terres agricoles. Imperméabilisation des sols en raison de la construction de nouveaux bâtiments.	<p>Sur l'ancien POS, l'ensemble du secteur était classé en zone NDc ou NDf. La zone NDc correspondait à la zone ayant déjà une vocation touristique (parking, tables de pique-nique). La zone NDf correspondait du point de vue du zonage, à la zone réservée pour des équipements épuratoires communaux. De ce fait, n'avait déjà plus de vocation agricole : le STECAL NL ne consomme pas de nouvelles terres agricoles.</p> <p>Concernant l'imperméabilisation des sols, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.</p>
Paysage et patrimoine / cadre de vie	Ambiance en partie agricole remplacée par une ambiance plus artificielle.	Le règlement rappelle qu'en aucun cas, les constructions, installations et clôtures ne doivent, par leur situation, leurs dimensions ou leur aspect extérieur, porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
Risques/nuisances/Gestion des eaux	Augmentation des superficies imperméabilisées, des ruissellements pluviaux.	<p>Concernant l'imperméabilisation des sols, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.</p> <p>De plus, l'emprise au sol des constructions est encadrée par le règlement.</p>

	<p>Risque d'inondation</p> <p>Augmentation inévitable de la consommation d'eau potable, d'énergies et de production d'eaux usées et de déchets.</p> <p>Trafic routier supplémentaire.</p>	<p>Les aménagements réalisés sur cette zone seront raccordés à l'assainissement collectif, conformément au règlement du Périmètre de Protection de Captage.</p> <p>Le règlement précise que dans les secteurs identifiés inondables sur les documents graphiques par une trame spécifique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRi annexé au présent dossier de PLU et notamment les remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés.</p> <p>De plus les aménagements liés aux aires de camping-car sont des plates formes qui ne réduisent pas la zone d'expansion des crues. Elles ne créent pas d'obstacle ou d'embâcles lors d'épisodes de crues.</p> <p>Du fait de l'activité du secteur NL, l'augmentation de la consommation, d'eau potable sera faible.</p> <p>Le site borde un chemin de halage : une partie des déplacements sont donc piétonniers et cyclistes. Il borde également la partie ancienne du bourg, permettant de limiter les déplacements motorisés.</p>
Biodiversité	<p>Zone Natura 2000, ZNIEFF, ENS, zone humide d'importance majeure.</p>	<p>Le règlement précise que les constructions et installations autorisées ne doivent ni porter atteinte à l'environnement, [...], ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels, zones humides et paysages.</p> <p>Sur les 56.7 ha de la commune concernés par la zone Natura 2000, 360 m² environ sont classés en NS soit 0.06 % de la superficie de la zone Natura 2000 présente sur Montreuil Sur Maine.</p> <p>Sur les 57.89 ha de la commune concernés par la ZNIEFF, 570 m² environ sont classés en NS soit moins de 0.1 % de la superficie de la ZNIEFF présente sur Montreuil Sur Maine.</p> <p>Sur les 92.17 ha de la commune concernés par des ENS, 730 m² environ sont classés en NS soit 0.08 % de la superficie des ENS présents sur Montreuil Sur Maine.</p> <p>La part du STECAL NL concerné par le site Natura 2000, la ZNIEFF et l'ENS et la ZHIM sont donc relativement faibles.</p>

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

6. EVALUATION DES INCIDENCES DU PLU SUR LES SITES NATURA 2000

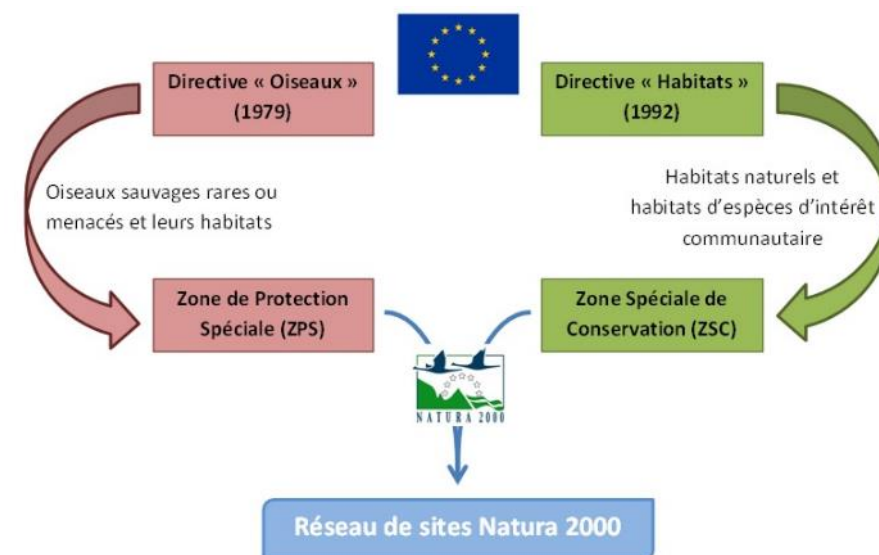
6.1. Qu'est-ce que le réseau Natura 2000 ?

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité.

La réglementation européenne repose essentiellement sur le Réseau Natura 2000 qui regroupe la Directive Oiseaux (du 2 avril 1979) et la Directive Habitats-Faune-Flore (du 21 mai 1992), transposées en droit français. Leur but est de préserver, maintenir ou rétablir, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire.

- **La Directive « Oiseaux »** (CE 79/409) **désigne un certain nombre d'espèces d'oiseaux** dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. Au niveau français, l'inventaire des Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sert de base à la délimitation de sites appelés **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** à l'intérieur desquels sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaires au développement harmonieux de leurs populations : les « habitats d'espèces ». Ces habitats permettent d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages menacés de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou considérés comme rares. La protection des aires de reproduction, de mue, d'hivernage et des zones de relais de migration pour l'ensemble des espèces migratrices est primordiale, et comprend aussi bien des milieux terrestres que marins.

- **La Directive « Habitats » (CE 92/43) concerne le reste de la faune et de la flore.** Elle repose sur une prise en compte non seulement d'espèces mais également de milieux naturels (les « habitats naturels », les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.), dont une liste figure en annexe I de la Directive. Suite à la proposition de Site d'Importance Communautaire (pSIC) transmise par la France à l'U.E., elle conduit à l'établissement des Sites d'Importance Communautaire (SIC) qui permettent la désignation de **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)**. C'est seulement par arrêté ministériel que ce SIC devient ZSC, lorsque le Document d'Objectifs (DOCOB, équivalent du plan de gestion pour un site Natura 2000) est terminé et approuvé.

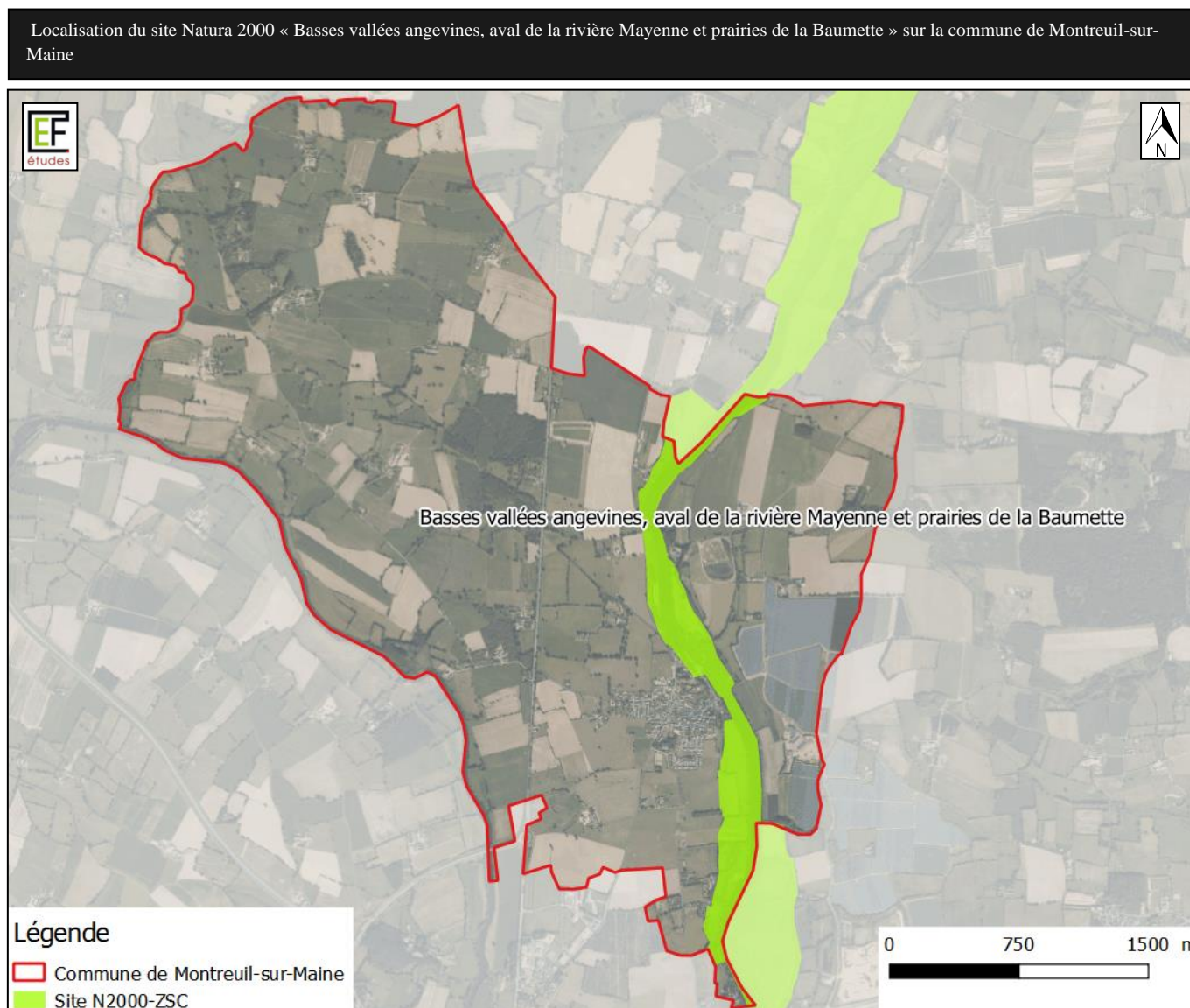


6.2. Le site Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine

6.2.1. Présentation du site Natura 2000 sur la commune de Montreuil Sur Maine

Situées au coeur de l'Anjou, les « Basses vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette » couvrent la partie aval du bassin hydrographique de la Maine. La superficie totale du site est de 9210 ha, principalement localisée dans le département du Maine-et-Loire.

La commune est concernée par le périmètre « Zones Spéciales de Conservation » Directive Habitats du site Natura 2000 (arrêté en vigueur le 15/07/2015), traversant le territoire sur **environ 56.7 hectares soit environ 0,6 % de la superficie totale de la Zone Natura 2000**. Ceci entraine donc nécessairement l'élaboration d'une Évaluation Environnementale qui intègre une Incidence Natura 2000.



Les interactions peuvent être importantes, notamment en termes de connexion hydraulique et en termes de connexion écologique via la Mayenne.

L'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN) décrit le site comme un vaste complexe de zones humides formé par la confluence de la Sarthe, de la Mayenne et du Loir en amont d'Angers puis de la Maine avec la Loire. La forte inondabilité associée à une mise en valeur agricole forme des milieux et des paysages originaux et d'importance fondamentale pour la régulation des crues et la protection des implantations humaines en aval (agglomération d'Angers puis vallée de la Loire).

Classes d'habitats	Couverture
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	65%
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	16%
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	10%
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	4%
Forêts caducifoliées	3%
Autres terres arables	2%

Autres caractéristiques du site :

La forte inondabilité associée à une mise en valeur agricole forme des milieux et des paysages originaux.

Importance fondamentale pour la régulation des crues et la protection des implantations humaines en aval (agglomération d'Angers puis vallée de la Loire).

Vulnérabilité du site Natura 2000 :

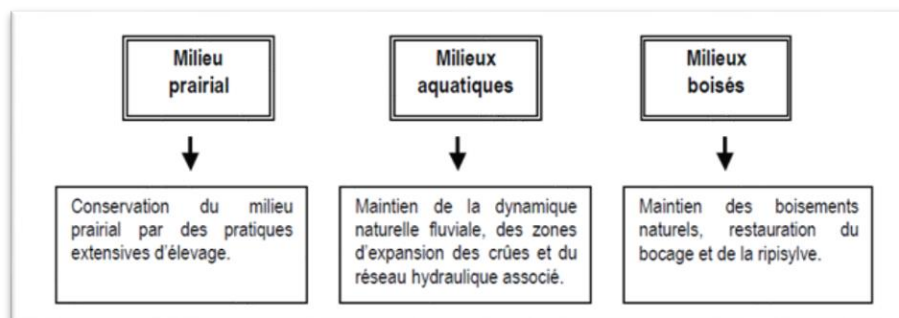
Le maintien de l'élevage extensif est un facteur majeur de la conservation du site. Par définition l'équilibre naturel du site est très sensible à la dégradation de la qualité de l'eau issue des pollutions diffuses du bassin versant et aux perturbations hydrauliques (niveaux d'eau, inondations d'hiver).

Enfin, le développement d'espèces envahissantes doit faire l'objet d'une surveillance et d'actions adaptées afin d'éviter des dégradations écologiques (jussie, ragondin, Écrevisse de Louisiane notamment).

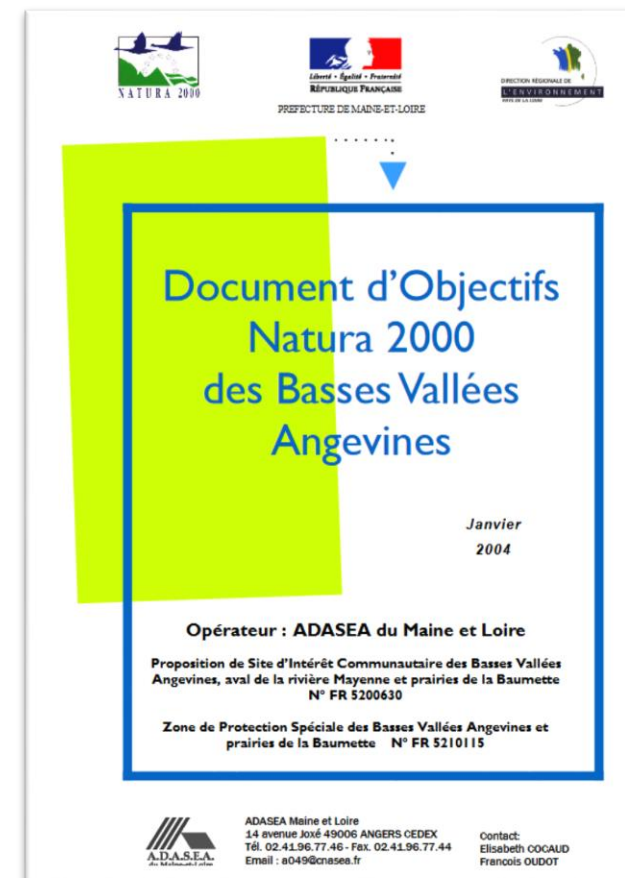
Ce site fait l'objet d'une gestion se basant sur des notions de développement durable, avec un comité de pilotage associant tous les acteurs locaux concernés par la gestion du site.

Le Document d'Objectifs (DOCOB) définit les objectifs et les orientations de gestion et les moyens à utiliser pour le maintien ou le rétablissement des habitats naturels et des espèces dans un état de conservation favorable. Les objectifs de développement durable répondent aux objectifs généraux des Directives « Habitats, Faune, Flore » et « Oiseaux ». **La mise en œuvre des mesures de gestion définies dans le DOCOB a été introduites en 2004.**

Les enjeux, selon les milieux présents, sur le site Natura 2000 sont présentés ci-dessous :



Le DOCOB du site « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette » (n°FR 5200630) contient également la liste des différentes espèces d'intérêt communautaire identifiées sur le site.



6.2.2. Espèces d'intérêt communautaire

Le site « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette » compte 9 espèces d'oiseaux classées à l'annexe I de la Directive Oiseaux, à savoir : *le râle des genêts, la marouette ponctuée, le busard des roseaux, le combattant varié, le Faucon pèlerin, la cigogne blanche, l'aigrette garzette, le pluvier doré et la pie-grièche écorcheur.*

Il compte également :

- plusieurs espèces de poissons dont les aloses, la lamproie, la bouvière,
- des odonates dont l'Agrion de Mercure,
- des coléoptères dont le grand capricorne, le lucarne cerf-volant, la rosalie des Alpes,
- des chiroptères,
- des mammifères non-chiroptères,
- des amphibiens dont le triton crêté.

6.3. Analyse des éléments du PLU pouvant avoir une incidence sur le site NATURA 2000

Le présent chapitre vise à analyser les incidences probables, directes ou indirectes, des projets du PLU sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire recensés sur le site Natura 2000 qui traverse le territoire communal, à savoir la ZSC « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette » (n°FR 5200630) au titre de la Directive « habitats ».

Le document d'objectifs, les formulaires standards de données publiés par le site internet de l'INPN, ainsi que les documents du PLU (*zonage, prescriptions, règlement, OAP*), ont servi de base à l'élaboration de la présente évaluation. Cette évaluation des incidences sur Natura 2000 n'est pas une simple analyse du projet de PLU. Elle s'est construite au fur et à mesure des différentes phases d'élaboration du document de planification, pour permettre un projet global cohérent avec les enjeux propres à Natura 2000.

6.3.1. Incidences directes des zones NP, NS, NL, A et UB

La conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire est l'essence même de la démarche Natura 2000. Dans le projet de PLU, la quasi-totalité de la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine est classée en zone Naturelle protégée (NP) qui couvre les sites riches aux niveaux écologique, environnemental et paysage.

Le tableau ci-dessous met en évidences les zones concernées par la site Natura 2000 :

Zone concernée par le site Natura 2000	Superficie de la zone concernée par le site Natura 2000	Pourcentage de la surface de la zone concernée par le site Natura 2000 présent sur la commune	Pourcentage de la surface de la zone concernée par le site Natura 2000 total
NP	55.75 ha	98.3 %	0.6 %
NS	4700 m ²	0.8 %	0.005 %
NL	360 m ²	0.06 %	0.0004 %
A	3200 m ²	0.6 %	0.003 %
UB	1230 m ²	0.2 %	0.001 %

Règles communes aux zones NP, NS et NL :

Le règlement précise qu'en zone naturelle, les constructions et installations autorisées **ne doivent ni porter atteinte à l'environnement**, ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels, zones humides et paysages.

Il **interdit les affouillements et exhaussements** du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisée dans le secteur, à des équipements d'infrastructure ou de réseaux. Dans les zones humides identifiées au document graphique, les affouillements et exhaussements de sol peuvent être autorisés sous réserve qu'il n'y ait pas d'alternative au projet et à condition de satisfaire aux dispositions de la loi sur l'eau.

Le site Natura 2000 est en grande partie inondable. Le règlement rappelle que dans les **secteurs identifiés inondables** par une trame spécifique sur le document graphique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRi annexé au présent dossier de PLU et notamment les remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Ceci participe au maintien de la dynamique naturelle fluviale, des zones d'expansion des crues et du réseau hydraulique (enjeu milieu aquatique du Docob). Cette mesure interdit les constructions et renforce donc le caractère naturel de la zone Natura 2000.

Enfin, les parcelles boisées faisant partie intégrante de la ZPS sont repérées sur le plan de zonage et sont quasiment toutes protégées au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme ou en EBC. Ces mesures de protection permettent de respecter les objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Zone NP :

Afin de permettre la protection du site Natura 2000, le règlement encadre les modalités de construction en zone NP. Seuls sont autorisés :

- Les équipements d'intérêt collectif et services publics à condition d'être liés à la réalisation d'infrastructures et de réseaux ou qu'il s'agisse d'ouvrages ponctuels.
- Les extensions des constructions existantes ayant la sous destination de logement sous réserve de ne pas excéder 30 m² d'emprise au sol ou 30 % de l'emprise au sol du bâtiment à étendre.
- Les annexes des constructions à destination d'habitation sous réserve d'être situées à 30 m maximum de la construction principale à usage d'habitation et que l'ensemble des annexes crée à la date d'approbation du PLU n'excède pas les 40 m² d'emprise au sol.
- Les abris pour animaux à condition qu'ils respectent les conditions suivantes :
 - o que leur surface totale n'excède pas les 20 m²,
 - o de ne pas porter atteinte à la qualité paysagère du site,
 - o qu'il s'agisse de structures adaptées à leur besoin.
- Les constructions légères liées à la protection et à la découverte de la flore et de la faune, ou liés aux cheminements piétonniers, cyclables et aux sentiers équestres ou de randonnées, ainsi que les aires de stationnement qui leur sont nécessaires et les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, aux conditions cumulatives suivantes :
 - o qu'ils soient nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux.
 - o qu'ils soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.

- que leur taille soit limitée à 12 m² d'emprise au sol.

De plus, comme précisé plus haut, l'essentiel de la zone NP concernée par la zone Natura 2000 est située en terrain inondable, ce qui interdit strictement les constructions. Toutes ces conditions conduisent à limiter au maximum les possibilités de construction limitant ainsi l'imperméabilisation du sol et favorisant la préservation du site Natura 2000.

Les conditions d'implantation des abris pour animaux encadrées par le règlement sont de plus favorables à la conservation du milieu prairial par des pratiques extensives d'élevage. La possibilité offerte de permettre des activités liées à la protection et à la découverte de la faune et de la flore participe à la sensibilisation du public au respect de l'environnement.

En zone NP, le règlement du PLU protège donc le site Natura 2000, qui est de nature à garantir le maintien dans un bon état de conservation des habitats d'intérêt communautaire.

Zone STECAL NS

Ce STECAL NS est exclusivement dédié aux ouvrages épuratoires de la commune, déjà existants. Ces ouvrages d'assainissement sont d'ailleurs constitués de filtres plantés de roseaux, dépourvus d'ouvrages électromécaniques qui pourraient engendrer des nuisances sonores pour la faune présentes. Au contraire, ces filtres plantés constituent de véritables milieux humides, propices à certaines espèces. Il est effectivement reconnu que ces filières extensives sont peu impactantes pour le milieu dans lequel elles sont implantées.

De plus, dans le STECAL NS, le règlement interdit toute construction, mise à part les nouvelles constructions et installations ayant les destinations ou sous-destinations d'équipements d'intérêt collectif et services publics à condition d'être liés à la réalisation d'infrastructures et de réseaux ou qu'il s'agisse d'ouvrages ponctuels (station de pompage, château d'eau, antennes de télécommunications, relais hertzien, ligne de transport ou de distribution et transformateur d'électricité, constructions, installations et ménagements nécessaires à la réalisation, à la gestion et à l'exploitation des routes et autoroutes, et aux aires de service et de repos, etc.) ;

Pour rappel, la superficie du STECAL NS est de 4 700 m² environ sur les 56.7 ha qu'occupe la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine (soit de 0.8 % de la zone Natura 2000 présente sur Montreuil Sur Maine ou 0.005 % de la surface totale de la zone Natura 2000).

Il s'agit d'une zone déjà existante et dont la superficie a diminué par rapport à l'ancien POS (1.22 ha en 2012) au profit de la zone NP. Ce n'est, de plus, pas une zone d'habitat : l'imperméabilisation et le ruissellement susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du milieu sont donc limités.

Enfin, d'un point de vue purement technique, les performances épuratoires de la station d'épuration communale implantée sur ce STECAL sont bonnes. Les capacités de cette station permettent de recevoir de nouveaux projets d'urbanisation tout en respectant les objectifs de qualité du milieu récepteur.

Par les choix de superficie du STECAL NS déterminés au plus juste et par le règlement associé, le PLU aura un impact positif sur l'environnement.

Zone STECAL NL

La superficie réservée pour le STECAL NS a diminué par rapport à l'ancien POS. L'ancienne zone Ndf du POS (zone destinée aux équipements épuratoires) située à l'Est du bourg a été remplacée majoritairement par une zone NP et une petite partie de la zone NL laissant place à un aménagement plus naturel favorable à la préservation du site Natura 2000.

Dans le STECAL NL, le règlement interdit toute construction, mise à part les nouvelles constructions et installations ayant les destinations ou sous-destinations d'équipements d'intérêt collectif et services publics à condition d'être liés à la réalisation d'infrastructures et de réseaux ou qu'il s'agisse d'ouvrages ponctuels (station de pompage, château d'eau, antennes de télécommunications, relais hertzien, ligne de transport ou de distribution et transformateur d'électricité, constructions, installations et aménagements nécessaires à la réalisation, à la gestion et à l'exploitation des routes et autoroutes, et aux aires de service et de repos, les aires de campings cars etc.).

Le règlement précise par ailleurs que sont admises, les constructions légères liées à la protection et à la découverte de la flore et de la faune, ou liés aux cheminements piétonniers, cyclables et aux sentiers équestres ou de randonnées, ainsi que les aires de stationnement qui leur sont nécessaires et les objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public, aux conditions cumulatives suivantes :

- qu'ils soient nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux ;
- qu'ils soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel.
- que leur taille soit limitée à 12 m² d'emprise au sol.

Par ailleurs, le règlement précise que dans le secteur NL, l'emprise au sol des constructions ne pourra excéder 40 %.

La superficie du STECAL NL concernées par le site Natura 2000 est de 360 m² environ sur les 56.7 ha qu'occupe la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine (soit de 0.06 % de la zone Natura 2000 présente sur Montreuil Sur Maine ou 0.0006 % de la surface totale de la zone Natura 2000).

L'impact du PLU attendu sur les 360 m² de STECAL NL concernés par le site Natura 2000 est donc faible. Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. De plus, la possibilité offerte de permettre des activités liées à la protection et à la découverte de la faune et de la flore participe à la sensibilisation du public au respect de l'environnement.

Zone A

Le règlement **interdit les affouillements et exhaussements** du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisée dans le secteur, à des équipements d'infrastructure ou de réseaux. Dans les zones humides identifiées au document graphique, les affouillements et exhaussements de sol peuvent être autorisés sous réserve qu'il n'y ait pas d'alternative au projet et à condition de satisfaire aux dispositions de la loi sur l'eau.

Par ailleurs, le règlement rappelle que dans les **secteurs identifiés inondables** par une trame spécifique sur le document graphique, certaines destinations et sous destinations des constructions, certains usages des sols et certains types d'activités peuvent être interdits en application des dispositions du PPRI annexé au présent dossier de PLU et notamment les remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection de lieux fortement urbanisés. Ceci participe au maintien de la dynamique naturelle fluviale, des zones d'expansion des crues et du réseau hydraulique (enjeu milieu aquatique du Docob).

De plus, les parcelles boisées situées en zone A faisant partie intégrante du site Natura 2000 repérées sur le plan de zonage sont protégées au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme. Cette protection permet de respecter les objectifs de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

De manière générale, en zone A, le règlement limite et encadre les possibilités de constructions tant par le type d'activité autorisé que par la limitation des surfaces constructibles. Il rappelle notamment que les constructions ne doivent pas porter atteinte à l'environnement.

Les parcelles situées en zone A et concernées par la zone Natura 2000 correspondent à des secteurs déjà bâtis et ou à des portions de parcelles de faible superficie. La superficie totale de la zone A concernées par le site Natura 2000 est de 3200 m² environ (répartis en 4 secteurs) sur les 56.7 ha qu'occupe la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine (soit de 0.6 % de la zone Natura 2000 présente sur Montreuil Sur Maine ou 0.003 % de la surface totale de la zone Natura 2000). Sur les quatre secteurs de la zone A concernés par le site Natura 2000, deux (dont la parcelle située au droit du lieu-dit de la Pironnière), sont situés en terrain inondable, interdisant toute construction.

Il ne s'agit pas d'une zone urbanisée (l'imperméabilisation et le ruissellement susceptibles de porter atteinte à l'intégrité du milieu sont donc limités).

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

Zone UB

Pour rappel, le secteur de la zone UB concerné par le site Natura 2000 intéresse les fonds de jardins de 4 parcelles situées au Nord du bourg.

Dans la zone UB, le règlement interdit notamment :

- L'ouverture de carrières,
- Les nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou enregistrement,
- Les dépôts de véhicules, de ferrailles, de déchets, de matériaux divers,
- Les affouillements et exhaussements du sol à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à une destination, sous-destination ou type d'activités autorisées dans le secteur.

Il précise également que sont admises :

- Les nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous réserves que soient mises en œuvre toutes les dispositions nécessaires pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter ou tout au moins de réduire dans la mesure du possible, les nuisances et dangers éventuels,
- Les extensions des installations classées pour la protection de l'environnement quel que soit leur régime à condition que celles-ci soient maintenues dans leur classe initiale.

Il permet les extensions des constructions existantes ayant les destinations ou sous-destination suivantes d'artisanat sous réserve qu'il n'en résulte pas pour le voisinage une aggravation des dangers ou nuisances.

Le règlement prend en compte la problématique des eaux pluviales et du ruissèlement :

Il précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales. De plus, les surfaces non imperméabilisées doivent être conçues de façon à permettre à l'eau de pénétrer dans le sol. Ces mesures sont destinées à limiter le ruissèlement et donc les transferts de pollution.

Les parcelles situées en zone UB et concernées par la zone Natura 2000 correspondent à des secteurs déjà bâtis. De plus, la superficie de la zone UB concernée par le site Natura 2000 est de 1230 m² environ sur les 56.7 ha qu'occupe la zone Natura 2000 sur Montreuil Sur Maine (soit de 0.2 % de la zone Natura 2000 présente sur Montreuil Sur Maine ou 0.001 % de la surface totale de la zone Natura 2000).

Les quelques incidences négatives attendues sont prises en compte dans les dispositions réglementaires. Les impacts du PLU sur l'environnement sont donc faibles.

6.3.2. Incidences indirectes des zones 1AUE, 1AU, 1AUY et 2AU

L'étude des incidences potentielles du PLU sur le site Natura 2000 ne doit pas se limiter aux impacts directs dans le périmètre du site mais bien à l'ensemble du territoire pouvant avoir une influence indirecte sur le site Natura 2000.

Situation des zones à urbaniser vis-à-vis du site Natura 2000

D'une manière générale, la proximité de futures zones à urbaniser peut être néfaste pour la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Or, la maîtrise de la consommation foncière et l'utilisation économe de l'espace sont des objectifs clairement affichés du PLU.

Le projet entend limiter l'étalement urbain en favorisant les constructions dans le tissu aggloméré et en limitant les constructions dans l'espace rural. L'objectif est de maîtriser la consommation foncière, de limiter l'étalement urbain et d'engager un projet urbain réaliste et opérationnel. Pour limiter l'étalement urbain, c'est l'ensemble du tissu urbanisé de Montreuil Sur Maine qui a été analysé et priorisé avant d'envisager des extensions. La mise en place de ce programme permet d'améliorer la lisibilité et la gestion économe de l'espace, et de préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers de la commune.

Ainsi, les projets de développement de l'urbanisation se font dans et autour du bourg de Montreuil Sur Maine, excepté pour le secteur de la zone d'activité économique de « la Sablonnière » (OAP n°1 - 1AUY) qui se trouve au Sud du territoire communal mais en continuité de la zone d'activité déjà existante sur Montreuil Sur Maine et Le Lion d'Angers.

Toutes les futures zones à urbaniser se trouvent en dehors du site Natura 2000. En effet, les distances d'éloignement sont suffisamment importantes pour éviter tout impact direct et indirect sur le site Natura 2000 :

- 1AUE : 10 m environ,
- 1AU : 520 m environ,
- 1AUY : 320 m environ,
- 2AU : 340 m environ.

Concernant la zone 1AUE, la plus proche du site NATURA 2000, pour rappel du § 5.3, elle correspond à des vergers à noyers (Code CORINE Biotope 83.13). Ce site présente **une zone humide qui sera protégée dans l'OAP. De plus, ce site ne montre la présence d'aucune espèce remarquable recensée. Enfin ce site est dédié à l'extension de la zone d'équipement existante, mais ne fera l'objet d'aucun développement d'habitat.**

Protection des composantes de la trame verte et bleue nécessaires au cycle de vie des espèces d'intérêt communautaire

Les espèces d'intérêt communautaire présentes sur la ZSC « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette », et donc potentiellement sur Montreuil Sur Maine, sont essentiellement des oiseaux mais on note également la présence d'amphibiens tels que le triton crêté. Or, des dispositions spécifiques complémentaires au zonage ont été prises dans le PLU et permettent de préserver les habitats naturels, non pas seulement sur les parcelles concernées par la zone Natura 2000, mais sur l'ensemble du territoire communal.

Les zones humides et les cours d'eau ont été inventoriées ou prélocalisées. Elles ont été prises en compte dans le PLU et sont protégées dans le cadre du PLU. Dans les zones humides repérées aux documents graphiques, le règlement interdit :

- Toutes constructions, installations, y compris l'extension des constructions existantes,
- Tous travaux publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de la zone humide, et notamment les affouillements et exhaussements de sol.

Sur les 67.6 km de haies bocagères recensés sur la commune, 64.2 km sont protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme pour leur intérêt paysager ou pour leur intérêt en faveur de la biodiversité. De plus, sur les 90 ha d'espaces boisés recensés sur le territoire communal, 57.6 ha sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et 26 ha sont en EBC.

En définitive, en plus du classement quasi exclusif du site Natura 2000 en zone NP, des mesures spécifiques (*protection des boisements, haies, zones humides et cours d'eau*) bénéficiant aux espèces d'intérêt communautaire, vont être appliquées sur l'ensemble du territoire communal, et non pas seulement sur les zones Natura 2000.

Augmentation des rejets d'eaux usées :

Le projet de PLU sur Montreuil Sur Maine prévoit de construire environ 40 à 50 logements sur les 10 prochaines années (PADD), soit environ 125 habitants supplémentaires au cours des 10 prochaines années.

Ainsi, comme indiqué précédemment dans le présent rapport, l'accroissement démographique aura pour incidence un accroissement des volumes d'eaux usées à collecter et à traiter.

Le règlement prévoit impose l'assainissement collectif pour le projet d'ouverture à l'urbanisation à courts et moyen terme (1AU). La station d'épuration présente sur Montreuil Sur Maine est en mesure d'épurer les charges supplémentaires d'eaux usées générées par le développement de l'urbanisation :

	Montreuil Sur Maine
Nombre de logements supplémentaires prévus à l'horizon 2028	40 à 50
Nombre d'habitants supplémentaires prévus à l'horizon 2028	125
Capacités résiduelles de la station d'épuration en 2019 (EH)	350

Enfin, il est prévu une révision zonage d'assainissement à l'horizon 2021 à l'échelle de la communauté de communes.

Augmentation du ruissellement :

Pour les secteurs d'OAP (1AU, 1AUE, 1AUY) et les zones UA, UB, UY et UE et le règlement prévoit de privilégier les surfaces perméables ou drainantes pour la gestion des eaux pluviales.

Pour les zones 1AU, 1AUE, UA, UB, UY, UE, A et N, le règlement précise que les constructions et les aménagements doivent être conçus de manière à privilégier la récupération et/ou l'infiltration des eaux pluviales sur le terrain de la construction par un dispositif conforme aux réglementations en vigueur. Il est dès lors recommandé de réduire au minimum les surfaces imperméabilisées sur la parcelle, de recueillir les eaux pluviales des toitures non végétalisées et d'assurer en quantité et en qualité la maîtrise de l'écoulement des eaux pluviales.

Il prévoit également sur l'ensemble des zones du territoire communal (à l'exception de la zone 2AU dont l'ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du PLU) que les eaux pluviales, non valorisées pour un usage domestique ne doivent en aucun cas être déversées dans le réseau des eaux usées.

Conclusion

Le site « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette » est un espace naturel protégé. Le réseau Natura 2000 n'a pas vocation à la mise sous cloche d'un territoire mais bien de rechercher la compatibilité entre enjeux socio-économiques et écologiques, pour assurer la préservation des habitats et espèces menacés.

Le PLU encourage, à travers les orientations de son PADD, la préservation et la protection de la richesse de la biodiversité et des milieux naturels qui caractérisent la Zone Natura 2000.

Cette préservation se traduit par une politique favorable au maintien des caractéristiques écologiques de la commune et des sites Natura 2000 :

- Un développement raisonné de l'urbanisation, et une localisation des secteurs d'ouverture à l'urbanisation en dehors du site Natura 2000,
- Un zonage adapté (quasi exclusivement zone naturelle protégée : NP) ainsi que des dispositions spécifiques complémentaires (boisements et haies protégées au titre de la loi paysage, zones humides protégées) respectent les objectifs de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire,
- Un maintien et un développement de la trame verte et bleue sur la commune,
- Une station d'épuration des eaux usées en capacité de traiter les effluents générés par le développement démographique souhaité par le PLU
- Aucun projet d'ouverture à l'urbanisation ni de changement de destination n'est prévu au droit du hameau du Ménil : Ceci évite l'augmentation du flux des effluents à traiter vers cette station semi-collective.

Au vu de ces éléments, le PLU n'aura que des incidences très faibles sur l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire du site Natura 2000 des site « Basses Vallées angevines, aval de la rivière Mayenne et prairies de la Baumette ».

7. INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

Le plan local d'urbanisme (PLU) doit faire l'objet d'une analyse de ses résultats, comme le souligne l'article L.153-27 du code de l'urbanisme :

« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du code des transports.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »

Des indicateurs de suivi sont donc proposés afin de permettre à la commune d'évaluer par elle-même ses efforts sur les composantes environnementales. Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive, une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à leur état à différentes dates.

La pertinence des indicateurs proposés ci-dessous peut être discutable. En effet, de nombreux indicateurs reflètent un contexte général qui dépasse le champ d'action d'un PLU communal. Ainsi l'interprétation d'une amélioration ou d'une dégradation de l'indicateur ne permettra pas forcément de conclure sur l'impact du PLU. Cependant, ces indicateurs permettront de pointer les secteurs sur lesquels la commune devra être vigilante. La dégradation d'un indicateur peut ne pas être imputable à l'application du PLU, mais n'empêche pas de s'interroger sur les raisons de cette dégradation et les liens possibles avec la mise en œuvre du PLU.

Afin d'évaluer les incidences directes et indirectes du PLU sur son environnement, la commune met en place un dispositif de suivi et d'évaluation des effets de la mise en œuvre de son projet de territoire par thématiques.

La périodicité du renseignement des indicateurs est variable selon la nature des données et peut se faire annuellement, tous les trois ans en moyenne, ou durant toute la durée du PLU.

7.1. Milieux naturels et biodiversité

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Evolution de la surface boisée	Surface boisée à l'échelle communale	ha	Echéance du PLU	PLU	90 ha
	Superficie des espaces boisés classés (EBC - L113-1 du Code de l'Urbanisme)	ha	Echéance du PLU	PLU	26 ha
	Superficie des boisements protégés au titre de la loi paysage (151-23 du Code de l'Urbanisme)	ha	Echéance du PLU	PLU	57.6 ha
	Surface de Parc protégé au titre de la loi paysage (151-23 du Code de l'Urbanisme)	ha	Echéance du PLU	PLU	0 ha
	Surface nouvellement plantée	ha	Annuelle	Service instructeur PC	
	Surface nouvellement défrichée	ha	Annuelle	Service instructeur PC	
Evolution du maillage bocager	Linéaire de haies bocagères sur le territoire	km	Echéance du PLU	PLU	67.6 km
	Linéaire de haies classées (EBC - L113-1 du Code de l'Urbanisme)	m	Echéance du PLU	PLU	0 km
	Linéaire de haies protégées au titre de la loi paysage (151-23 du Code de l'Urbanisme)	km	Echéance du PLU	PLU	64.2 km
	Linéaire de haies nouvellement plantées	ml	Annuelle	Service instructeur PC	
	Linéaire de haies nouvellement défrichées	ml	Annuelle	Service instructeur PC	
Evolution de la superficie des zones humides	Surface de zones humides inventoriées	ha	Echéance du PLU	PLU / SAGE	20.3 ha (SAGE Oudon sur Montreuil + zones d'ouverture à l'urbanisation)

	Nombre et superficie de zones humides nouvellement recensées	ha	Annuelle	Service instructeur PC	
	Nombre et superficie de zones humides éventuellement supprimées	ha	Annuelle	Service instructeur PC	
	Nombre et superficie de zones humides recréées ou renaturées	ha	Annuelle	Service instructeur PC	

7.2. Espaces agricoles

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Préservation et valorisation des milieux agricoles	SAU Totale sur la commune	ha	Echéance du PLU	Urba Ouest	Superficie agricole exploitée en 2017 supérieure à 617 ha Remarque : absence de données cohérentes concernant les SAU sur le site Agreste au 29/10/2019
	Nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune	U	Echéance du PLU	Recensement général Agricole Agreste et PLU	16 en 2010 Une dizaine en 2019
	Permis de construire (PC) liés à l'activité agricole Nombre (dont accordé/refusé) Emprise au sol moyenne Hauteur moyenne des constructions Nombre de logement de fonction	U ou m²	Annuelle	Service instructeur PC	

7.3. Ressources foncières

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Consommation foncière	La surface consommée pour accueillir du logement dans l'enveloppe urbaine	ha	Echéance du PLU	PLU	2.4 ha entre 2007 et 2016 (accueil de 46 logements neufs au total sur cette période, soit une consommation moyenne de 520 m ² /logement), soit 19.2 logements/ha
	La surface consommée pour accueillir du logement dans l'espace rural	ha	Echéance du PLU	PLU	Aucune surface consommée dans l'espace rural entre 2007 et 2016 (4 logements réhabilités)
	La surface consommée pour accueillir du logement totale commune	ha	Echéance du PLU	PLU	2.4 ha entre 2007 et 2016 (accueil de 50 logements au total sur cette période dont 4 réhabilitations, soit une consommation moyenne de 480 m ² /logement), soit 20.8 logements/ha
	Dans les futurs permis de construire (PC) : Nombre de permis (dont accordé/refusé) Nombre de logements construits Surface parcellaire moyenne Emprise au sol construite moyenne Surface moyenne de plancher Surface moyenne d'espace vert ou non imperméabilisée Nombre moyen de place de stationnement créée	U ou m ²	Annuelle	Service instructeur PC	

7.4. Ressources en eau

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Alimentation et consommation en eau potable	Nombre d'abonnés desservis en eau potable	U	Annuelle	Mairie	324 environ en 2019
	Rendement des réseaux de distribution d'eau potable	%	Annuelle	Eaufrance.fr	83.7 en 2017
	Indices linéaires de perte	m³/km/j	Annuelle	Eaufrance.fr	0.9 en 2017
	Volume d'eau consommé par la population totale de Montreuil Sur Maine	m³/j	Annuelle	Mairie	78.1 en 2018, soit environ 3 m³/h
	Volume d'eau produit (Syndicat de l'Eau de l'Anjou)	m³/h	Annuelle	Gestionnaire	810
	Qualité de l'eau pour les paramètres mesurés	Taux Conformité	Annuelle	ARS	100 % (microbiologie en 2017) Entre 90.7 % (physicochimie en 2017)
Evolution des charges d'eaux usées et capacité de traitement	Linéaire de canalisation de collecte des eaux usées commune de Montreuil Sur Maine	m	Annuelle	Rapport annuel du gestionnaire	Linéaire total : 5.5 Km environ Séparatif : 2.3 km environ Unitaire : 3.2 km environ
	Capacité des STEP	EH	Annuelle	Rapport annuel du gestionnaire	Station du bourg de Montreuil Sur Maine : 800 EH Station de Menil (semi-collectif) : 14 EH Station du Lion d'Angers : 7000 EH
	Charge reçue	EH	Annuelle	Rapport annuel du gestionnaire	Station du bourg de Montreuil Sur Maine : 450 EH Station de Menil (semi-collectif) : 14 EH Station du Lion d'Angers : 4000 EH estimée 2019)

	Charge résiduelle de traitement	EH	Annuelle	Rapport annuel du gestionnaire	Station du bourg de Montreuil Sur Maine : 350 EH Station de Menil (semi-collectif) : 14 EH Station du Lion d'Angers : estimée à 3000 EH en 2019)
	L'évolution du nombre d'installations d'ANC.	U	Annuelle	SPANC	70 installations en 2011
Assainissement non collectif	Nombre d'installations non conformes à réhabiliter	U	Annuelle	SPANC	38 installations en 2011
	L'évolution du nombre d'installations réhabilitées	U	Annuelle	SPANC	2011 : 2 2018 : 3 2019 : 1

7.5. Energies-air-climat

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Consommation d'énergie et production d'énergie renouvelable	Evolution de la concentration des principaux polluants surveillés (ATMO)	µg/m ³	Annuelle	Air Pays de Loire Rapport annuel	PPM 10 : 16 en 2017* PPM 2.5 : 10 en 2017* NOx : 7.7 en 2017* NO2 : 5.4 en 2017* O3 : 165 en 2017* **
	Nombre de logements améliorés (isolation, ...)	U	Annuelle	Service instructeur PC	-
	Nombre de logements basse-consommation/passifs	U	Annuelle	Service instructeur PC	-
	Suivi production d'énergies renouvelable (réseau de chaleur, photovoltaïque, panneaux solaires, ...).	-	Annuelle	Service instructeur PC	-

*Données de la station de Saint Denis d'Anjou ; **Maximum horaire en 2017 à la station de Saint Denis d'Anjou

7.6. Risques naturels et technologiques

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Vulnérabilité vis-à-vis des risques naturels et technologiques	Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle par type de risque (Etat),	U	Durée du PLU	Géorisques	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1 en 1999 Inondations et coulées de boue : 1 en 1982, 1983, 1995 et 2001 Mouvements de terrain : 1 en 2001, 2007 et 2010
	Nombre d'installations classées (DREAL) sur la commune	U	Durée du PLU	DREAL	1 ICPE (dernière inspection en 2017)
	Part des PC délivrés dans les zones soumises à aléas (inondation / retrait-gonflement des argiles...)	U	Annuelle	Service instructeur PC	-
	Population résidant en zone inondable Nombre d'habitation situées en zone inondable				- 16 habitations en 2020

7.7. Déchets et pollutions de sols

Nature de l'incidence	Description de l'indicateur	Unité	Périodicité	Source de la donnée	Valeur de référence
Gestion des déchets	Quantité de déchets par habitant	Kg/habitant	Annuelle	Rapports annuels	517 en 2018
Pollution des sols	Nombre d'anciens sites industriels et activités de services (BASIAS) susceptibles d'avoir généré une pollution	U	Durée du PLU	BASIAS	0 sites BASIAS
	Nombre de sites et sols potentiellement pollués (BASOL) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif	U	Durée du PLU	BASOL	0 site BASOL